



**COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE**  
**GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 22 SEPTEMBRE 2015**  
**GEMEENTERAAD VAN 22 SEPTEMBER 2015**

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Francis Delpérée, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;  
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Serge de Patoul, Damien De Keyser, Pascal Lefèvre, Christophe De Beukelaer, Caroline Persoons,  
Dominique Harmel, Caroline Lhoir, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ;  
Jean-Claude Laes, Claude Carels, Béatrice de Spirlet, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel,  
Carla Dejonghe, Vincent Jammaers, Françoise de Callatay-Herbiet, Christine Sallé, Priscilla de  
Bergeyck, Joëlle Raskin, Michel Vandercam, Alexia Bertrand, Georges Dallemagne, Aymeric de  
Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vaincel, Marina Vamvakas, Sophie Liègeois,  
Claire Renson-Tihon, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Anne-Marie Claeys-Matthys, *Présidente du C.P.A.S/Voorzitster van het O.C.M.W* ;  
Georges Mathot, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Willem Draps, Alexandre Pirson, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Secrétariat - Secretariaat**

22.09.2015/A/0001 **Vote des urgences**

LE CONSEIL décide d'examiner les points suivants ne figurant pas à l'ordre du jour de la présente séance :

Urgence 1 (point 11) :

CC - Sport - Centre sportif du Parc de Woluwe - Installations sportives - Terrains de football - Tarification des locations - Fixation ;

Urgence 2 (point 28) :

CC - Fiscalité locale - Ordonnance du 19.07.2007 du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale visant à associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale - Avenant au contrat 2013-2014 à conclure entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Dringende zaken**

DE RAAD besluit de hiernavermelde punten die niet voorkomen op de dagorde van deze zitting te onderzoeken :

Dringende zaak 1 (punt 11) :

GR - Sport - Sportcentrum van het Woluwepark - Sportinfrastructuur - Voetbalvelden - Tariefbepaling voor het verhuren - Vastlegging ;

Dringende zaak 2 (punt 28) :

GR - Lokale fiscaliteit - Ordonnantie van 19.07.2007 van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Aanvulling van de overeenkomst 2013-2014 te sluiten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Goedkeuring.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0002 **Adoption du procès-verbal de sa séance du 30.06.2015**

LE CONSEIL,

Considérant que le procès-verbal de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE d'approuver le procès-verbal de sa séance du 30.06.2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Goedkeuring van het proces-verbaal van zijn zitting van 30.06.2015**

DE RAAD,

Overwegende dat het proces-verbaal van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ;

BESLUIT het proces-verbaal van zijn zitting van 30.06.2015 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0003 **CC - Motion - "Soutien à la Comédie Claude Volter"(Collège des Bourgmestre et Echevins)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Motion - "Avenir de la Comédie Claude Volter"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande du Collège des Bourgmestres et Echevins et présenté comme suit :

"Considérant l'annonce, fin juillet 2015, de l'avis négatif rendu par le Conseil de l'Art dramatique de la Fédération Wallonie-Bruxelles quant à la reconnaissance et la poursuite de la subsidiation de la Comédie Volter, avis qui préconise "la conclusion d'un dernier accord avec la direction pour accompagner l'arrêt du projet" et est motivé très succinctement vu "la nature de l'infrastructure exploitée" et "l'histoire et la pratique de la compagnie" ;

Considérant le courrier de la Ministre de la Culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 17 juillet 2015 communiquant l'avis négatif du Conseil de l'Art dramatique et annonçant, sur cette base, une diminution du subside 2016 attribué à la Comédie Volter de 5 % par rapport à 2015 ;

Considérant que les statistiques reprises, pour les théâtres, dans le Focus Culture 2014 de la Fédération Wallonie-Bruxelles démontrent, entre autres, que la Comédie Volter rencontre de nombreux objectifs parmi les dix fixés par la Ministre de la Culture dans sa "Note d'orientation pour une politique théâtrale renouvelée" : elle met l'artiste au cœur de son projet (50 % de la masse salariale globale consacrés à l'artistique ce qui place la Comédie Volter en 6<sup>e</sup> position sur 34 institutions théâtrales), fait preuve de bonne gestion (faible montant de subvention par spectateur 24,00 EUR, ...), accueille de jeunes créateurs, ... ;

Considérant qu'en 2014, la Comédie Volter a accueilli plus de 13.300 spectateurs et a donné plus de 150 représentations ;

Considérant l'investissement communal consenti pour soutenir la politique culturelle à Woluwe-Saint-Pierre et permettre le développement d'une belle offre théâtrale dans le sud-est de la région bruxelloise, et en particulier les investissements réalisés ces dernières pour rénover l'espace consenti à la Comédie Volter et l'aménager en salles de spectacle de qualité, conformes aux normes de sécurité en vigueur ;

Considérant la création de la Comédie Volter en 1964, son accueil à Woluwe-Saint-Pierre depuis 1971 et sa reconnaissance par la Communauté française en 1973 après une lutte opiniâtre de son fondateur Claude Volter, avec le soutien de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant les liens forts qui se sont tissés au fil des années, et ce depuis 1971, entre la Comédie Volter, son fondateur Claude Volter puis son successeur Michel de Warzée, et les nombreux spectateurs, issus tant du quartier du Chant d'Oiseau, de Woluwe-Saint-Pierre, de Bruxelles et des environs ;

Considérant le profond ancrage local de ce théâtre ;

Considérant l'apport indéniable de la présence d'un théâtre, comme lieu de diffusion culturelle, de rassemblement, "porteur de valeurs et de sens", permettant des contacts sociaux basés sur l'art, le débat, l'imagination ;

Considérant le travail réalisé par la Comédie Volter avec les écoles, spécialement celles de Woluwe-Saint-Pierre et des communes avoisinantes ;

Considérant l'évolution du travail artistique de la Comédie Volter et l'ouverture de celle-ci à de nombreux projets théâtraux nouveaux ;

Considérant la richesse mais les difficultés aussi que représente la combinaison en

même temps du travail d'acteur et de directeur d'un théâtre ;

Considérant que les communes qui consentent des investissements essentiels sont trop rarement impliquées et consultées dans les choix des entités supérieures compétentes en la matière ;

Considérant l'impossibilité financière pour la commune de couvrir la diminution ou la perte du subside de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Vu la décision du conseil communal du 3 septembre 1971 avalisant la convention passée entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Comédie Claude Volter, octroyant, selon conditions, les "salles des fêtes de l'école du Chant d'Oiseau" de l'avenue des Frères Legrain à la Comédie Volter ;

Vu les conventions entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Comédie Claude Volter du 21 septembre 1977 et du 5 mai 2005, cette dernière étant conclue à durée indéterminée ;

Vu le décret-cadre relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène du 10 avril 2003 ;

Vu la "note d'orientation pour une politique théâtrale renouvelée" de Joëlle Milquet, Vice-Présidente de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance diffusée en juillet 2015 ;

Vu le courrier de la Ministre du 17 juillet 2015 annonçant le non-renouvellement du contrat-programme ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

LE CONSEIL COMMUNAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

- marque son opposition à l'avis du Conseil de l'Art dramatique de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui préconise "la conclusion d'un dernier accord avec la direction pour accompagner l'arrêt du projet" ;
- conteste la pertinence des arguments avancés par le Conseil de l'Art dramatique de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour justifier le non-renouvellement du contrat-programme ;
- regrette que l'avis du Conseil de l'Art dramatique et le choix de la Ministre de le suivre aient été pris sans aucune consultation ou information de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;
- constate que l'annonce de la diminution du subside alors que la saison 2015-2016 est déjà finalisée et lancée place la Comédie Volter dans de grandes difficultés et risque de pénaliser sa bonne gestion ;
- soutient clairement le maintien d'un théâtre conventionné au sein de la commune et mandate le Bourgmestre et l'Echevine de la Culture française pour défendre auprès de la Ministre de la Culture la poursuite du projet culturel de la Comédie Volter et la reconnaissance de celui-ci par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- exprime sa volonté d'être une entité publique porteuse d'espoirs et de possibilités pour les artistes ;
- réitère sa volonté de maintenir l'investissement communal à la Comédie Volter ;

- appuie le renforcement des liens de collaboration entre la Comédie Volter et les associations culturelles francophones para-communales."

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Motie - "Steun aan de "Comédie Claude Volter""(College van Burgemeester en Schepenen)**

DE RAAD,

Gelet op het dossier met opschrift "Motie - "Toekomst van de "Comédie Claude Volter"", ingeschreven op de dagorde van de Gemeenteraad op vraag van het College van Burgemeester en Schepenen en als volgt voorgesteld :

"Overwegende de aankondiging, eind juli 2015, van het negatief advies uitgesproken door de "Conseil de l'Art dramatique" van de Federatie Wallonië-Brussel aangaande de erkenning en de verderzetting van de subsidiëring van de "Comédie Volter", advies dat "de conclusie van een laatste akkoord met het bestuur om de stopzetting van het project te begeleiden" bepleit en bondig gemotiveerd is, gezien "de aard van de uitgebate infrastructuur" en "de geschiedenis en de praktijk van het toneelgezelschap" ;

Overwegende de brief van het Ministerie van Cultuur van de Federatie Wallonië-Brussel van 17.07.2015, waarbij het negatief advies door de "Conseil de l'Art dramatique" van de Federatie Wallonië-Brussel wordt meegedeeld en waarbij aangekondigd wordt dat, op grond hiervan, een vermindering met 5 % van de subsidie van 2016 in vergelijking met 2015 aan de "Comédie Volter" wordt toegekend ;

Overwegende dat de hernomen statistieken, voor de schouwburgen in de "Focus Culture 2014" van de Federatie Wallonië-Brussel, onder andere aantonen dat de "Comédie Volter" talrijke doelstellingen telt onder de tien doelstellingen vastgesteld door het Ministerie van Cultuur in haar oriënteringsnota voor een vernieuwd theaterbeleid, waarbij de kunstenaar op de voorgrond wordt geplaatst (50 % van de totale loonsom is gewijd aan het artistieke, wat de "Comédie Volter" op de 6<sup>de</sup> plaats rangschikt op 34 toneelinstellingen), wat blijk geeft van goed beheer (laag gesubsidieerd bedrag per toeschouwer 24,00 EUR, ...) en dat ze openstaat voor jonge theatermakers, ... ;

Overwegende dat de "Comédie Volter" in 2014 meer dan 13.300 toeschouwers trok en meer dan 150 voorstellingen gaf ;

Overwegende dat de overeengekomen gemeentelijke investering om het cultureel beleid in Sint-Pieters-Woluwe te ondersteunen en om de ontwikkeling van een mooi toneelaanbod in het zuid-oosten van het Brussels Gewest mogelijk te maken en in het bijzonder de investeringen gedaan met het oog op de ruimte, toegemeten aan de "Comédie Volter", te renoveren en ze om te bouwen tot kwaliteitsvolle toneelzalen in overeenstemming met de regerende veiligheidsnormen ;

Overwegende de oprichting van de "Comédie Volter" in 1964, zijn onthaal te Sint-Pieters-Woluwe in 1971 en zijn erkenning door de Franse Gemeenschap in 1973 na een hardnekkige strijd van zijn oprichter "Comédie Volter", met de steun van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat doorheen de jaren sterke banden werden gesmeed en dit sinds 1971,

tussen de "Comédie Volter", zijn oprichter en daarna zijn opvolger, Michel de Warzée, en de talrijke toeschouwers, zowel afkomstig uit de Vogelzangwijk, als uit Sint-Pieters-Woluwe, als uit Brussel en omstreken ;

Overwegende de diepe lokale verankering van dit toneelgezelschap ;

Overwegende de onmiskenbare bijdrage van de aanwezigheid van een theater, als plaats om cultuur te verspreiden, als verzamelplaats, "drager van waarden en van inhoud", wat plaats maakt voor sociale contacten met als uitgangspunt de kunst, het debat, de verbeelding ;

Overwegende het werk dat door de "Comédie Volter" werd gerealiseerd in samenwerking met de scholen, in het bijzonder deze van Sint-Pieters-Woluwe en van de omringende gemeenten ;

Overwegende de evolutie van het artistieke werk van de "Comédie Volter" en van zijn open houding tegenover talrijke nieuwe theaterprojecten ;

Overwegende de rijkdom maar tevens de moeilijkheden die voortvloeien uit de combinatie acteur en van theaterdirecteur ;

Overwegende dat de gemeenten die instemmen met de essentiële investeringen veel te weinig betrokken en geraadpleegd worden bij de keuzes die gemaakt worden door de desbetreffende bevoegde hogere entiteiten ;

Overwegende dat het voor de gemeente financieel onhaalbaar is de vermindering of het verlies van de subsidie op te vangen ;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 03.08.1971 waarbij de overeenkomst afgesloten tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de "Comédie Claude Volter" wordt goedgekeurd en de "feestzaal, Frères Legrain, van de School van Vogelzang" aan de "Comédie Claude Volter" onder bepaalde voorwaarden wordt toegekend ;

Gelet op de overeenkomsten tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de "Comédie Claude Volter" van 21.09.1977 en van 05.05.2005, deze laatste afgesloten voor onbepaalde duur ;

Gelet op het kader-dekreet met betrekking tot de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Toneelkunsten van 10.05.2003 ;

Gelet op "oriënteringsnota voor een vernieuwd theaterbeleid" van Joëlle Milquet, Vice-Voorzitter van de Federatie Wallonië-Brussel, Minister van Opvoeding, Cultuur en Jeugd, verspreid in juli 2015 ;

Overwegende de brief van het Ministerie van 17.07.2015 waarbij de niet-vernieuwing van het contract-programma wordt meegedeeld ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

DE GEMEENTERAAD VAN SINT-PIETER-WOLUWE :

- is gekant tegen het advies van de "Conseil de l'Art dramatique" van de Federatie Wallonië-Brussel die pleit voor "de besluittrekking van een laatste akkoord met het bestuur om de stopzetting van het project te begeleiden ;
- betwist de relevantie van de argumenten naar voor gebracht door de "Conseil de l'Art dramatique" van de Federatie Wallonië-Brussel ter rechtvaardiging van de niet-vernieuwing van het contract-programma ;
- betreurt dat het advies van "Conseil de l'Art dramatique" van de Federatie Wallonië-Brussel, en de keuze van het Ministerie dat advies te volgen, genomen

verd zonder de gemeente Sint-Pieters-Woluwe te raadplegen, noch enige informatie in te winnen ;

- stelt vast dat de aankondiging van de vermindering van de subsidie, alhoewel het seizoen 2015-2016 reeds gefinaliseerd werd en van start ging, de Comédie Volter voor grote moeilijkheden plaatst met het risico haar goede werking te bestraffen ;
- ondersteunt het behoud van het theatergezelschap verbonden door een overeenkomst met de gemeente en mandateert de Burgemeester en de Schepen van Franse Cultuur om de verderzetting van het cultureel project van de "Comédie Volter" en zijn erkenning door de Federatie Wallonië-Brussel te verdedigen ;
- drukt de wens uit een openbare entiteit te zijn die hoop uitdraagt en aankomt met mogelijkheden voor de kunstenaars ;
- herhaalt haar wil de gemeentelijke investering in de "Comédie Volter" te behouden ;
- steunt de versterking van de banden met betrekking tot de samenwerking tussen de "Comédie Volter" en de Franstalige para-gemeentelijke culturele verenigingen."

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0004 **CC - Interpellation - "Survie de la Comédie Volter" (Mme Anne Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Survie de la Comédie Volter"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme A.-C. d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme A.-C. d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Au début de l'été, la Ministre de la Culture Joëlle Milquet a annoncé qu'elle allait diminuer substantiellement les subsides de la Comédie Claude Volter (comme ceux de deux autres théâtres bruxellois). Notre patrimoine culturel est en péril. Le communiqué de presse est à cet égard cinglant, indiquant que cette décision est prise *"afin de donner un signal clair et les aider à entrer dans une logique de fin d'activité pour 2017 ou d'adaptations importantes"*.

Les raisons invoquées par la Ministre sont extrêmement floues. Il ne s'agit pas d'économies. Madame Milquet joue à enveloppe fermée. Son intention est manifestement de prendre à la Comédie les subsides qu'elle donnera à d'autres institutions.

Nous partageons la consternation et l'émoi vécus par les amoureux du théâtre,

les comédiens et surtout l'équipe qui fait vivre ce théâtre avec ardeur et passion depuis tant d'années.

Car entre Woluwe-Saint-Pierre et la Comédie Volter, c'est une histoire d'amour. Il y a plus de 40 ans, en 1971, le grand homme de théâtre Claude Volter cherchait (désespérément) un lieu pour produire sa troupe. La commune, sous l'impulsion de l'ancien Bourgmestre MR Jacques Vandenhoute, lui mit à disposition l'espace attenant à l'école communale du Chant d'Oiseau devenu le théâtre que l'on connaît. La Comédie est aujourd'hui une véritable institution reconnue de tous offrant un programme de grande qualité à un public varié. Elle a ouvert aux plus jeunes les portes des grands auteurs. Elle a ému, questionné, interpellé, remué toutes les générations avec des pièces classiques mais aussi contemporaines, audacieuses et difficiles parfois. Avec toujours chevillé au corps: l'amour de la langue française.

Etablie dans des locaux communaux, la comédie ne l'a jamais oublié jouant constamment le jeu de la proximité avec nos écoles communales par exemple, avec nos jeunes dans le cadre de "Place aux enfants", pratiquant des prix spéciaux pour nos habitants, organisant une rencontre avec le quartier du Chant d'Oiseau encore dernièrement au mois de mai.

Question légitime aujourd'hui, que fait le Collège de Woluwe-Saint-Pierre ?

A-t-il suffisamment défendu son fleuron culturel auprès de la Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. B. CEREXHE, bourgmestre, et Mme C. PERSOONS, échevin ;
3. de même que l'intervention de M. J.-C. LAES, conseiller communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Gr - Interpellatie - Voortbestaan van de "Comédie Volter" (Mw. Anne Charlotte d'URSEL)**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

**22.09.2015/A/0005 CC - Motion - "Nuisances liées au survol aérien massif de notre commune, de la Région de Bruxelles-Capitale et de sa périphérie" (Collège des Bourgmestre et Echevins)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Motion - "Nuisances liées au survol aérien massif de notre commune, de la Région de Bruxelles-Capitale et de sa périphérie", inscrit à de l'ordre du jour du Conseil communal à la demande du Collège des Bourgmestre et Echevins et présenté comme suit :

"Considérant la motion adoptée par le Conseil communal le 30 septembre 2014 ;

Considérant les nuisances intolérables liées au survol massif, de jour comme de nuit, de notre commune, nuisances aggravées depuis plusieurs mois et qui touchent tous les



quartiers ;

Considérant que notre commune est de loin l'une des plus impactées par l'activité aéroportuaire de Brussels Airport, tant par les décollages que les atterrissages ;

Considérant que le survol abusif de Woluwe-Saint-Pierre n'a rien d'historique, ni d'inéluctable, ni d'équitable ;

Considérant l'utilisation, au cours des quinze dernières années de plus en plus intensive des routes survolant notre commune tant au départ des pistes 25 (virage(s) à gauche), qu'à l'atterrissage sur la piste 01 ;

Considérant de surcroît la nouvelle intensification du survol de la commune de Woluwe-Saint-Pierre depuis l'entrée en vigueur le 2 avril du nouveau Plan de survol ;

Considérant que cette intensification du survol s'observe tant dans les phases de décollage que dans les phases d'atterrissage ;

Considérant que le double virage à gauche, interdit par l'ordonnance du Tribunal de Première Instance du 31 juillet 2014, et officiellement supprimé, continue à exister dans les faits et que, des avions continuent dès lors de survoler des quartiers pourtant interdits de survol ;

Considérant que la décision du Gouvernement fédéral de renvoyer sur le virage dit « Gauche court » les avions se rendant vers Huldenberg n'a jamais été imposée par l'Ordonnance du 31 juillet 2014 et que d'autres routes au départ de la 25 R sont possibles permettant de survoler des zones nettement moins densément peuplées ;

Considérant que depuis l'entrée en vigueur du nouveau plan , la piste 01 a été exploitée, en utilisation normale hors travaux exceptionnels, dans 22,9 % de tous les atterrissages enregistrés de jour à l'aéroport de Bruxelles-National et 17,2 % de tous les atterrissages enregistrés de nuit sur ce même aéroport ;

Vu que depuis l'entrée du Plan – et jusqu'au début des travaux opérés cet été à l'aéroport-, le sonomètre installé par Bruxelles Environnement à la Corniche verte, sur le territoire de Woluwe-Saint-Pierre, a enregistré de jour 8766 événements sonores de plus de 65 décibels et durant chacun plus de dix secondes, soit une moyenne de 98 épisodes de bruit intense par jour, avec un pic de 344 épisodes de bruit enregistré le 15 juin ; considérant que ce même sonomètre a enregistré, de nuit (23h-7h), 764 événements sonores de même nature (plus de 65 décibels et plus de dix secondes), soit près de 9 épisodes de bruit par nuit en moyenne, avec un pic à 44 épisodes observé durant le mois de juin ;

Considérant les conséquences de ces surexpositions au bruit de jour comme de nuit, quels que soient les zones et quartiers survolés, sur la santé physique et mentale des habitants survolés ;

Considérant en particulier la publication « Night noise guidelines for Europe » (2009) de l'OMS, stipulant qu' « être exposé de nuit durant une longue période à des niveaux moyens supérieurs à 55 dB, ce qui équivaut au bruit d'une rue fréquentée, peut faire monter la tension artérielle et provoquer des crises cardiaques » ;

Considérant l'arrêt rendu par le Tribunal de Première instance de Bruxelles le 31 juillet 2014 qui juge illégal le double virage à gauche au départ de la piste 25R et impose à l'Etat fédéral d'y remédier sans délais, sous peine d'astreinte ;

Considérant l'arrêt rendu par la Cour d'Appel de Bruxelles le 9 juin 2005 qui juge contraire à l'article 23 de la Constitution le survol intensif - tant en décollages qu'en atterrissages- de zones densément peuplées en général, de Woluwe-Saint-Pierre en

particulier ;

Considérant le Règlement (UE) n° 598/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de l'Union, dans le cadre d'une approche équilibrée, et abrogeant la directive 2002/30/CE, qui entrera en vigueur le 13 juin 2016 ;

Considérant qu'à partir de cette date, toute décision qui touchera de quelque manière que ce soit à la capacité d'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National (y compris la définition de nouvelles routes et toute modification du schéma d'exploitation des pistes) sera soumise à l'avis préalable des autorités européennes ;

Considérant donc l'extrême urgence pour le gouvernement fédéral à prendre des dispositions pour protéger la santé et la sécurité des riverains ;

Considérant que le droit à la santé et à l'environnement sain pour les riverains constitue un droit inaliénable, prescrit par l'article 23 de la Constitution;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27/05/1999 relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien ;

Considérant que la Cour d'appel de Bruxelles dans son arrêt du 9 juin 2005, rendu suite à un recours introduit par la Région bruxelloise à l'encontre de l'Etat belge, avait effectivement précisé que l'arrêté du 27 mai 1999 du Gouvernement bruxellois était parfaitement légal et que le respect de la législation environnementale n'avait pas pour effet d'entraîner la cessation de l'activité de l'aéroport ;

Considérant que la correcte exécution des décisions de justice relève simplement d'un objectif légaliste de respect des décisions du pouvoir judiciaire, qui s'inspire du principe de loyauté fédérale, dans le souci d'assurer la sécurité juridique ;

Considérant la déclaration gouvernementale fédérale du 9 octobre 2014 qui annonce l'élaboration d' « une solution structurelle (...), en particulier dans les zones à forte densité de population »<sup>[1]</sup> et l'ancrage des accords aéroportuaires « dans une loi sur les procédures de vols »<sup>[2]</sup> ;

Considérant le caractère évasif de cette déclaration, et qui pourrait définitivement figer la situation actuelle ;

Considérant que le moratoire actuellement mis-en-place n'est pas et ne peut devenir une solution structurelle ;

Considérant l'immobilisme du gouvernement fédéral et l'absence de toute réelle concertation entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement bruxellois ;

Considérant le projet de la société DHL d'investir 114 millions € à l'aéroport de Zaventem dans un HUB ultra moderne composé d'un centre de tri de 31.500 m<sup>2</sup> et d'un complexe de bureaux de 5.000 m<sup>2</sup>, et le risque d'une augmentation des vols de nuit d'ici à 2020 ;

Considérant qu'en sa qualité de Ministre Fédérale, Madame Galant a déclaré qu'elle était chargée du développement de l'aéroport de Zaventem ;

Considérant par ailleurs les nouveaux investissements consentis par les exploitants de l'aéroport pour mieux et davantage accueillir les compagnies aériennes low-cost à Bruxelles-National ;

Considérant l'annonce récente de la SNCB de l'abandon potentiel de son projet de création d'une ligne de train directe vers l'aéroport de Charleroi Brussels South, ce qui aurait pourtant facilité le processus de spécialisation des aéroports de notre pays selon

leurs types d'activités (city-airport, cargo, low-cost) ;

Réitérant sa ferme volonté de protéger la santé, la qualité de vie et la sécurité de ses habitants souffrant du survol aérien massif et injustifié de la commune ;

Réitérant son engagement à exiger des autorités compétentes un environnement sonore supportable dans le ciel de sa commune et de tous les riverains de l'aéroport ;

Réitérant son soutien aux associations qui se battent pour les mêmes enjeux,

LE CONSEIL COMMUNAL de Woluwe-Saint-Pierre :

- Dénonce la non-observance de l'Ordonnance du Tribunal de première instance de Bruxelles du 31 juillet 2014 qui interdit le double virage à gauche au départ de la piste 25R ;

Demande, en conséquence, au Gouvernement fédéral de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour que cette dernière soit intégralement suivie et respectée et que le double virage à gauche soit, dans les faits et la pratique, définitivement supprimé ;

- Dénonce l'intensification globale du survol de la commune et l'accroissement des nuisances sonores, environnementales et sanitaires, qu'elle entraîne depuis l'entrée en vigueur le 2 avril 2015 du nouveau plan ;

Demande au Gouvernement fédéral de faire respecter l'Arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 9 juin 2005 qui condamne le survol intensif - tant en décollage qu'en atterrissage- de zones densément peuplées, et de Woluwe-Saint-Pierre en particulier ;

Demande en conséquence au Gouvernement fédéral et de prendre toutes les dispositions nécessaires, sans délai aucun, pour dégager, avant le 13 juin 2016, les solutions structurelles qui permettront de soulager les riverains de l'aéroport par la définition et la mise en service de routes au-dessus de zones moins densément peuplées que Woluwe-Saint-Pierre ;

- Demande avec force au Gouvernement fédéral de porter, immédiatement, hors négociations sur les solutions structurelles, la période dite de nuit à l'aéroport de Bruxelles-National de 22h à 7h ;
- Exige du Gouvernement fédéral qu'il fasse appliquer correctement et intégralement les dispositions relatives aux normes de vent applicables sur les pistes 01/19 et 25/07 décidées par le Gouvernement précédent et telles que reprises dans les accords aéroportuaires 2008-2010 ;
- Demande que la noise abatement procedure (NA) soit effective avec montée rapide pour tous les décollages et descente continue pour tous les atterrissages et que la vitesse limite de la noise abatement procedure soit déterminée sur base d'une étude des conséquences et soit valable pour tout appareil opérant à l'aéroport national ;
- Exige qu'en cas d'infraction aux procédures aéronautiques publiées dans les A.I.P., des sanctions administratives soient dressées par la DGTA [\[3\]](#) ;

Demande au Gouvernement fédéral que :

- Toute nouvelle route aérienne fasse l'objet d'une étude d'incidence et d'une consultation publique préalable : la commune s'oppose donc aux décisions du gouvernement fédéral qui a créé de nouvelles routes au-dessus de notre commune sans consultation de ses habitants. Elle demande que la définition de nouvelles routes tienne compte de la densité de la population survolée (nombre d'hab/km<sup>2</sup>) ;
- Les normes de vent dites "historiques" soient réintroduites dans le cadre des solutions structurelles recherchées ;
- Les opérations soient interdites à l'aéroport de Zaventem, pour tous les avions les plus bruyants, selon les normes de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) ;
- Une stratégie aéroportuaire soit mise en place au niveau du pays, exploitant les spécificités de chaque aéroport, Liège étant reconnu et adapté pour le fret, Charleroi étant spécialisé dans le Low Cost, Ostende ayant également vocation à accueillir le fret ;
- Les projets de développement de DHL n'entraînent aucun vol de nuit supplémentaire au départ et à l'arrivée de Bruxelles-National. Au contraire, les négociations en vue de solutions structurelles doivent porter sur la suppression à terme de tout vol de nuit à l'aéroport de Bruxelles-National ;
- qu'une autorité indépendante de contrôle incluant des représentants régionaux et des riverains, soit créée sans délai.

Outre l'appel à agir formulé à l'égard du gouvernement fédéral, le conseil communal demande au gouvernement bruxellois que :

1. Les astreintes dues pour non-application de l'ordonnance du 31 juillet 2014 soient exigées auprès du Gouvernement fédéral ;
  2. Une étude épidémiologique (bruit et particules ultrafines) aux contours définis par un comité scientifique soit menée sur l'impact du trafic aérien pour les populations vivant en Région bruxelloise.
- Décide de transmettre cette motion au Gouvernement fédéral et à la Chambre des Représentants, au Gouvernement et Parlement régional bruxellois, à la Commission et au Parlement européen."

---

[1] Accord du gouvernement fédéral, 10/10/14, p. 219.

[2] Idem.

[3] Conformément à l'art. 21, chapitre II « Dispositions pénales » et à l'art. 46, chapitre III « Amendes administratives », de la loi du 27 juin 1937 portant révision à la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Motie - "Geluidshinder die voortkomt uit het massaal overvliegen van onze**

**gemeente, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de rand rond Brussel"(College van Burgemeester en Schepenen)**

DE RAAD,

Gelet op het dossier met opschrift "Motie - "Geluidshinder die voortkomt uit het massaal overvliegen van onze gemeente, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de rand rond Brussel"", ingeschreven op de dagorde van de Gemeenteraad op vraag van het College van Burgemeester en Schepenen en als volgt voorgesteld :

"Overwegende de motie die werd aangenomen door de Gemeenteraad van 30 september 2014 ;

Overwegende de onaanvaardbare hinder veroorzaakt door het massaal overvliegen van onze gemeente, zowel overdag als 's nachts, die gedurende de laatste maanden alleen maar erger is geworden en die alle wijken van de gemeente treft ;

Overwegende dat onze gemeente veruit één van de meest getroffen gemeenten is door de luchthavenactiviteiten van Brussels Airport, zowel bij het opstijgen als bij het landen ;

Overwegende dat het overmatig overvliegen van Sint-Pieters-Woluwe in niets historisch, noch onvermijdelijk, noch gerechtvaardigd is ;

Overwegende dat in de laatste vijftien jaar het gebruik van de vliegroutes die onze gemeente overvliegen alleen maar is toegenomen zowel bij het vertrek vanop baan 25 (bocht(en) naar links), als bij het landen op baan 01 ;

Overwegende dat daarenboven nog eens een nieuwe golf aan vluchten boven de gemeente is bijgekomen sinds het inwerking treden op 2 april van het nieuwe vliegplan ;

Overwegende dat deze toename slaat op zowel de vertrekkende vluchten als de aankomende vluchten ;

Overwegende dat de dubbele bocht naar links, die verboden werd bij vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel van 31 juli 2014, en die officieel werd afgeschaft, nog altijd bestaat in de feiten en dat de vliegtuigen die wijken blijven overvliegen waar dat nochtans verboden is ;

Overwegende dat de beslissing van de Federale Regering om de vliegtuigen die naar Huldenberg vliegen via de zogenaamde "korte bocht" te sturen nooit verplicht is door het vonnis van 31 juli 2014 en dat andere routes vertrekkende vanaf baan 25R ook mogelijk zijn die toelaten om te vliegen boven zones die veel minder dicht bevolkt zijn ;

Overwegende dat sinds het inwerking treden van het nieuwe plan baan 01 bij normaal gebruik (uitzonderlijke werken niet meegerekend) gebruikt werd bij 22,9 % van alle geregistreerde landingen overdag op de luchthaven van Brussel-Nationaal en 17,2 % van alle geregistreerde landingen 's nachts ;

Overwegende dat sinds het inwerking treden van het nieuwe plan - en dit tot aan de start van de werken die werden uitgevoerd aan de banen op de luchthaven deze zomer - de door Brussel Leefmilieu geïnstalleerde geluidsmeter op de Groene Corniche, op het grondgebied van Sint-Pieters-Woluwe, overdag 8766 geluidspieken heeft geregistreerd van meer dan 65 decibel die elk meer dan tien seconden duurden, dus een gemiddelde van 98 intense geluidspieken per dag, met een uitschieter van 344 geluidspieken die geregistreerd werden op 15 juni ; dat diezelfde geluidsmeter 's nachts (23u-7u) 764

geluidspieken geregistreerd heeft van dezelfde aard (meer dan 65 decibel en meer dan 10 seconden), dus bijna 9 geluidspieken per nacht gemiddeld, met een uitschieter van 44 geluidspieken die vastgesteld werden in de maand juni ;

Overwegende de zware gevolgen van deze overmatige blootstelling aan lawaai overdag en 's nacht, welke de overvlogen zones en wijken ook zijn, op de fysieke en mentale gezondheid van de inwoners die overvlogen worden ;

Overwegende in het bijzonder de publicatie "Night noise guidelines for Europe" (2009) van de WHO, die bepaalt dat "s nachts blootgesteld worden gedurende een langere periode aan een gemiddeld geluidsniveau van meer dan 55 decibel, wat gelijk staat met een druk gebruikte straat, de bloeddruk kan doen stijgen en tot hartfalen kan leiden" ;

Overwegende het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel van 31 juli 2014 dat de dubbele bocht naar links vanaf baan 25R onwettig verklaart en de Federale Staat ertoe verplicht daar zonder dralen een einde aan te stellen op straffe van dwangsommen ;

Overwegende het arrest van het Hof van Beroep van Brussel van 9 juni 2005 dat het intensief overvliegen van dichtbevolkte zones in het algemeen en van Sint-Pieters-Woluwe in het bijzonder - zowel bij het opstijgen als bij het landen - strijdig verklaart met artikel 23 van de Grondwet ;

Gelet op Verordening (EU) nr. 598/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 inzake de vaststelling van regels en procedures voor de invoering van geluidsgelateerde exploitatiebeperkingen op luchthavens in de Unie binnen het kader van een evenwichtige aanpak, en tot intrekking van Richtlijn 2002/30/EG, die in werking zal treden op 13 juni 2016 ;

Overwegende dat vanaf die datum elke beslissing die op welke manier dan ook raakt aan de capaciteit van de uitbating van de luchthaven van Brussel-Nationaal (het vaststellen van nieuwe vliegroutes en elke wijziging in het gebruiksschema van de start- en landingsbanen inbegrepen) zal onderworpen worden aan het voorafgaandelijk advies van de Europese overheden ;

Overwegende bijgevolg de hoogdringendheid in hoofde van de Federale Regering om maatregelen te nemen om de gezondheid en de veiligheid van de omwonenden te beschermen ;

Overwegende dat het recht op een gezond leefmilieu en een goede gezondheid voor de omwonenden een onvervreemdbaar recht is dat wordt voorgeschreven door artikel 23 van de Grondwet ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 1999 betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer ;

Overwegende dat het Hof van Beroep van Brussel in zijn arrest van 9 juni 2005, uitgebracht naar aanleiding van een beroep dat werd ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen de Belgische Staat, effectief bepaald heeft dat het Besluit van 27 mei 1999 van de Brusselse Regering perfect wettelijk is en dat de naleving van de milieuwetgeving er niet toe leidde dat de activiteit op de luchthaven moet gestaakt worden ;

Overwegende dat de juiste uitvoering van de rechterlijke beslissingen een wettelijk doel nastreeft, namelijk het naleven van de beslissingen van de rechterlijke macht, hetgeen gebaseerd is op het principe van federale loyaliteit, teneinde de rechtszekerheid te verzekeren;

Gelet op de federale regeringsverklaring van 9 oktober 2014 die de uitwerking aankondigt van een "structurele oplossing (...), in het bijzonder voor de zones met een hoge bevolkingsdichtheid"<sup>[1]</sup> en het verankeren van de luchthavenakkoorden in een "vliegwet"<sup>[2]</sup> ;

Overwegende het vage karakter van deze bepaling die de huidige situatie definitief zou kunnen vastleggen ;

Overwegende dat het momenteel ingestelde moratorium geen structurele oplossing is en dat ook niet mag worden ;

Overwegende het immobilisme van de Federale Regering en de afwezigheid van enig overleg tussen de Federale Regering en de Brusselse Regering ;

Overwegende het project van de firma DHL om 114 miljoen euro te investeren in de luchthaven van Zaventem in een ultramoderne HUB bestaande uit een sorteercentrum van 31.500 m<sup>2</sup> en een burelencomplex van 5.000 m<sup>2</sup>, en het risico op een verhoging van het aantal nachtvluchten tegen 2020 ;

Overwegende dat in haar hoedanigheid van federaal minister, minister Galant verklaard heeft dat zij belast is met de taak om de luchthaven van Zaventem verder te ontwikkelen ;

Overwegende de nieuwe investeringen waarmee werd ingestemd door de luchthavenuitbaters om nog beter en nog meer low-cost luchtvaartmaatschappijen binnen te halen op Brussel-Nationaal ;

Overwegende de recente aankondiging van de NMBS om eventueel het project op te geven waarbij een rechtstreekse treinlijn zou worden aangelegd naar de luchthaven van Charleroi Brussels South, hetgeen nochtans het specialisatieproces van de luchthavens van ons land volgens hun type activiteiten (city-airport, cargo, low-cost) zou gefaciliteerd hebben ;

Herhaalt zijn vaste wil om de gezondheid, de levenskwaliteit en de veiligheid van zijn inwoners die lijden onder het massaal en ongerechtvaardigd overvliegen van de gemeente te beschermen ;

Benadrukt zijn engagement om van de bevoegde overheden een aanvaardbaar en draaglijk geluidsniveau boven de gemeente en alle andere omwonenden van de luchthaven te eisen ;

Steunt opnieuw de verenigingen die strijden voor dezelfde objectieven ;

DE GEMEENTERAAD van Sint-Pieters-Woluwe :

- Klaagt de niet-naleving aan van het vonnis van de Rechtbank van eerste Aanleg van Brussel van 31 juli 2014 dat de dubbele bocht naar links vanaf baan 25R verbiedt ;

Vraagt bijgevolg aan de Federale Regering om onmiddellijk alle nodige maatregelen te treffen opdat dit vonnis integraal zou worden gevolgd en nageleefd en de dubbele bocht naar links, in de feiten en in de praktijk, definitief zou worden afgeschaft ;

- Klaagt de algemene toename van het aantal vluchten boven de gemeente aan evenals de geluids-, milieu- en gezondheidshinder die zij ondergaat sinds het inwerking treden op 2 april 2015 van het nieuwe plan ;

Vraagt aan de Federale Regering om het arrest van het Hof van Beroep van Brussel van 9 juni 2005, dat het intensief overvliegen van dichtbevolkte zones in het algemeen en van Sint-Pieters-Woluwe in het bijzonder - zowel bij het opstijgen als bij het landen - veroordeelt, te doen naleven ;

Vraagt bijgevolg aan de Federale Regering om onverwijld alle nodige schikkingen te treffen, teneinde voor 13 juni 2016 met structurele oplossingen voor de dag te komen die de hinder voor de omwonenden van de luchthaven verzachten door vluchtroutes te bepalen en in dienst te stellen boven zones die minder dicht bevolkt zijn dan Sint-Pieters-Woluwe ;

- Vraagt met aandrang aan de Federale Regering om onmiddellijk, los van de onderhandelingen over structurele oplossingen, de zogenaamde nacht op de luchthaven te brengen op de tijdsperiode tussen 22u en 7u ;
- Eist van de Federale Regering dat zij de windnormen die van toepassing zijn op de banen 01/19 en 25/07 en beslist zijn door de vorige regering en alsdusdanig zijn opgenomen in de Luchthavenakkoorden van 2008 - 2010, correct en integraal zou laten toepassen ;
- Vraagt dat de noise abatment procedure (NA) zou worden ingevoerd met snelle opstijgingen voor alle vertrekkende vluchten en met continue landingen voor alle aankomende vluchten en dat de maximumsnelheid van de noise abatment procedure zou worden vastgelegd op basis van een effectenstudie en dat geldig zou zijn voor elk toestel op de luchthaven ;
- Eist dat ingeval van overtreding op de luchtvaartprocedures die gepubliceerd zijn in de A.I.P., er administratieve sancties zouden worden opgelegd door het DG Luchtvaart<sup>[3]</sup> ;

Vraagt aan de Federale Regering dat :

- Elke nieuwe vliegroute het voorwerp zou uitmaken van een effectenstudie en een voorafgaandelijke openbare raadpleging : de gemeente verzet zich dus tegen de beslissingen van de Federale Regering die nieuwe vliegroutes gecreëerd hebben boven onze gemeente zonder raadpleging van de inwoners. De gemeente vraagt dat de vastlegging van nieuwe routes rekening zou houden met de bevolkingsdichtheid (aantal inwoners per km<sup>2</sup>) van de overvlogen bevolking ;
- De zogenaamde "historische" windnormen terug zouden ingevoerd worden in het kader van de beoogde structurele oplossingen ;
- Alle vliegbewegingen op de luchthaven van Zaventem zouden worden verboden voor de meest lawaaierige vliegtuigen, volgens de normen van de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie ;
- er een luchthavenstrategie zou worden uitgewerkt op niveau van het ganse land, waarbij de specifieke kenmerken van elke luchthaven zouden worden in rekening gebracht (Luik is bekend voor zijn goederenvervoer, Charleroi voor de low-cost en Oostende ook eerder voor het goederenvervoer) ;



- De projecten ter ontwikkeling van de activiteiten van DHL geen enkele bijkomende nachtvlucht met zich zouden brengen van en naar de luchthaven. Integendeel, de onderhandelingen over een structurele oplossing zouden er moeten toe leiden dat op termijn elke nachtvlucht zou worden afgeschaft ;
- Een onafhankelijk controleorgaan, bestaande uit vertegenwoordigers van de gewesten en van de omwonenden, onmiddellijk zou worden opgericht.

Bovenop hetgeen gevraagd wordt aan de Federale Regering, vraagt de gemeenteraad aan de Brusselse Regering dat :

1. De dwangsommen als gevolg van de niet-toepassing van het vonnis van 31 juli 2014 zouden worden geëist van de Federale Regering ;
  2. Er een epidemiologische studie (geluid en ultrafijne stofdeeltjes) zou worden uitgevoerd, volgens contouren die zijn vastgesteld door een wetenschappelijk comité, betreffende de impact van het luchtverkeer op de bevolking van het Brussels Gewest.
- Beslist om deze motie over te zenden naar de Federale Regering en naar de Kamer van Volksvertegenwoordigers, naar de Regering en het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, naar de Europese Commissie en naar het Europees Parlement."

---

[1] Federaal Regeerakkoord, 10 oktober 2014, p. 219.

[2] Idem.

[3] Overeenkomstig art. 21 (Hoofdstuk II « Strafbepalingen ») en art. 46 (Hoofdstuk III « Administratieve boetes ») van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der Luchtvaart.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0006 **CC - Sociétés immobilières de Service Public dans le domaine du logement social auxquelles la commune est associée - "Construction d'Habitations Sociales de Woluwe-Saint-Pierre", "Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem" et "Ville et Forêt" de Watermael-Boitsfort - Fusion - Dispositions**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le Code bruxellois du logement, notamment l'article 44-2bis ;

Considérant ce qui suit :

- La commune de Woluwe-Saint-Pierre est associée à la société immobilière de service public "Société Coopérative de Construction d'habitations sociales de Woluwe-Saint-Pierre" ;

- L'ordonnance du 26.07.2013, modifiant l'ordonnance du 17.07.2003 portant le Code bruxellois du logement, a décrété que le nombre de sociétés de logements sociaux (33) devait être réduit de moitié (16) ;
- A défaut d'atteindre un patrimoine de quelque 2.000 logements, les sociétés ne seront plus agréées et n'accéderont plus aux subsides et crédits indispensables à leur survie ;
- Un projet de fusion entre les sociétés "Construction d'Habitations Sociales de Woluwe-Saint-Pierre", "Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem" et "Ville et Forêt" de Watermael-Boitsfort a été négocié par leurs conseils d'administration. Cette intention a été approuvée par leur tutelle la S.L.R.B. ;
- La procédure envisagée est explicitée dans les documents légaux "Projet de fusion" et "Rapport spécial commun des 3 conseils d'administration aux actionnaires" portés à la connaissance des membres du Conseil communal ;

DECIDE :

1. d'approuver l'intention de fusionner au 01.01.2016 manifestée par les trois sociétés "Construction d'Habitations Sociales de Woluwé-Saint-Pierre", "Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem" et "Ville et Forêt" de Watermael-Boitsfort ;
2. d'approuver l'engagement d'une procédure de fusion par absorption de ces trois sociétés, la société «Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem» étant la société absorbante ;
3. de donner délégation à M. G. DALLEMAGNE à titre principal et à M. P. LEFEVRE à titre suppléant pour représenter la commune à la passation des actes lors de l'assemblée générale extraordinaire de constitution de la société fusionnée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Openbare Vastgoedmaatschappijen op het gebied van de sociale huisvesting waarmee de gemeente wordt verenigd - "Bouw van Sociale Woningen van Sint-Pieters-Woluwe", "Woningen en Sociale Huisvestingen van Oudergem" en "Stad en Bos" van Watermaal-Bosvoorde - Fusie - Beschikkingen**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de Brusselse Huisvestingscode, met name artikel 44 - 2bis ;

Overwegende hetgeen volgt :

- de gemeente Sint-Pieters-Woluwe wordt verenigd met de Openbare Vastgoedmaatschappij "Coöperatieve Vennootschap voor de Bouw van Sociale Woningen van Sint-Pieters-Woluwe" ;
- de ordonnantie van 26.07.2013 tot wijziging van de ordonnantie van

17.07.2003 houdende Brusselse Huisvestingscode waarbij afgekondigd wordt dat het aantal sociale huisvestingsmaatschappijen (33) met de helft zou moeten verminderd worden (16) ;

- slagen ze er niet in een patrimonium van zo'n 2.000 huisvestingen te bereiken, dan zullen de maatschappijen niet meer erkend worden en zullen ze ook geen subsidies noch kredieten bekomen die onontbeerlijk zijn om te overleven ;
- een fusievoorstel tussen de maatschappijen "Bouw van Sociale Woningen van Sint-Pieters-Woluwe", "Woningen en Sociale huisvesting van Oudergem" en "Stad en Bos" van Watermaal-Bosvoorde werd door hun Raden van beheer onderhandeld. Deze intentie werd goedgekeurd door hun toezichhoudende overheid de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij ;
- de voorziene procedure werd toegelicht in de wettelijke documenten "Fusievoorstel" en "Gezamenlijk specifiek verslag van de drie Raden van beheer aan hun aandeelhouders" ter kennis gebracht aan de gemeenteraadsleden ;

**BESLUIT :**

1. de intentie om op 01.01.2016 te fuseren, waarvan de drie maatschappijen "Bouw van Sociale Woningen van Sint-Pieters-Woluwe", "Woningen en Sociale Huisvesting van Oudergem" en "Stad en Bos" van Watermaal-Bosvoorde uiting gaven, goed te keuren ;
2. het engagement om een fusieprocedure door overname van de drie maatschappijen met de maatschappij "Woningen en Sociale Huisvesting van Oudergem" als zijnde de overnamemaatschappij goed te keuren ;
3. delegatie te verlenen aan Dhr. G. DALLEMAGNE als voornaamste vertegenwoordiger en aan Dhr. P. LEFEVRE als plaatsvervanger om de gemeente te vertegenwoordigen bij het verlijden van de aktes tijdens de buitengewone algemene vergadering tot oprichting van de gefuseerde maatschappij.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0007 **CC - Interpellation - "Fusion des habitations sociales de Woluwe-Saint-Pierre, Watermael-Boitsfort et Auderghem" (Mme Alexia BERTRAND)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Fusion des habitations sociales de Woluwe-Saint-Pierre, Watermael-Boitsfort et Auderghem"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme A. BERTRAND, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme A. BERTRAND, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :  
"Dans un avenir proche, les Sociétés d'Habitations Sociales de Woluwe-Saint-

Pierre, Auderghem et Watermael-Boitsfort fusionneront.

C'est un projet que nous soutenons en vue de rationaliser les structures et de réduire les coûts.

Nous supposons que la représentation de l'opposition sera garantie à cette occasion.

Pourriez-vous nous confirmer dans quelle proportion l'opposition sera représentée dans la nouvelle structure ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. P. LEFÈVRE, échevin.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Fusie van de sociale woningen van Sint-Pieters-Woluwe, Watermaal-Boosvoorde en Oudergem"(Mw. Alexia BERTRAND)**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

**Administration - Rémunération du personnel - Beheer - Bezoldiging van het personeel**

22.09.2015/A/0008 **CC - Personnel communal non-enseignant - Cadre du personnel technique - Modification n° 46**

LE CONSEIL,

Vu la Constitution coordonnée, notamment l'article 162 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 145 ;

Vu le cadre du personnel communal non-enseignant voté en séance du Conseil communal du 06.03.1998, modifié à plusieurs reprises et pour la dernière fois en séance du Conseil communal du 31.03.2011 ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir 4 emplois d'assistant technique (C1, 2, 3) dans le cadre du personnel technique ;

Considérant qu'en compensation il y a lieu de supprimer 4 emplois de secrétaire technique (B1, 2, 3) dans le cadre du personnel technique ;

Vu l'avis émis en réunion du comité de concertation du 15.09.2015, conformément aux dispositions de la loi du 19.12.1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

le cadre du personnel technique est fixé comme suit :

<b>NIVEAU A</b>	
Directeur-ingénieur en chef ou directeur technique ou ingénieur principal	1

ou ingénieur	1
Conseiller-technique ou chef de division technique ou architecte principal	1
Chef de division technique ou inspecteur principal	1
Ingénieur industriel ou inspecteur principal ou chef de division technique	1
Inspecteur ou architecte	1
Ingénieur industriel chef S.I.P.P. ou inspecteur chef S.I.P.P. ou inspecteur principal chef S.I.P.P. ou chef de division technique S.I.P.P. (*)	1
Inspecteur écoconseiller ou inspecteur principal écoconseiller ou chef de division écoconseiller	1
Ingénieur industriel ou architecte PEB (**)	1
	<b>8</b>
<b>NIVEAU B</b>	
Secrétaire technique-chef ou secrétaire technique	7
<b>NIVEAU C</b>	
Assistant technique-chef ou assistant technique	5
<b>NIVEAU D</b>	
Adjoint technique-chef	2
Adjoint technique	2
	<b>4</b>
<b>Total général</b>	<b>24</b>
(*) Carrière plane	
(**) Emploi lié à la subvention octroyée par les autorités de la région de Bruxelles-Capitale	

#### Article 2

La présente délibération entre en vigueur dès son approbation par l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

#### **GR - Niet-onderwijzend gemeentepersoneel - Kader van het technisch personeel - Wijziging nr. 46**

DE RAAD,

Gelet op de gecoördineerde Grondwet, met name artikel 162 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 145 ;

Gelet op het kader van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel, gestemd in zitting van de gemeenteraad van 06.03.1998, meerdere malen gewijzigd en voor de laatste maal in zitting van de gemeenteraad van 31.03.2011 ;

Overwegende dat het noodzakelijk is 4 betrekkingen van technisch assistent (C1, 2, 3)

in het kader van het technisch personeel op te richten ;

Overwegende dat het ter compensatie noodzakelijk is om 4 betrekkingen van technisch secretaris (B1, 2, 3) in het kader van het technisch personeel af te schaffen ;

Gelet op het advies uitgebracht in vergadering van het Overlegcomité van 15.09.2015, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 19.12.1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

**BESLUIT :**

Artikel 1

Het kader van het technisch personeel is als volgt vastgesteld :

<b>NIVEAU A</b>	
Hoofddirecteur-ingenieur of technisch directeur of eerstaanwendig ingenieur of ingenieur	1
Technisch adviseur of technisch afdelingschef of eerstaanwendig architect	1
Technisch afdelingschef of eerstaanwendig inspecteur	1
Industrieel ingenieur of eerstaanwendig inspecteur of technisch afdelingschef	1
Inspecteur of architect	1
Industrieel ingenieur chef I.D.P.B. of inspecteur chef I.D.P.B. of eerstaanwendig inspecteur chef I.D.P.B. of technisch afdelingschef I.D.P.B. (*)	1
Inspecteur milieuambtenaar of eerstaanwendig inspecteur milieuambtenaar of afdelingschef milieuambtenaar	1
Ingénieur industriel of architect EPB (**)	1
	<b>8</b>
<b>NIVEAU B</b>	
Technisch hoofdsecretaris of technisch secretaris	<b>7</b>
<b>NIVEAU C</b>	
Technisch hoofdassistent of technisch assistent	<b>5</b>
<b>NIVEAU D</b>	
Technisch hoofdadjunct	2
Technisch adjunct	2
	<b>4</b>
<b>Algemeen totaal</b>	<b>24</b>
(*) vlakke loopbaan	
(**) betrekking verbonden met de toelage toegekend door de overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	

Artikel 2

Deze beraadslaging wordt van kracht na goedkeuring door de toezichthoudende

overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0009 **CC - Convention relative à l'octroi de la subvention PEB (Performance Energétique et climat intérieur des Bâtiments) - Ratification**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté SUB/ENERGIE/2015/PEB/WSP du 11.06.2015 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention à la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour l'année budgétaire 2015 ;

Vu la convention à conclure dans ce cadre entre Bruxelles Environnement (I.B.G.E.) et la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour la période du 01.04.2015 au 31.03.2016 inclus ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de ratifier la convention conclue entre Bruxelles Environnement (I.B.G.E.) et la commune de Woluwe-Saint-Pierre relativement à l'octroi de la subvention PEB (Performance Energétique et climat intérieur des Bâtiments) visant à couvrir partiellement ou en totalité les frais liés à l'engagement d'un membre du personnel supplémentaire au cadre de la commune spécialisé en matière d'économie d'énergie dans les bâtiments afin d'intégrer cette matière dans le cadre du traitement des demandes de permis d'urbanisme et de disposer de personnel compétent pour l'application et le suivi de la réglementation PEB des travaux dits de rénovation simple pour la période du 01.04.2015 au 31.03.2016 inclus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Overeenkomst betreffende de toekenning van de EPB-toelage (Energieprestatie en binnenklimaat van gebouwen) - Bekrachtiging**

DE RAAD,

Gelet op het besluit SUB/ENERGIE/2015/EPB/WSP van 11.06.2015 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende de toekenning van een toelage aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het begrotingsjaar 2015 ;

Gelet op de overeenkomst die moet gesloten worden tussen Brussel Leefmilieu (B.I.M.) en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor de periode van 01.04.2015 tot 31.03.2016 inbegrepen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT de overeenkomst gesloten tussen Brussel Leefmilieu (B.I.M.) en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe te bekrachtigen, betreffende de EPB-toelage (Energieprestatie en het Binnenklimaat van gebouwen) die toegekend wordt om gedeeltelijk of geheel de kosten te dekken in verband met de aanwerving van een extra personeelslid binnen de gemeente, gespecialiseerd in energiebesparing in gebouwen zodat deze materie geïntegreerd kan worden in het kader van aanvragen van bouwvergunningen en dat de

gemeente beschikt over bekwaam personeel die de EPB regelgeving van eenvoudige renovatiewerken voor de periode van 01.04.2015 tot 31.03.2016 inbegrepen, kan uitvoeren en opvolgen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

## **Economie - Animation - Sport - Economie - Animatie - Sport**

### **22.09.2015/A/0010 CC - Sport - Centre sportif du Parc de Woluwe - Installations sportives - Salle de bridge et salle de danse - Tarification des locations - Fixation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Vu la convention du 27.06.2014 signée entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre et octroyant un droit de concession domaniale de 23 ans à la commune de Woluwe-Saint-Pierre sur les installations sportives et les terrains de sport du Parc de Woluwe ;

Considérant que ladite convention a pris effet le 01.09.2014 et que, depuis cette date, la commune est gestionnaire des installations sportives et des terrains de sport ;

Considérant l'ouverture au public, à dater du 01.09.2014, du Centre sportif constitué de ces installations sportives et de ces terrains de sport ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.07.2015 décidant d'appliquer au Club de bridge, à partir du 01.07.2015, la tarification concernant la location des salles du Centre sportif du Parc de Woluwe, telle que votée par le Conseil communal en séance du 30.09.2014, et d'accorder une réduction de 75 % sur le tarif horaire des salles du 1er étage, soit un tarif réduit au montant total de 5,00 EUR par salle et par heure d'occupation pour l'horaire fixé de commun accord entre le Club de bridge et la Commune, tout dépassement de cet horaire faisant l'objet d'une application du tarif tel que voté par le Conseil communal en séance du 30.09.2014, sans application de réduction ;

Considérant que le tarif de location de la salle de danse située au sous-sol du bâtiment n'avait pas encore fait l'objet d'une fixation de tarif ;

DECIDE :

1. de ratifier la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.07.2015 décidant d'appliquer au Club de bridge, à partir du 01.07.2015, la tarification concernant la location des salles du Centre sportif du Parc de Woluwe, telle que votée par le Conseil communal en séance du 30.09.2014, et d'accorder une réduction de 75 % sur le tarif horaire des salles du 1er étage, soit un tarif rédiut au montant total de 5,00 EUR par salle et par heure d'occupation pour l'horaire fixé de commun accord entre le Club de bridge et la Commune, tout dépassement de cet horaire faisant l'objet d'une application du



tarif tel que voté par le Conseil communal en séance du 30.09.2014, sans application de réduction ;

2. de fixer le tarif de location de la salle de danse située au sous-sol du bâtiment du Centre sportif du Parc de Woluwe à 20,00 EUR par heure d'occupation à partir du 01.10.2015 et d'appliquer une réduction de 10 % pour les habitants de Woluwe-Saint-Pierre, les A.S.B.L. communales, les écoles communales et les clubs sportifs de Woluwe-Saint-Pierre, le Collège des Bourgmestre et Echevins pouvant donner son accord pour toute autre réduction.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

### **GR - Sport - Sportcentrum van het Woluwepark - Sportinfrastructuur - Bridgezaal en danszaal - Tariefbepaling voor het verhuren - Vastlegging**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 232 ;

Gelet op de getekende overeenkomst van 27.06.2014 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe die een domaniaal concessierecht van 23 jaar verleent aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe op de sportinfrastructuur en de sportvelden van het Woluwepark ;

Overwegende dat de voornoemde overeenkomst in werking is getreden op 01.09.2014 en dat vanaf die dag de gemeente beheerder is geworden van de sportinfrastructuur en de sportvelden ;

Overwegende de opening voor het publiek, sinds 01.09.2014, van het Sportcentrum dat deze sportinfrastructuur en deze sportvelden omvat ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.07.2015 waarbij besloten wordt, vanaf 01.07.2015, de tarieven toe te passen voor de Bridgeclub wat het verhuren van de zalen van het Sportcentrum van het Woluwepark betreft, zoals ze gestemd zijn door de Gemeenteraad in zitting van 30.09.2014, en om een korting van 75 % toe te kennen op het uurtarief van de zalen van de 1<sup>ste</sup> verdieping, hetzij een tarief verminderd tot een totaal bedrag van 5,00 EUR per zaal en per uur voor het tijdschema dat de Gemeente in onderling akkoord met de Bridgeclub heeft vastgelegd, en waarbij voor de uren buiten dit tijdschema de tarieven zoals ze gestemd zijn door de Gemeenteraad in zitting van 30.09.2014 worden toegepast, zonder toepassing van de korting ;

Overwegende dat het tarief voor het huren van de ondergrondse danszaal van het gebouw nog niet werd vastgelegd ;

**BESLUIT :**

1. de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.07.2015 te bekrachtigen waarbij besloten wordt, vanaf 01.07.2015, de tarieven toe te passen voor de Bridgeclub wat het verhuren van de zalen van het Sportcentrum van het Woluwepark betreft, zoals gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 30.09.2014, en een korting van 75 % toe te kennen op het uurtarief van de zalen van de 1<sup>ste</sup> verdieping, hetzij een tarief

verminderd tot een totaal bedrag van 5,00 EUR per zaal en per uur voor het tijdschema dat de Gemeente in onderling akkoord met de Bridgeclub heeft vastgelegd, en waarbij voor de uren buiten dit tijdschema de tarieven zoals ze gestemd zijn door de Gemeenteraad in zitting van 30.09.2014 worden toegepast, zonder toepassing van de korting ;

2. het tarief voor het huren van de ondergrondse danszaal van het gebouw van het Sportcentrum vast te leggen op 20,00 EUR per uur vanaf 01.10.2015 en om een korting van 10% toe te kennen aan de inwoners van Sint-Pieters-Woluwe, aan de gemeentelijke V.Z.W.'s, aan de gemeentescholen en aan de sportclubs van Sint-Pieters-Woluwe, daar waar het College van Burgemeester en Schepenen kan instemmen met om het even welke andere korting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0011 **CC - Sport - Centre sportif du Parc de Woluwe - Installations sportives - Terrains de football - Tarification des locations - Fixation**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 30.09.2014 du Conseil communal portant fixation des tarifs de location des espaces et des prestations de service au Centre sportif du Parc de Woluwe à partir du 01.10.2014 et, notamment, des terrains de football ;

Vu la délibération du 28.04.2015 du Conseil communal décidant de fixer les diverses redevances d'occupation des terrains de football situés sur le territoire de la commune et notamment la redevance d'occupation des terrains de football situés au Centre sportif du Parc de Woluwe, le Club Wolu Parc ;

Considérant, néanmoins, que ces tarifs ne sont pas adaptés pour le Club Wolu Parc compte tenu des frais supérieurs exposés pour l'entretien et la réparation des terrains en gazon naturel ; qu'en effet, la surface de jeu d'un des deux terrains de football doit être remplacée par du gazon synthétique afin de réduire les frais ; que ces travaux devaient initialement être réalisés pendant les vacances d'été 2015 mais, le permis d'urbanisme n'ayant pas encore été délivré, ils n'ont pas pu avoir lieu ;

Considérant que beaucoup d'équipes à Bruxelles et dans les environs recherchent un terrain pour la pratique de leur sport ; que le planning d'occupation des terrains de football du Centre sportif du Parc de Woluwe permet l'accueil de nouvelles équipes et donc une augmentation de la fréquentation des terrains de football du Centre sportif du Parc de Woluwe ; que ce fait va entraîner un entretien plus important du terrain, lequel nécessite un entretien spécifique dès lors qu'il s'agit d'un gazon naturel ;

Considérant dès lors qu'il n'y a pas lieu d'appliquer les tarifs fixés par délibération du 28.04.2015 du Conseil communal pour la redevance d'occupation des terrains de football situés au Centre sportif du Parc de Woluwe, le Club Wolu Parc ;

DECIDE de maintenir les tarifs de location des terrains de football du Centre sportif du Parc de Woluwe tels que définis par la délibération du 30.09.2014 du Conseil communal portant fixation des tarifs de location des espaces et des prestations de service au Centre sportif du Parc de Woluwe à partir du 01.10.2014.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Sport - Sportcentrum van het Woluwepark - Sportinfrastructuur -  
Voetbalvelden - Tariefbepaling voor het verhuren - Vastlegging**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30.09.2014 betreffende de bepaling van de huurtarieven van de ruimtes en de dienstverlening van het Sportcentrum van het Woluwepark vanaf 01.10.2014, en in het bijzonder de voetbalvelden ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28.04.2015, die de verschillende retributies voor het gebruik van de gemeentelijke voetbalfaciliteiten gelegen op het grondgebied van Sint-Pieters-Woluwe bepaalt, en in het bijzonder de retributie voor het gebruik van de voetbalfaciliteiten gelegen in het Sportcentrum van het Woluwepark, de Club Wolu Park ;

Overwegende dat deze tarieven echter niet zijn aangepast aan de Club Wolu Park rekening houdende met de hogere kosten voor het onderhoud en de herstelling van de voetbalvelden met natuurlijk gras; dat het speelveld van één van de beide voetbalvelden vervangen moet worden door een kunstgrasmat om de onderhoudskosten te verminderen; dat de werken aanvankelijk uitgevoerd zouden worden tijdens de zomervakantie van 2015 maar niet konden doorgaan omdat de bouwvergunning nog niet werd afgeleverd ;

Overwegende dat veel clubs uit Brussel en omgeving op zoek zijn naar sportvelden voor het beoefenen van hun sport; dat de planning voor het gebruik van de voetbalvelden van het Sportcentrum van het Woluwepark het toelaat om nieuwe clubs te laten spelen en dus de frequentie van het gebruik van de voetbalvelden te verhogen; dat omwille van dit feit meer terreinonderhoud nodig zal zijn, een onderheid dat specifiek is omdat het natuurlijk gras betreft ;

Overwegende dat er daarom geen reden is om wat de betreft de gebruiksretributie voor de voetbalvelden gelegen in het Sportcentrum van het Woluwepark, de Club Wolu Park, de tarieven toe te passen die bepaald zijn in de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28.04.2015 ;

BESLUIT om de huurtarieven van de voetbalvelden van het Sportcentrum van het Woluwepark, zoals ze door de Gemeenteraad bepaald zijn in haar beraadslaging van 30.09.2014 betreffende de bepaling van de huurtarieven van de ruimtes en de dienstverlening van het Sportcentrum van het Woluwepark vanaf 01.10.2014, te behouden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

**Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs**

22.09.2015/A/0012 **CC - Enseignement primaire ordinaire francophone - Ecole primaire de Joli-Bois - Engagement à titre temporaire pour une durée de plus de quinze semaines dans une fonction de directeur - Arrêt du profil de la fonction - Lancement de l'appel aux candidats**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06.06.1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 02.02.2007 de la Communauté française fixant le statut des directeurs, notamment les articles 60 et 61 ;

Vu l'arrêté du 26.09.2007 du Gouvernement de la Communauté française rendant obligatoire la décision de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 13.07.2007 relative à l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou à une désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée supérieure à quinze semaines ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30.10.2014 prenant acte de l'arrêté du 14.10.2014 du Ministère de la Communauté française accordant à M. Rudy MINDERS, directeur à titre définitif à raison de 24,00/24,00 de temps dans l'enseignement fondamental ordinaire francophone à l'école fondamentale du Centre, un congé pour mission du 01.09.2014 au 31.08.2016 inclus auprès de l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu la délibération du Conseil communal du 31.03.2015 décidant d'accorder au 01.09.2015 un changement d'affectation à M. Rudy MINDERS, directeur de l'école fondamentale du Centre dans l'enseignement fondamental ordinaire francophone, pour qu'il occupe l'emploi de directeur de l'école primaire de Joli-Bois dans l'enseignement primaire ordinaire francophone ;

Considérant, en conséquence, qu'un emploi temporairement vacant pour une durée de plus de quinze semaines dans la fonction de directeur dans l'enseignement primaire ordinaire francophone à l'école primaire de Joli-Bois située Val des Epinettes 3 sera à pourvoir au 01.09.2015 ;

Vu la consultation de la commission paritaire locale en date du 24.04.2015 sur le profil de la fonction de directeur à pourvoir et les modalités pratiques de l'appel à candidature ;

DECIDE, après avoir consulté la commission paritaire locale en date du 24.04.2015 sur le profil de la fonction de directeur à pourvoir et les modalités pratiques de l'appel à candidature :

1. d'arrêter, comme suit, le profil de la fonction de directeur à pourvoir :

Le directeur travaille sous l'autorité hiérarchique du Pouvoir Organisateur.

Il s'engage à collaborer activement avec le département Education en toute confiance, loyauté et franchise.

Le candidat devra :

• Savoirs-faire :

- posséder les compétences pédagogiques qui lui rendent accessible l'analyse du travail effectué par le personnel enseignant

placé sous sa responsabilité, donner les conseils et directives qui vont lui permettre d'améliorer les pratiques de ce personnel et donner de la cohérence et de la cohésion aux équipes pédagogiques ;

- être en mesure d'analyser la production de son établissement en termes de résultats scolaires, d'engager sa responsabilité par rapport aux résultats scolaires obtenus par les élèves et agir sur les pratiques pédagogiques afin de favoriser la réussite du plus grand nombre d'entre eux tout en respectant le niveau des études ;
  - être capable de collaborer efficacement avec les services administratifs ;
  - posséder le sens de l'organisation, la maîtrise des missions administratives qui lui sont dévolues, le sens du respect des délais et la maîtrise de l'outil informatique mis à sa disposition.
- **Savoirs relationnels :**
    - posséder un grand sens de l'écoute et de la communication dans les domaines éducatif, pédagogique, administratif ;
    - être en mesure de se faire comprendre clairement de son personnel, des parents, des élèves et de toute autre personne avec qui il est en relation professionnelle.
  - **Savoir diriger :**
    - posséder le sens des responsabilités et du leadership positif vis-à-vis de l'ensemble du personnel affecté à quelque tâche que ce soit au sein de l'établissement ;
    - avoir la capacité de donner et faire respecter les directives, de négocier et résoudre les conflits avec tact et discrétion.

#### 1. **Organisation générale :**

Le candidat sera :

- capable de gérer son école selon les projets pédagogique et éducatif du Pouvoir Organisateur d'une part, et le projet d'établissement, d'autre part ;
- capable d'analyser la réalité de l'établissement dans le contexte socio-économique proche ;
- capable de prendre des décisions après concertation et d'agir avec cohérence ;
- capable de faire preuve de créativité ;
- capable d'établir des priorités et de gérer son temps ;
- capable de déléguer ;
- capable d'évaluer son action et celles des membres du personnel ;
- ouvert au changement et en sera le promoteur.

2. **Gestion pédagogique et éducative :**

Le candidat sera :

- capable de promouvoir les choix pédagogiques et les actions concrètes reprises dans le projet d'établissement ;
- capable de mobiliser et d'animer l'équipe éducative ;
- capable de se tenir informé des innovations pédagogiques et méthodologiques ;
- capable de conseiller les membres des personnels enseignant, paramédical, social et psychologique dans l'accomplissement de leur tâche ;
- capable d'évaluer la portée de l'action pédagogique des enseignants.

3. **Gestion de ressources humaines :**

Le candidat sera :

- capable d'agir avec tact, discrétion et équité ;
- capable de créer un climat de confiance et de convivialité ;
- capable de répartir équitablement les tâches ;
- capable de faire accepter les décisions dans la transparence ;
- capable de diriger une réunion, de prendre la parole en public ;
- capable de favoriser les échanges ;
- capable de communiquer clairement et respectueusement tant oralement que par écrit ;
- disponible et à l'écoute des besoins et des préoccupations professionnelles des membres du personnel.

4. **Gestion administrative, matérielle et financière :**

Le candidat sera :

- capable de rechercher, d'analyser, de synthétiser et de classer les documents officiels ;
- capable d'identifier les besoins matériels et d'établir des priorités ;
- capable de maîtriser l'aspect comptable ;
- capable d'utiliser les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC).

5. **Gestion des relations avec les élèves, les enseignants, les parents et les tiers :**

Le candidat sera :

- capable de gérer les conflits ;
- capable de veiller à une application équitable et humaine du R.O.I. ;

- capable d'actualiser, en concertation, le R.O.I. ;
- capable d'actualiser, en concertation, le projet d'établissement ;
- capable d'impliquer les élèves, les parents, les enseignants et les tiers dans la vie de l'école.

6. **Gestion des relations extérieures :**

Le candidat sera :

- capable d'identifier les ressources extérieures et d'établir des synergies ;
  - capable de motiver l'équipe éducative en vue d'intégrer des actions sociales, culturelles, sportives, ... de la vie locale ou régionale.
2. de lancer l'appel à candidatures pour l'engagement à titre temporaire pour une durée de plus de quinze semaines dans une fonction de directeur dans l'enseignement primaire ordinaire francophone à l'école primaire de Joli-Bois suivant la décision de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 13.07.2007.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Gewoon Franstalig Basisonderwijs - Lagere School van Mooi-Bos - Tijdelijke aanwerving voor een periode van meer dan vijftien weken in de functie van directeur - Vaststelling van het profiel van de functie - Lancering van de oproep tot kandidaten**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

**Mobilité - Stationnement - Mobiliteit - Parkeerbeleid**

22.09.2015/A/0013 **CC - Règlement fixant les conditions d'occupation d'un emplacement dans un box à vélos sécurisé - Instauration**

LE CONSEIL,

Vu le Plan IRIS II ;

Vu le Plan Régional de Développement ;

Vu le Plan Communal de Développement ;

Vu le Plan d'Action Communal de Stationnement (PACS) ;

Vu l'ordonnance du 22.01.2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16.07.2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique de stationnement et plus

particulièrement la section 1 du chapitre 3 ;

Considérant qu'il convient que les Communes favorisent l'usage du vélo comme substitut aux modes de déplacements urbains motorisés et ce, notamment, en mettant en place des facilités de stationnement pour les vélos ;

Considérant que de nombreux habitants de la Commune ne disposent pas d'emplacements pour vélos accessibles, ce qui les décourage à faire usage du vélo ;

Considérant qu'afin de faciliter l'usage du vélo par les riverains et les usagers du quartier, la commune propose de mettre à leur disposition des possibilités de stationnement clos, couverts, sécurisés et ergonomiques ;

Considérant que les dispositions urbanistiques et le bon aménagement du territoire ne permettent pas toujours de placer des box à vélos sécurisés hors voirie ;

Considérant, dès lors, qu'afin d'étendre l'offre de stationnement vélos en voirie à des stationnements sécurisés, la commune souhaite installer à des endroits stratégiques des box à vélos qui pourront être utilisés par les habitants à un prix démocratique, moyennant autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins et ce, dans les limites financières et géographiques/urbanistiques ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par les dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

#### **Article 1.- Objet**

L'autorisation d'occupation d'un emplacement dans un box à vélos sur le territoire de la commune est délivrée, sur demande, par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Toute demande d'occupation doit être adressée par courrier ou par e-mail au service Mobilité, avenue Charles Thielemans 93 à 1150 Bruxelles ou [mobilite@woluwe1150.irisnet.be](mailto:mobilite@woluwe1150.irisnet.be)

#### **Article 2.- Durée**

Ladite autorisation est délivrée pour une durée indéterminée.

Toutefois, elle peut être révoquée par le Collège des Bourgmestre et Échevins à tout moment, sans indemnité, moyennant un préavis d'un mois signifié au bénéficiaire d'un emplacement par courrier recommandé.

Le bénéficiaire d'un emplacement peut renoncer à l'occupation de ce dernier, moyennant un préavis d'un mois, signifié à la Commune par courrier recommandé.

Le délai de préavis prend cours le premier jour du mois suivant le mois durant lequel le préavis a été signifié. La date d'envoi (cachet de la poste faisant foi) vaut comme date de signification de la révocation ou de la renonciation.

#### **Article 3.- Redevance**

Le bénéficiaire d'un emplacement doit s'acquitter d'une redevance annuelle, conformément au règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement dans un box à vélos.

#### **Article 4.- Badge d'accès**

La remise du badge d'accès au box à vélos pour lequel le bénéficiaire a reçu une autorisation d'occupation est subordonnée au paiement préalable de la redevance annuelle due pour la première année d'occupation de l'emplacement et fixée dans le règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement dans un box à vélos.

#### **Article 5.- Caution**



Une caution d'un montant de 25,00 EUR est exigée avant la remise du badge d'accès audit box à vélos.

En cas de perte ou de vol du badge d'accès au box à vélos, le bénéficiaire d'un emplacement en avise immédiatement la Commune. La caution précitée est retenue par la Commune et une nouvelle caution est exigée pour l'obtention d'un nouveau badge d'accès.

#### **Article 6.- Renonciation et révocation**

En cas de renonciation à l'occupation d'un emplacement ou de révocation de l'autorisation accordée, la Commune rembourse la caution au bénéficiaire d'un emplacement après avoir constaté que l'emplacement est restitué propre et en bon état.

#### **Article 7.- Exécution de l'autorisation**

Le box à vélos ne peut être utilisé par le bénéficiaire d'un emplacement que pour y placer un seul vélo. Il n'est pas permis d'y placer d'autres objets. Des vélos d'un format exceptionnel tels que des triporteurs, des tandems, des tricycles et autres, ne peuvent y être placés, sauf autorisation préalable, expresse et écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins. Cette interdiction vaut également pour des motocyclettes ou autres véhicules, quelle que soit leur nature. Les vélos électriques sont autorisés à condition que leur taille n'excède pas celle d'un vélo ordinaire.

En cas d'infraction à cette disposition, l'autorisation d'occupation d'un emplacement est dénoncée (révoquée) de plein droit sans préavis et le bénéficiaire d'un emplacement est tenu de libérer immédiatement ce dernier.

Il est interdit au bénéficiaire d'un emplacement de céder ou sous-louer, à titre gratuit ou payant, son emplacement à une tierce personne.

Il est interdit au bénéficiaire d'un emplacement de faire reproduire le dispositif de fermeture.

#### **Article 8.- Usage du box**

Le bénéficiaire d'un emplacement use du bien en bon père de famille et assure, avec les autres bénéficiaires d'un emplacement dans le même box, l'entretien et la propreté de l'intérieur du box à vélos. Il est obligé de signaler immédiatement à la Commune tout dommage, défectuosité, vandalisme ou infraction constaté.

La Commune a le droit d'accéder au box à vélos à tout moment, afin de vérifier le respect des présentes dispositions et/ou de procéder aux entretiens et réparations nécessaires.

#### **Article 9.- Entretien du box**

La Commune assure l'entretien de l'extérieur du box à vélos. Toutes les réparations sont à sa charge, sauf celles dues à la négligence du bénéficiaire d'un emplacement.

Le bénéficiaire d'un emplacement s'engage à libérer temporairement le box à vélos, sans indemnisation, pour une période bien déterminée, moyennant demande préalable de la Commune minimum 15 jours à l'avance, sauf urgence, pour l'exécution de travaux d'entretien et réparations.

#### **Article 10.- Responsabilités**

Le box à vélos n'est pas surveillé. Le bénéficiaire d'un emplacement a l'obligation de verrouiller convenablement le box à vélos après chaque usage et de cadenasser son vélo. La Commune ne peut d'aucune manière être tenue responsable des dommages généralement quelconques subis dans le chef du bénéficiaire d'un emplacement ou de tiers et/ou en cas de vol ou dégradation.

Le bénéficiaire d'un emplacement est conscient du fait que le box à vélos est partagé avec d'autres bénéficiaires. Afin de réduire au minimum la caution et les frais d'utilisation du box à vélos, la Commune ne remplace pas systématiquement le dispositif de fermeture en cas de perte ou de vol du badge d'accès par un des bénéficiaires d'un emplacement.

Le bénéficiaire d'un emplacement accepte les risques inhérents au système de partage du box et ne peut tenir la Commune responsable des dommages quelconques pouvant en découler quand bien même il résulterait de la faute d'un autre occupant.

**Article 11.- Fin de l'autorisation d'occupation**

En cas de renonciation à l'occupation d'un emplacement ou de révocation de l'autorisation accordée, le bénéficiaire d'un emplacement est tenu de restituer le box à vélos libre d'occupation et en bon état et de remettre le badge d'accès à la Commune dans un délai de huit jours

Si le badge d'accès n'est pas restitué à la Commune par le bénéficiaire d'un emplacement dans ledit délai, la Commune se réserve le droit de retenir la caution.

**Article 12.- Non-respect du règlement**

En cas de non-respect d'une disposition du présent règlement, la Commune pourra révoquer l'autorisation sans préavis ni indemnité. De plus, la redevance versée pour l'année en cours ne sera pas remboursée.

**Article 13.- Conditions d'Attribution**

Les emplacements dans le box à vélos sont uniquement attribués aux habitants de la Commune qui sont domiciliés à 500 m maximum à pied du box à vélos et dont la configuration de l'habitation ne permet pas le stationnement aisé de vélos (absence de garages, de local à vélos, de zones de cours et jardins accessibles, etc.).

**Article 14.- Attribution**

Dans l'hypothèse où il y a plus de demandes que d'emplacements disponibles, les emplacements sont attribués suivant la date d'ancienneté de la demande. À cette fin, une liste d'attente par box à vélos est établie.

Au cas où les emplacements disponibles dans un box ne sont pas tous occupés, la Commune peut décider de les attribuer aux habitants qui ne répondent pas aux critères de base cités ci-dessus. La Commune peut toutefois révoquer, moyennant un préavis de 1 mois, une telle autorisation d'occupation si une nouvelle demande, répondant celle-ci aux critères de base, est introduite.

**Article 15.- Limitation du nombre d'emplacements**

Le nombre d'emplacements octroyés par ménage est limité à deux.

**Article 16.- Entrée en vigueur du règlement**

Le présent règlement entre en vigueur le 01.10.2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Reglement betreffende de bezettingsvoorwaarden van een plaats in een beveiligde fietsbox - Invoering**

De RAAD,

Gelet op het IRIS II Plan ;

Gelet op het Gewestelijk Ontwikkelingsplan ;  
Gelet op het Gemeentelijk Parkeeractieplan (GPAP) ;  
Gelet op de Ordonnantie houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap ;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan - en meer in het bijzonder Hoofdstuk 3 - Afdeling 1 ;  
Overwegende dat de Gemeenten er toe gehouden zijn het gebruik van de fiets aan te moedigen als alternatief voor de stedelijke gemotoriseerde verplaatsingswijzen en dit met name door het aanbrenge van parkeerfaciliteiten voor fietsen ;  
Overwegende dat heel wat bewoners van de Gemeente niet beschikken over een toegankelijke fietsstalling, waardoor het fietsgebruik wordt ontmoedigd ;  
Overwegende dat om het fietsgebruik voor de bewoners en de gebruikers van de wijk te vergemakkelijken, de Gemeente voorstelt hun afgesloten, overdekte, veilige en ergonomische parkeermogelijkheden aan te bieden ;  
Overwegende dat de stedenbouwkundige voorschriften en de goede inrichting van het grondgebied niet altijd toelaten beveiligde fietsboxen te plaatsen buiten de openbare weg ;  
Overwegende dat om het aanbod aan beveiligde fietsparkeerplaatsen uit te breiden de Gemeente op verschillende strategische plaatsen fietsboxen wenst te plaatsen die zullen kunnen gebruikt worden door de bewoners aan een democratische prijs na voorafgaande toelating van het College van Burgemeester en Schepenen en dit binnen de financiële en geografische/stedenbouwkundige beperkingen ;  
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

BESLUIT :

**Artikel 1.- Betreft**

De toelating voor de bezetting van een plaats in een fietsbox op het grondgebied van de Gemeente wordt afgeleverd op aanvraag door het College van Burgemeester en Schepenen.

Elke bezettingsaanvraag moet per brief of per e-mail worden gericht aan de dienst Mobiliteit, Charles Thielemanslaan 93 te 1150 Brussel of [mobiliteit@woluwe1150.irisnet.be](mailto:mobiliteit@woluwe1150.irisnet.be)

**Artikel 2.- Duur**

De betreffende toelating wordt afgeleverd voor een onbeperkte duur.

Ze kan echter op elk ogenblik zonder schadevergoeding worden ingetrokken door het College van Burgemeester en Schepenen mits een opzeg van één maand die per aangetekend schrijven aan de begunstigde van de toelating wordt betekend.

De begunstigde van de toelating kan aan voormelde toelating verzaken mits een opzeg van één maand die per aangetekend schrijven aan de Gemeente wordt betekend.

De termijn van de opzeg begint de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de opzeg werd betekend. De datum van de verzending (poststempel als bewijsvoering) geldt als datum van de betekening van de intrekking of de verzaking.

**Artikel 3.- Retributie**

De begunstigde van de toelating tot bezetting moet op grond van het retributiereglement betreffende de bezetting van een plaats in een fietsbox een retributie

betalen.

#### **Artikel 4.- Toegangsbadge**

De overhandiging van de toegangsbadge van de fietsbox waarvoor de begunstigde de bezettingstoelating heeft gekregen, is ondergeschikt aan de voorafgaande betaling van de jaarlijkse retributie voor het eerste jaar van bezetting zoals voorzien in het retributiereglement betreffende de bezetting van een plaats in een fietsbox.

#### **Artikel 5.- Waarborg**

Een waarborg ter waarde van 25,00 EUR wordt geëist voor de overhandiging van de toegangsbadge van de betreffende fietsbox.

In geval van verlies of diefstal van de toegangsbadge, stelt de begunstigde van een plaats de Gemeente hiervan onmiddellijk op de hoogte. De voormelde waarborg wordt ingehouden door de Gemeente en een nieuwe waarborg zal worden geëist voor een nieuwe toegangsbadge.

#### **Artikel 6.- Verzaking en Intrekking**

In geval van verzaking aan toelating tot bezetting van een plaats of van intrekking van de toegekende toelating, bezorgt de Gemeente de waarborg terug aan de begunstigde van de plaats nadat is vastgesteld dat de plaats netjes en in goede staat is achtergelaten.

#### **Artikel 7.- Uitvoering van de toelating**

De fietsbox mag door de begunstigde van een plaats enkel gebruikt worden om er één enkele fiets te stallen. Het is niet toegestaan om er andere voorwerpen te plaatsen. Buitenmaatse fietsen zoals bakfietsen, tandems, driewielers e.a. mogen er niet geplaatst worden behalve voorafgaandelijke, uitdrukkelijke, schriftelijke toelating van het College van Burgemeester en Schepenen. Dit verbod geldt ook voor motorfietsen of andere voertuigen, ongeacht hun aard. Elektrische fietsen zijn wel toegelaten op voorwaarde dat hun afmetingen niet groter zijn dan die van gewone fietsen.

In geval van overtreding van dit voorschrift zal de toelating tot bezetting van rechtswege en zonder voorafgaande kennisgeving ingetrokken worden en is de begunstigde van een plaats verplicht deze onmiddellijk vrij te geven.

Het is de begunstigde van een plaats verboden zijn plaats onder te verhuren of gratis of tegen betaling af te staan aan derden.

Het is de begunstigde van een plaats verboden om het afsluitdispositief te laten namaken.

#### **Artikel 8.- Gebruik van de box**

De begunstigde van een plaats beheert deze als een goede huisvader en verzekert zich samen met de andere begunstigten van een plaats in dezelfde box van het onderhoud en de netheid van het interieur van de fietsbox. Hij is verplicht om alle vastgestelde gevallen van schade, vandalisme of overtreding onmiddellijk aan de Gemeente mee te delen

De Gemeente heeft het recht om ten alle tijde de fietsbox te betreden om het naleven van deze bepalingen na te gaan en/om over te gaan tot het onderhoud en de noodzakelijke herstellingen.

#### **Artikel 9.- Onderhoud van de box**

De Gemeente verzekert het onderhoud van de buitenkant van de fietsbox. Alle herstellingen zijn ten hare laste, behalve indien de schade werd veroorzaakt door nalatigheid vanwege de begunstigde van een plaats.

De begunstigde van een plaats verbindt zich ertoe de fietsbox tijdelijk, zonder

schadevergoeding, voor een welbepaalde periode te ontruimen na een voorafgaand verzoek van de Gemeente van minimum 15 dagen behalve hoogdringendheid voor het uitvoeren van onderhouds- en herstellingswerken.

#### **Artikel 10.- Verantwoordelijkheden**

De fietsbox wordt niet bewaakt. De begunstigde van een plaats is verplicht de fietsbox na elk gebruik goed af te sluiten en zijn fiets met een fietsslot te beveiligen. De Gemeente kan op geen enkele wijze aansprakelijk worden gesteld voor schade die wordt geleden door de begunstigde van een plaats, noch door derden en/of in geval van diefstal of beschadiging.

De begunstigde van een plaats is er zich van bewust dat de fietsbox met andere begunstigten wordt gedeeld. Om de waarborg en de gebruikskosten van de fietsbox zo laag mogelijk te houden, zal de Gemeente het afsluitdispositief niet systematisch vervangen in geval van verlies of diefstal van de toegangsbadge door een van de begunstigten van een plaats.

De begunstigde van een plaats aanvaardt de risico's die inherent zijn aan een systeem van gedeeld gebruik en kan de Gemeente niet aansprakelijk stellen voor enig welke schade die hieruit zou kunnen voortvloeien zelfs indien die het gevolg zou zijn van een fout van een andere bezetter.

#### **Artikel 11.- Einde van de toelating tot bezetting**

In geval van verzaking aan de toelating tot bezetting van een plaats of van intrekking van de toegekende toelating, is de begunstigde van een plaats er toe gehouden de fietsbox leeg en in goede staat over te dragen en de toegangsbadge terug te bezorgen aan de Gemeente binnen een termijn van acht dagen.

Indien de begunstigde van een toelating de toegangsbadge binnen deze termijn niet aan de Gemeente terug bezorgt, behoudt de Gemeente zich het recht voor om de waarborg in te houden.

#### **Artikel 12.- Niet naleving van het reglement**

In geval van niet naleving van een voorschrift van huidig reglement, zal de Gemeente de toelating zonder voorafgaande verwittiging en zonder schadevergoeding kunnen intrekken. Daarenboven zal de retributie die betaald werd voor het lopende jaar niet worden terugbetaald.

#### **Artikel 13.- Toekenningsvoorwaarden**

De plaatsen in de fietsboxen worden enkel toegekend aan inwoners van de Gemeente die op maximum 500 m afstand te voet van de fietsbox gedomicilieerd zijn en waarvan de inrichting van de woning niet toelaat gemakkelijk fietsen te stallen (geen garages, fietslokalen, toegankelijke koeren en tuinen, enz...).

#### **Artikel 14.- Toewijzing**

In de veronderstelling dat er meer aanvragen dan beschikbare plaatsen zijn worden de plaatsen toegewezen in functie van de anciënniteit van de aanvraag. Hiervoor zal er voor iedere box een wachtlijst worden opgesteld.

Indien niet alle plaatsen in een box bezet zijn, kan de Gemeente beslissen ze toe te kennen aan inwoners die niet aan alle voormelde basiscriteria voldoen. De Gemeente kan een dergelijke toelating tot bezetting mits een vooropzeg van 1 maand, intrekken indien er een nieuwe aanvraag ingediend wordt die wel aan alle basiscriteria voldoet.

#### **Artikel 15.- Beperking van het aantal plaatsen**

Het aantal plaatsen per gezin is beperkt tot twee.

## **Artikel 16.- In voege treding van het reglement**

Huidig reglement treedt in voege op 01.10.2015.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

### **Taxes - Belastingen**

#### **22.09.2015/A/0014 CC - Règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement dans un box à vélos sécurisé - Instauration**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Considérant que la Commune entend placer différents box à vélos sécurisés sur le domaine public ;

Vu le règlement fixant les conditions et modalités d'occupation d'un emplacement dans un box à vélos, voté par le Conseil communal au cours de ladite séance, applicable à partir du 01.10.2015 ;

Considérant l'installation par la Commune à des endroits stratégiques de box à vélos sécurisés qu'elle mettra à disposition des habitants de la Commune sur demande et moyennant autorisation d'occupation ; que la Commune assurera l'entretien extérieur et les réparations desdits box à vélos sécurisés ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune doit percevoir des recettes pour assurer ses dépenses ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE d'instaurer comme suit le règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement dans un box à vélos :

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.10.2015 au 31.12.2019, une redevance communale relative à l'occupation d'un emplacement dans un box à vélos sécurisé installé par la Commune sur le domaine public afin d'y placer des vélos.

Article 2.- Le tarif de la redevance est fixé à 60,00 EUR par emplacement par an.

Article 3.- La redevance est due par la personne physique bénéficiaire de l'autorisation d'occupation d'un emplacement dans un box à vélos sécurisé.  
En cas de renonciation à l'occupation d'un emplacement par le bénéficiaire ou de retrait de l'autorisation accordée accordée par la Commune, la redevance reste due sur base du nombre de mois écoulés. Tout mois entamé est dû en entier. La redevance qui aurait été partiellement perçue induit fera l'objet d'un remboursement, sauf en cas de retrait pour non-respect des dispositions du règlement fixant les conditions et modalités

d'occupation d'un emplacement dans un box à vélos sécurisé.

Article  
4.- La redevance due pour la première année d'occupation de l'emplacement est payable immédiatement, au comptant, lors de la délivrance de l'autorisation, soit entre les mains du receveur communal ou de ses préposés, soit par virement sur le compte bancaire de la commune. Les années suivantes, la redevance est payable par anticipation au moins 15 jours calendriers avant la date anniversaire de la délivrance de l'autorisation.

Article  
5.- A défaut de paiement de la redevance annuelle dans le délai prévu, un rappel est envoyé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours calendriers pour effectuer le paiement. À défaut de paiement à l'échéance, le Collège des Bourgmestre et Échevins retire l'autorisation d'occupation d'un emplacement avec effet immédiat.

Article  
6.- Si le box à vélos n'est pas libéré au terme d'un délai d'un mois, la Commune se réserve le droit de faire enlever le vélo. Celui-ci ne sera restitué à son propriétaire que contre paiement de l'intégralité des sommes dues à la Commune.

Article  
7.- Le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

## **GR - Retributiereglement betreffende de bezetting van een plaats in een beveiligde fietsbox - Invoering**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Overwegende dat de Gemeente verschillende beveiligde fietsboxen wenst te plaatsen op het openbare domein ;

Gelet op het reglement dat de voorwaarden en modaliteiten voor de bezetting van een plaats in een fietsbox bepaalt, gestemd door de Gemeenteraad tijdens deze zitting, toepasselijk vanaf 01.10.2015 ;

Overwegende de installatie door de Gemeente op verschillende strategische plaatsen van beveiligde fietsboxen die ze op aanvraag ter beschikking zal stellen van de bewoners van de Gemeente ; dat de Gemeente voor het onderhoud zorgen van de buitenzijde en van de herstellingen van deze beveiligde fietsboxen ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet innen om haar uitgaven te verzekeren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende de bezetting van een plaats in een fietsbox als volgt in te voeren :

Artikel Er wordt voor de periode van 01.10.2015 tot 31.12.2019, een

- 1.- gemeenteretributie geheven betreffende de bezetting van een plaats in een beveiligde fietsbox die door de Gemeente wordt geïnstalleerd op het openbaar domein teneinde er fietsen in te stallen.
- Artikel Het tarief van de retributie wordt vastgesteld op 60,00 EUR per plaats per jaar.
- 2.-
- Artikel De retributie is verschuldigd door de natuurlijke persoon begunstigde van de toelating tot bezetting van een plaats in een beveiligde fietsbox.
- 3.- In geval van verzaking aan de toelating tot bezetting van een plaats door de begunstigde of van intrekking van de toelating toegekende door de Gemeente blijft de retributie verschuldigd op basis van de verstreken maanden. Elke begonnen maand is volledig verschuldigd. De retributie die gedeeltelijk ten onrechte werd geïnd zal het onderwerp uitmaken van een terugbetaling, behalve in geval van intrekking voor niet naleven van de bepalingen van het reglement dat de voorwaarden en modaliteiten voor de bezetting van een plaats in een beveiligde fietsbox.
- Artikel De retributie verschuldigd voor de bezetting van een plaats voor het eerste jaar is onmiddellijk contant betaalbaar bij de overhandiging van de toelating, hetzij in handen van de Gemeenteontvanger of van zijn medewerkers, hetzij door overschrijving op de bankrekening van de Gemeente.
- 4.- De volgende jaren is de retributie op voorhand en tenminste 15 kalenderdagen voor de verjaring van de afgifte van de toelating betaalbaar.
- Artikel Bij gebrek aan betaling van de retributie binnen de voorziene termijn, wordt een aanmaning gestuurd naar de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 kalenderdagen om de betaling uit te voeren.
- 5.- Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum verbreekt het College van Burgemeester en Schepenen de toelating voor de bezetting van een plaats met onmiddellijke ingang.
- Artikel 6. Als de fietsbox niet is ontruimd na het verstrijken van de termijn van één maand, behoudt de Gemeente zich het recht voor de fiets te laten wegnemen. Deze zal pas aan zijn eigenaar worden terugbezorgd na betaling van de aan de Gemeente verschuldigde bedragen.
- Artikel De invordering van de retributie wordt verdergezet langs elke gerechtelijke weg.
- 7.-

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

## Marchés publics - Overheidsopdrachten



22.09.2015/A/0015 **CC - Voirie - Infrastructure - Camion porte-conteneurs - Marché de fournitures -  
Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Financement -  
Exercice 2015**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 alinéa 1 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 2, 1<sup>o</sup>, d) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 2, § 1, 3<sup>o</sup> ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la fourniture d'un camion porte-conteneur au cours de l'année 2015 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n<sup>o</sup> 2015.127/A//2015.E081.01/MP.DVO-OVS, le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant de 165.289,25 EUR, hors T.V.A., soit 199.999,99 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/743-53 (travail 081) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 ;

DECIDE :

1. de choisir, comme mode de passation du marché n<sup>o</sup> 2015.127/A//2015.E081.01/MP.DVO-OVS de l'exercice 2015 relatif à la fourniture d'un camion porte-conteneur, la procédure négociée directe avec publicité en application de l'article 26, § 2, 1<sup>o</sup>, d) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;
2. d'approuver, dans le cadre dudit marché, le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant de 165.289,25 EUR, hors T.V.A., soit 199.999,99 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Wegen - Infrastructuur - Containervrachtwagen - Opdracht voor leveringen -  
Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht -  
Financiering - Dienstjaar 2015**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1 en 234 alinea 1 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 2, 1<sup>o</sup>, d) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de

plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, met name artikel 2, § 1, 3° ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de levering van een containervrachtwagen in de loop van het jaar 2015 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2015.127/A//2015.E081.01/MP.DVO-OVS, op het bestek, de inventaris en de raming ten bedrage van 165.289,25 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 199.999,99 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 4210/743-53 (werk 081) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 ;

**BESLUIT :**

1. als gunningswijze van de opdracht nr. 2015.127/A//2015.E081.01/MP.DVO-OVS van het dienstjaar 2015 betreffende de levering van een containervrachtwagen, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 26, § 2, 1°, d) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd ;
2. in het kader van deze opdracht, het bestek, de inventaris en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 165.289,25 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 199.999,99 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

**22.09.2015/A/0016 CC - Voirie - Place Dumon - Travaux de réaménagement - Maîtrise d'ouvrage - Transfert de propriété - Financement - Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune - Approbation - Exercices 2015 et suivant(s)**

LE CONSEIL,

Considérant que la place Dumon sise à 1150 Woluwe-Saint-Pierre est composée d'une partie centrale qui est une voirie communale appartenant à la commune (ci-après "Voirie A") et d'une partie de voirie régionale appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après "Voirie B"), telles que représentées au plan n° 6322 dressé par les services techniques communaux ;

Considérant que la Commune et la Région souhaitent procéder à d'importants travaux de réaménagement de la place Dumon, tant en ce qui concerne la partie communale "Voirie A" que la partie régionale "Voirie B" ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23.04.2013 portant, notamment, choix du mode de passation et fixation des conditions du marché n° 2013.063/Px//2013.E019.01/TP.OL-PS de l'exercice 2013 relatif à l'étude pour le réaménagement de la place Dumon et des alentours ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19.12.2013 portant, notamment, désignation de l'association momentanée ARTGINEERING et H + N + S LANDSCHAPSARCHITECTEN, Müllerkade 173, 3024 EP Rotterdam (Pays-Bas), en qualité d'attributaire dudit marché ;

Considérant que la Région est disposée à mettre à la disposition de la Commune un financement pour réaliser les travaux de réaménagement, la Commune assumant en contrepartie la maîtrise d'ouvrage pour l'ensemble des travaux et cédant la "Voirie A" à la Région, selon les conditions et modalités à convenir entre parties dans une convention ;

Considérant les négociations intervenues entre parties ;

Considérant qu'aux termes de la convention, la Région met à disposition de la Commune un financement d'un montant de 3.611.358,02 EUR en vue de l'organisation et de l'exécution de l'étude et des travaux de réaménagement de façade à façade de la "Voirie A" (partie communale) et de la "Voirie B" (partie régionale), incluant l'adaptation des carrefours adjacents, tel que délimité au périmètre d'intervention sur le plan n° 6322 ; que la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage pour l'ensemble des travaux de réaménagement ; qu'en contrepartie la commune marque son accord sur le transfert à titre gratuit à la Région de la "Voirie A" telle qu'elle figure en vert sur le plan n° 6322 avec transfert de propriété pour son incorporation à la voirie régionale, la Région assumant ensuite ses responsabilités de propriétaire et de gestionnaire de la voirie transférée et octroyant à la commune le droit d'organiser tout évènement, activité, marché ambulant, de délivrer toutes les autorisations administratives et autorisations de voirie requises sur la "Voirie A" et de percevoir les revenus liés à ces activités ;

Considérant que le montant du financement de 3.611.358,02 EUR sera liquidé en deux tranches : une première tranche de 90 %, immédiatement après la notification à la Commune de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale lui octroyant le financement et après la notification à la Région de la décision du Conseil communal approuvant la présente convention devenue exécutoire, et une seconde tranche de 10 % (solde) après la réception provisoire des travaux et sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée du décompte final des dépenses et recettes ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.07.2015 portant accord de principe sur l'opération et s'engageant à soumettre au Conseil communal lors de sa séance du 22.09.2015, pour approbation, les termes de la convention à intervenir entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune relativement aux conditions et modalités de financement des travaux de réaménagement de la place Dumon avec transfert de propriété de la "Voirie A" à la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

1. d'approuver, dans le cadre des travaux de réaménagement de la place Dumon et des alentours, le plan n° 6322 dressé par les services techniques communaux, ci-annexé ;
2. d'approuver, dans le cadre des travaux de réaménagement de la place Dumon et des alentours, la convention entre la Commune et la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions et modalités du financement des travaux de

- réaménagement, ci-annexée ;
3. de marquer accord sur le transfert à titre gratuit à la Région de la "Voirie A" telle qu'elle figure en vert sur le plan n° 6322 ci-annexé, avec transfert de propriété pour son incorporation à la voirie régionale, selon les conditions et modalités reprises à la convention susmentionnée ;
  4. d'inscrire, d'une part, un crédit de recette d'un montant de 3.611.358,02 EUR à l'article 4210/664-51 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 (perception de subsides en provenance de la Région de Bruxelles-Capitale) et, d'autre part, un crédit de dépense d'un montant de 3.611.358,02 EUR à l'article 4210/955-51 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 (prélèvement de subsides en faveur du FRE-Subside Réaménagement place Dumon, en abrégé FRE-Dumon), afin de permettre, dans le respect des règles comptables et budgétaires, la perception et le prélèvement en vue de la mise en réserve des subsides en provenance de la Région de Bruxelles-Capitale au cours de l'année 2015 mais également le prélèvement sur Fonds de Réserves Extraordinaires desdits subsides et le financement des travaux au cours des années 2016 et/ou suivantes dans le cadre du réaménagement de la place Dumon ;
  5. d'intégrer, dans la comptabilité communale lors des prochaines modifications budgétaires du service extraordinaire de l'exercice 2015 (MB. 04-2015), lesdites inscriptions de crédits.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 20 votes positifs, 11 abstentions.

*Abstentions : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Vincent Jammaers, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Sophie Liègeois.*

---

**GR - Wegenis - Dumonplein - Heraanleg - Leiding der werken -  
Eigendomsoverdracht - Financiering - Overeenkomst tussen het Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente - Goedkeuring - Dienstjaren 2015 en  
volgende(n)**

DE RAAD,

Overwegende dat het Dumonplein gelegen te 1150 Sint-Pieters-Woluwe samengesteld is uit een centraal deel hetgeen een gemeentelijke wegenis is (hierna genoemd "Wegenis A") en anderzijds een deel dat een gewestelijke gewegenis uitmaakt toebehorende aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hiernagenoemd "Wegenis B"), zoals beschreven op het plan nr. 6322 opgesteld door de gemeentelijke technische diensten ;

Overwegende dat de Gemeente en het Gewest wensen over te gaan tot belangrijke werken tot de heraanleg van het Dumonplein zowel wat het gemeentelijke deel "Wegenis A" betreft als wat het Gewestelijke deel "Wegenis B" betreft ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23.04.2013 houdende, met name, keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht nr. 2013.063/Px//2013.E019.01/TP.OL-PS van het dienstjaar 2013 betreffende de studie tot de heraanleg van het Dumonplein en omgeving ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 19.12.2013 houdende, met name, aanstelling van de feitelijke vereniging ARTGINEERING et H+N+S LANDSCHAPSARCHITECTEN, Müllerkade 173, 3024 EP Rotterdam (Nederland) in de hoedanigheid van opdrachtnemer van vermelde opdracht ;

Overwegende dat het Gewest bereid is een financiering aan de Gemeente ter beschikking te stellen om desbetreffende heraanlegwerkzaamheden te kunnen verwezenlijken terwijl daartegenover de Gemeente de leiding der werken als bouwheer op zich zal nemen overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten dewelke tussen partijen dienen te worden overeengekomen in een overeenkomst ;

Overwegende de tussen partijen tussengekomen onderhandelingen ;

Overwegende dat overeenkomstig de voorwaarden van de overeenkomst, het Gewest een financiering voor een bedrag van 3.611.358,02 EUR aan de Gemeente heeft ter beschikking gesteld met het oog op de organisatie, de uitvoering van de studie en de heraanlegwerkzaamheden langs de kant van "Wegenis A" (gemeentelijk deel) en "Wegenis B" (gewestelijk deel), met inbegrip van de aanpassing van de aanpalende kruispunten, zoals afgelijnd op de interventieperimeter van plan nr. 6322 ; dat de Gemeente als bouwheer de leiding der werken voor het geheel der werkzaamheden op zich zal nemen ; dat hiertegenover de Gemeente haar toestemming verleent tot de overdracht ten kosteloze titel aan het Gewest van de "Wegenis A" zoals deze in het groen werd beschreven op het plan nr. 6322 met eigendomsoverdracht met het oog op affectatie in het gewestelijk wegennet en aanvaarding in hoofde van het Gewest van haar statuut als aansprakelijke eigenares en beheerder van het overgedragen wegennet waarbij de Gemeente zowel het recht heeft elk evenement, elke activiteit, elke markt te organiseren als alle administratieve vergunningen en wegvergunningen te verlenen inzake "Wegenis A" en dat ze ook het recht heeft de daaraan verbonden inkomsten te innen ;

Overwegende dat het bedrag van 3.611.358,02 EUR van de financiering zal worden voldaan in twee gedeelten : een eerste gedeelte van 90 %, onmiddellijk na de betekening aan de Gemeente van het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin aan de Gemeente deze financiering wordt toebedeeld et na de betekening aan het Gewest van de beslissing van de Gemeenteraad die huidige uitvoerbare overeenkomst goedkeurt, en een tweede gedeelte van 10 % (saldo) na de voorlopige oplevering van de werken et op voordracht van een schuldvordering vergezeld van de definitieve afrekening der ontvangsten en uitgaven ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.07.2015 houdende het principiële akkoord voor deze operatie en waarin de verbintenis wordt aangegaan om ter goedkeuring aan de Gemeenteraad van 22.09.2015 de voorwaarden en modaliteiten van de financiering van de heraanleg werkzaamheden van het Dumonplein met eigendomsoverdracht van de "Wegenis A" aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor te leggen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

**BESLUIT :**

1. in het kader van de heraanlegwerkzaamheden van het Dumonplein en haar omgeving, het bijgevoegd plan nr. 6322 opgesteld door de gemeentelijke gewestelijke diensten, goed te keuren ;

2. in het kader van de heraanleg werkzaamheden van het Dumonplein et haar omgeving, de overeenkomst tussen de Gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten van de financiering van de heraanlegwerkzaamheden, goed te keuren ;
3. goedkeuring te hechten aan de kostenloze eigendomsoverdracht van de "Wegenis A" zoals deze wordt afgelijnd in het groen op het bijgevoegd plan nr. 6322, aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met affectatie in het gewestelijk wegennet volgens de voorwaarden en modaliteiten hernomen in de bijgevoegde overeenkomst ;
4. enerzijds, een ontvangstkrediet voor een bedrag van 3.611.358,02 EUR op artikel 4210/664-51 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 (ontvangst van de toelagen vanwege het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en, anderzijds, een uitgavenkrediet voor een bedrag van 3.611.358,02 EUR op artikel 4210/955-51 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 (overboeking uit toelagen in het voordeel van BRF-TOELAGE HERAANLEG DUMONPLEIN, afgekort BRF-DUMON) in te schrijven, teneinde, overeenkomstig de boekhoudkundige en begrotingsregels, de inning en overboeking met het oog op het realiseren van de reservatie van de toelagen afkomstig van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de loop van het jaar 2015 toe te laten maar eveneens de overboeking uit het Buitengewone Reserve Fonds en de financiering van de werken tijdens de jaren 2016en/of volgende in het kader van de heraanlegwerkzaamheden van het Dumonplein ;
5. desbetreffende kredietinschrijvingen te integreren in de gemeentelijke boekhouding bij de eerstvolgende begrotingswijzigingen van het dienstjaar 2015 (BW. 04-2015).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 20 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

*Onthoudingen : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Vincent Jammaers, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Sophie Liègeois.*

*Vincent Jammaers quitte la séance / verlaat de zitting*

---

22.09.2015/A/0017 **CC - Parc de Woluwe - Réfection des terrains - Entretien desdits terrains - Marché de travaux - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Demande de subsides auprès de la Région de Bruxelles-Capitale - Financement - Exercices 2015, 2016 et 2017**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 alinéa 1 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 25 ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la réfection des terrains au Parc de Woluwe durant l'année 2015 ;

Considérant qu'il s'avère également nécessaire de procéder à l'entretien desdits terrains du Parc de Woluwe durant la période de garantie au cours des années 2016 et 2017 ;

Vu, dans le cadre dudit marché n° 2015.164/A//2015.E047.02/MP.CL-XV, le cahier spécial des charges, les plans, le métré et le devis estimatif d'un montant de 826.446,28 EUR, hors T.V.A., soit 1.000.000,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires relatifs à la réfection des terrains du Parc de Woluwe sont inscrits à l'article 7640/725-60 (travail 047) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 - budget de base et MB. 04 sous réserve de leur approbation par l'autorité de tutelle en ce qui concerne la MB. 04 ;

Considérant que les crédits nécessaires relatifs à l'entretien desdits terrains du Parc de Woluwe durant la période de garantie au cours des années 2016 et 2017 feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription à l'article 7641/124-06 du service ordinaire du budget des exercices 2016 et 2017 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;

DECIDE, dans le cadre du marché 2015.164/A//2015.E047.02/MP.CL-XV de l'exercice 2015 relatif, d'une part, à la réfection des terrains du Parc de Woluwe au cours de l'année 2015 et, d'autre part, de l'entretien desdits terrains du Parc de Woluwe durant la période de garantie au cours des années 2016 et 2017 et sous réserve, d'une part, de l'approbation par l'autorité de tutelle des crédits nécessaires relatifs à la réfection des terrains du Parc de Woluwe au cours de l'année 2015 inscrits à l'article 7640/725-60 (travail 047) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 - MB. 04 et, d'autre part, de l'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires relatifs à l'entretien desdits terrains du Parc de Woluwe durant la période de garantie au cours des années 2016 et 2017 à l'article 7641/124-06 du service ordinaire du budget des exercices 2016 et 2017 et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

1. de choisir, comme mode de passation dudit marché, l'appel d'offres ouvert en application de l'article 25 de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;
2. d'approuver, dans le cadre dudit marché, le cahier spécial des charges, les plans, le métré et le devis estimatif d'un montant de 826.446,28 EUR, hors T.V.A., soit 1.000.000,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
3. de solliciter les subsides de la Région de Bruxelles-Capitale (Commission Communautaire Française) ;
4. de financer la dépense au moyen d'un emprunt à conclure auprès d'un organisme financier et au moyen de subsides à obtenir de la Région de Bruxelles-Capitale (Commission Communautaire Française).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - Woluwepark - Herstelling van de velden - Onderhoud van de velden -**

**Opdracht voor werken - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aanvraag tot toelagen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Financiering - Dienstjaren 2015, 2016 en 2017**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1 en 234 alinea 1 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, met name artikel 25 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de herstelling van de velden van het Woluwepark in de loop van het jaar 2015 ;

Overwegende dat het eveneens nodig blijkt over te gaan tot het onderhoud van deze velden van het Woluwepark gedurende de waarborgperiode in de loop van de jaren 2016 en 2017 ;

Gelet, in het kader van deze opdracht nr. 2015.164/A//2015.E047.02/MP.CL-XV, op het bestek, de plannen, de opmeting en de raming ten bedrage van 826.446,28 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1.000.000,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten betreffende de herstelling van de velden van het Woluwepark in de loop van het jaar 2015 ingeschreven zijn op artikel 7640/725-60 (werk 047) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 - basisbegroting en BW. 04 onder voorbehoud van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid wat de BW. 04 betreft ;

Overwegende dat de nodige kredieten betreffende het onderhoud van deze velden van het Woluwepark gedurende de waarborgperiode in de loop van de jaren 2016 en 2017 het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad van inschrijving op het artikel 7641/124-06 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2016 en 2017 onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende overheid ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2015.164/A//2015.E047.02/MP.CL-XV van het dienstjaar 2015 betreffende, enerzijds, de herstelling van de velden van het Woluwepark in de loop van het jaar 2015 en, anderzijds, het onderhoud van deze velden van het Woluwepark gedurende de waarborgperiode in de loop van de jaren 2016 en 2017 en onder voorbehoud, enerzijds, van de goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de nodige kredieten betreffende de herstelling van de velden van het Woluwepark in de loop van het jaar 2015 ingeschreven op artikel 7640/725-60 (werk 047) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 - BW. 04 en, anderzijds, onder voorbehoud van de inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten betreffende het onderhoud van deze velden van het Woluwepark gedurende de waarborgperiode in de loop van de jaren 2016 en 2017 op artikel 7641/124-06 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2016 en 2017 en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid ;



1. als gunningswijze van deze opdracht de open offerteaanvraag te kiezen in toepassing van het artikel 25 van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd ;
2. in het kader van deze opdracht, het bestek, de plannen, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 826.446,28 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1.000.000,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
3. de toelagen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Franse Gemeenschapscommissie) aan te vragen ;
4. de uitgave te financieren door middel van een lening aan te gaan bij een financiële instelling en door middel van toelagen te verkrijgen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Franse Gemeenschapscommissie).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## Secrétariat - Secretariaat

22.09.2015/A/0018 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2015**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 alinéa 3 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix du mode de passation et fixation des conditions des marchés passés par voie de procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, en raison d'un devis estimatif inférieur ou égal à 85.000,00 EUR, hors T.V.A. ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix du mode de passation et fixation des conditions du marché défini ci-après et passé par voie de procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a) de la loi du 15.06.2006, telle que

modifiée, en raison d'un devis estimatif inférieur ou égal à 85.000,00 EUR, hors T.V.A.

;

DECIDE de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2015**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 alinea 3 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen aan de Gemeenteraad ter informatie voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet en houdende keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten toegekend via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, omwille van een raming kleiner dan of gelijk aan 85.000,00 EUR, B.T.W. exclusief ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet en houdende keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de hierna bepaalde opdracht, toegekend via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, omwille van een raming kleiner dan of gelijk aan 85.000,00 EUR, B.T.W. exclusief ;

BESLUIT de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## Urbanisme - Stedenbouw

22.09.2015/A/0019 **CC - Urbanisme - Plan Particulier d'Affectation du Sol n° XII/9 approuvé par arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 04.10.1990 - Plan d'expropriation - Approbation provisoire - Mise à l'enquête publique**

LE CONSEIL,

Vu le Plan Particulier d'Affectation du Sol (P.P.A.S.) n° XII/9, approuvé par arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 04.10.1990, délimité par la rue François Desmedt, l'avenue de Hinnisdael, la place Dumon, la rue de l'Eglise et la rue Henri Vandermaelen ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales ;

Vu la loi du 26.07.1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (Co.B.A.T.) modifié par ordonnance du 14.05.2009 modifiant l'ordonnance du 13.05.2004 portant ratification du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, notamment les articles 69 à 76 ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 28.04.2015 chargeant le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre le projet de modification de Plan Particulier d'Affectation du Sol n° XII/9 "Stockel" à enquête publique accompagné du rapport sur les incidences environnementales, conformément à l'article 48 modifié du Co.B.A.T. ;

Vu l'avis favorable conditionnel de la Commission de Concertation du 25.06.2015 à la suite de ces mesures particulières de publicité ;

Considérant que les conditions sollicitées par la Commission de Concertation ont été intégrées aux plans et prescriptions littérales du projet de Plan Particulier d'Affectation du Sol n° XII/10 ;

Considérant que suite aux remarques émises par la Commission de Concertation le plan d'expropriation a dû être légèrement modifié afin d'améliorer la praticabilité de l'accès du parking à l'angle de la rue de l'Eglise et de la rue Vandermaelen ;

Vu le rapport ci-annexé justifiant l'utilité publique et l'urgence de l'expropriation ci-annexé, et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Considérant que ce plan d'expropriation entend autoriser la commune de Woluwe-Saint-Pierre à procéder à l'expropriation de parcelles nécessaires à la mise en oeuvre dudit Plan Particulier d'Affectation du Sol ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Pierre sollicite l'application de la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique faisant l'objet de la loi du 26.07.1962, à l'expropriation des parcelles figurant au plan d'expropriation ;

Considérant que ces parcelles sont cadastrées section D, n°s 73 W, 73 X, 74 L, 78 G et sises rue de l'Eglise 82A, 84-86, 88, 90, 96A, et rue Vandermaelen 25 ;

Considérant qu'il apparaît que la mise en oeuvre du Plan Particulier d'Affectation du Sol n° XII/10 "Stockel" devrait pouvoir être réalisée dans des délais rapides ;

Considérant que ces parcelles sont notamment destinées au réaménagement du front de bâtisse le long de la rue de l'Eglise et à la restructuration de la galerie commerçante actuelle en vue de la réalisation des prescriptions relatives à la zone de galerie commerçante du projet de Plan Particulier d'Affectation du Sol ;

Considérant qu'il est impératif que les parcelles considérées soient, dès les premiers travaux d'aménagement de la zone, affectées à la réalisation du Plan Particulier d'Affectation du Sol, pour garantir l'aménagement cohérent de l'îlot ainsi que ses objectifs en termes d'attractivité commerciale, d'accroissement de l'offre en logements, de restructuration du front de bâtisse de la rue de l'Eglise ou encore de percolation et de fluidité des passages piétons entre la place Dumon, l'avenue de Hinnisdael et la rue de l'Eglise, d'une part, et la place à créer en intérieur d'îlot, d'autre part ;

Considérant en conséquence, qu'il est indispensable, pour cause d'utilité publique, de prendre immédiatement possession des parcelles indiquées au plan d'expropriation, selon la procédure d'extrême urgence de la loi du 26.07.1962 ;

DECIDE :

1. d'approuver provisoirement le projet de plan d'expropriation permettant la mise en oeuvre du futur P.P.A.S. n° XII/10 "Stockel" ;
2. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre le projet de plan d'expropriation à enquête publique, conformément à l'article 48 modifié du Co.B.A.T.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 20 votes positifs, 10 abstentions.

*Abstentions : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Sophie Liègeois.*

---

**GR - Stedenbouw - Bijzonder Bestemmingsplan nr. XII/9 goedgekeurd door besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 04.10.1990 - Onteigeningsplan - Voorlopige goedkeuring - Openbaar onderzoek**

DE RAAD,

Gelet op de Bijzonder Bestemmingsplan (B.B.P.) nr. XII/9, goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 04.10.1990, begrensd door de François Desmedtstraat, de Hinnisdaellaan, het Dumonplein, de Kerkstraat en de Henri Vandermaelenstraat ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen ;

Gelet op de wet van 26.07.1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringendheid inzake onteigening ten algemeen nut ;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (B.W.R.O.) gewijzigd bij ordonnantie van 14.05.2009 die de ordonnantie van 13.05.2004 wijzigt houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, met name de artikels 69 tot 76 ;

Gelet op de beraadslaging van het Gemeenteraad van 28.04.2015 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen gelast wordt het ontwerp van het Bijzonder Bestemmingsplan nr. XII/9 "Stokkel" te onderwerpen aan een openbaar onderzoek samen met het milieueffectenverslag, overeenkomstig het gewijzigd artikel 48 van het B.W.R.O. ;

Gelet op het voorwaardelijk gunstig advies van de Overlegcommissie van 25.06.2015 naar aanleiding van deze bijzondere openbaarmakingsregels ;

Overwegende dat de door de overlegcommissie gevraagde voorwaarden werden opgenomen in de plannen en de schriftelijke voorschriften van het ontwerp van Bijzonder Bestemmingsplan nr. XII/10 ;

Overwegende dat naar aanleiding van de door de Overlegcommissie geformuleerde opmerkingen lichte wijzigingen op het onteigeningsplan werden aangebracht om de toegang tot de parking op de hoek van de Kerkstraat en de Vandermaelenstraat te verbeteren ;

Gelet op het verslag in bijlage, houdende rechtvaardiging tot onteigening ten algemeen nut bij hoogdringendheid dat integrerend deel van deze beraadslaging uitmaakt ;

Overwegende dat dit onteigeningsplan tot doel heeft de gemeente Sint-Pieters-Woluwe te machtigen over te gaan tot de onteigening van de percelen die nodig zijn voor de uitvoering van het voornoemde Bijzonder Bestemmingsplan ;

Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe de toepassing vraagt van de procedure bij hoogdringendheid inzake onteigeningen ten algemeen nut zoals bepaald door de wet van 26.07.1962, ter onteigening van de percelen die aangeduid zijn op het onteigeningsplan ;

Overwegende dat deze percelen gekadastreerd zijn sectie D, nrs 73 W, 73 X, 74 L, 78 G en gelegen Kerkstraat 82A, 84-86, 88, 90, 96A, en Vandermaelenstraat 25 ;

Overwegende dat de uitvoering van het Bijzonder Bestemmingsplan "Stokkel" nr. XII/10 onverwijld dient te worden verwezenlijkt ;

Overwegende dat deze percelen bestemd zijn tot de herinrichting van de bouwlijn langs de Kerkstraat en de herstructurering van de huidige handelsingalerij met het oog op de uitvoering van de voorschriften met betrekking tot de handelsingalerij-zone zoals voorzien door het Bijzonder Bestemmingsplan ;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de betrokken percelen, vanaf de eerste werken tot de aanleg van de zone, geïntegreerd worden in de uitvoering van het Bijzonder Bestemmingsplan om zo de coherente aanleg van het huizenblok alsook de objectieven betreffende de handelsaantrekkelijkheid, de uitbreiding van het woningaanbod, de herstructurering van het bouwfront aan de Kerkstraat of nog de doorstroming en de vlotheid van het voetgangersverkeer tussen het Dumonplein, de Kerkstraat en de Hinnisdaellaan, enerzijds, en het plein dat ingericht zal worden binnenin het huizenblok, anderzijds, te waarborgen ;

Overwegende dat het dus noodzakelijk is om, in het algemeen belang, onmiddellijk de percelen aangegeven op het onteigeningsplan in bezit te nemen, volgens de rechtspleging bij hoogdringendheid zoals voorzien door de wet van 26.07.1962 ;

**BESLUIT :**

1. het onteigeningsplan voorlopig goed te keuren ;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten met het onderwerpen van het onteigeningsplan aan een openbaar onderzoek, in overeenstemming

met het gewijzigde artikel 48 van het B.W.R.O.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 20 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

*Onthoudingen : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Sophie Liègeois.*

---

## Service juridique - Juridische dienst

### 22.09.2015/A/0020 **CC - Propriétés - Plaine de jeux sur le terrain situé à l'angle de l'avenue des Dames Blanches et Tir aux pigeons - Convention relative aux modalités d'ouverture et de fermeture des accès par les riverains - Adoption**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune exploite un espace vert sur le terrain cadastré section C n° 187c3, situé à l'angle de l'avenue des Dames Blanches et Tir aux Pigeons à 1150 Bruxelles ;

Considérant l'aménagement par la commune de ladite parcelle de terrain en une plaine de jeux intergénérationnelle équipée d'une clôture mais demeurant accessible de jour comme de nuit ;

Considérant que ladite plaine de jeux fait l'objet d'occupations irrégulières en dehors des horaires prévus, et jusqu'en milieu de nuit, pouvant ainsi occasionner des nuisances pour les riverains voisins de la plaine de jeux ;

Considérant la demande justifiée des riverains d'assurer le respect des horaires d'accès à la plaine de jeux et leur proposition d'en assurer la fermeture et l'ouverture tout au long de l'année ;

Vu la convention à intervenir entre la commune et M. Gilles RENARD, riverain, demeurant avenue Crockaert 187, 1150 Bruxelles, relative aux modalités d'ouverture et de fermeture des accès à la plaine de jeux située à l'angle de l'avenue des Dames Blanches et Tir aux Pigeons à 1150 Bruxelles ;

DECIDE d'adopter la convention ci-annexée relative aux modalités d'ouverture et de fermeture par les riverains dont notamment M. Gilles RENARD, domicilié avenue Crockaert 187, 1150 Bruxelles, des accès à la plaine de jeux située à l'angle de l'avenue des Dames Blanches et Tir aux Pigeons à 1150 Bruxelles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **CC - Eigendommen - Speelplein op het terrein gelegen op de hoek van de Witte Vrouwenlaan en Duivenschieting - Overeenkomst met betrekking tot de openings- en sluitingsmodaliteiten van de toegangen door de omwonenden - Goedkeuring**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

---

22.09.2015/A/0021 **CC - Propriétés communales - Centre sportif du Parc de Woluwe - Mise à disposition de la salle située au niveau -1 - Sous-concession - A.S.B.L. DKDANSE - Convention - Ratification**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Vu la convention de concession domaniale du 27.06.2014 par laquelle la Région de Bruxelles-Capitale a donné en concession à la commune la gestion et l'exploitation des terrains de sport et des installations sportives du Centre sportif dénommé "Club Wolu Parc" situé avenue Edmond Galoppin 1 dans le parc de la Woluwe à 1150 Woluwe-Saint-Pierre pour une durée de 23 ans prenant cours à la date du 01.09.2014 ;

Considérant qu'en vertu de ladite convention de concession domaniale, la commune a repris la gestion et l'exploitation du Centre sportif du Parc de Woluwe à partir du 01.09.2014 ;

Considérant que l'A.S.B.L. DKDANSE, dont le siège social est sis avenue Marius Renard 27A, 1070 Bruxelles, sollicite de pouvoir occuper de manière non-exclusive la salle située au niveau -1 du centre sportif pendant l'année scolaire du 1<sup>er</sup> septembre au 30 juin afin d'y dispenser des cours de danse ;

Considérant qu'elle demande également à pouvoir occuper la salle durant certains congés scolaires moyennant l'accord écrit du Collège des Bourgmestre et Echevins et selon les modalités qu'il fixera ;

Considérant qu'elle propose de réaliser des travaux de rafraîchissement de la salle, à ses frais, conformément aux devis communiqués (peinture, pose d'un miroir, de quick-step et installation d'une sonorisation) pour un montant total de 15.000,00 EUR ;

Considérant que la salle située au niveau -1 du Centre sportif est libre d'occupation ; que la présence d'une école de danse permettra de diversifier, dynamiser et compléter les activités sportives déjà proposées au sein du Club Wolu Parc ;

Considérant que l'article 2 de la convention de concession domaniale du 27.06.2014 prévoit que le concessionnaire ne peut céder ses droits sur le bien sans l'accord préalable et écrit du propriétaire ; que par mail du 05.08.2015 la Commune a sollicité l'accord de la Région de Bruxelles-Capitale sur la sous-concession et reste dans l'attente de cet accord ;

Que l'A.S.B.L. DKDANSE sollicite de pouvoir déjà commencer certains travaux afin de pouvoir ouvrir l'école au 01.09.2015 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22.10.2009 décidant, dans le cadre d'une uniformisation des procédures de location des biens communaux en faveur des A.S.B.L. et autres associations, de fixer comme suit les loyers de référence :

- entre 0,00 et 20,00 EUR le m<sup>2</sup> l'an pour les A.S.B.L. communales et autres associations de petite importance et ayant un but social, philanthropique ;
- entre 21,00 et 50,00 EUR le m<sup>2</sup> l'an pour les A.S.B.L. communales et autres associations communales tenant compte du volume occupé et des rentrées

financières découlant de leurs activités ;

- entre 51,00 et 100,00 EUR le m<sup>2</sup> l'an pour les A.S.B.L. non communales et autres associations non communales tenant compte du volume occupé, des rentrées financières découlant de leurs activités et des éventuels subsides communautaires, régionaux ou fédéraux ;

Considérant que l'A.S.B.L. DKDANSE est une A.S.B.L. non communale et qu'en conséquence la redevance peut raisonnablement être fixée à 100,00 EUR le m<sup>2</sup> par an, étant entendu que la salle dispose d'une superficie d'environ 110 m<sup>2</sup>, soit une redevance mensuelle de 1.100,00 EUR par mois pendant 10 mois d'occupation ; qu'en l'absence de compteur individualisé, il convient de fixer un montant forfaitaire pour les charges, soit 150,00 EUR par mois, en sorte que la redevance s'élève à 1.250,00 EUR par mois toutes charges comprises ;

Qu'il convient par ailleurs de tenir compte des travaux réalisés aux frais de l'A.S.B.L. DKDANSE, soit un montant de 15.000,00 EUR, en manière telle que la redevance à payer peut être ramenée à 350,00 EUR par mois majorée de 150,00 EUR de charges, soit 500,00 EUR par mois toutes charges comprises, durant les deux premières années d'occupation ;

Considérant que les recettes y relatives seront inscrites à l'article 1240/163-01 du service ordinaire du budget des exercices 2015 et suivants ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.08.2015 décidant :

1. de marquer un accord de principe, sous réserve de l'accord écrit et préalable de la Région de Bruxelles-Capitale, propriétaire des lieux :
  - sur la mise à disposition de l'A.S.B.L. DKDANSE, dont le siège social est sis avenue Marius Renard 27A, 1070 Bruxelles, de la salle située au niveau -1 du Centre sportif du Parc de Woluwe, par une sous-concession, pour une durée déterminée de trois ans prenant cours le 01.09.2015 pour finir de plein droit le 30.06.2018, renouvelable moyennant demande écrite, pour une redevance mensuelle de 1.250,00 EUR par mois toutes charges comprises, ladite redevance étant cependant ramenée, tenant compte des travaux réalisés aux frais de l'A.S.B.L. à 500,00 EUR par mois durant les deux premières années d'occupation ;
  - sur la convention de sous-concession ci-annexée ;
2. de soumettre ladite convention au Conseil communal pour ratification lors de sa prochaine séance ;

DECIDE de ratifier la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.08.2015 décidant de marquer un accord de principe, sous réserve de l'accord écrit et préalable de la Région de Bruxelles-Capitale, propriétaire des lieux :

- sur la mise à disposition de l'A.S.B.L. DKDANSE, dont le siège social est sis avenue Marius Renard 27A, 1070 Bruxelles, de la salle située au niveau -1 du Centre sportif du Parc de Woluwe dénommé "Club Wolu Parc", par une sous-concession, pour une durée déterminée de trois ans prenant cours le 01.09.2015



pour finir de plein droit le 30.06.2018, renouvelable moyennant demande écrite, pour une redevance mensuelle de 1.250,00 EUR par mois toutes charges comprises, ladite redevance étant cependant ramenée, tenant compte des travaux réalisés aux frais de l'A.S.B.L, à 500,00 EUR par mois durant les deux premières années d'occupation ;

- sur la convention de sous-concession ci-annexée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - Gemeentelijken eigendommen - Sportcentrum van het Woluwepark -  
Terbeschikkingstelling van de zaal gelegen op niveau -1 - Subconcessie - V.Z.W.  
DKDANSE - Overeenkomst - Bekrachtiging**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

**22.09.2015/A/0022 CC - Propriétés communales - Vente d'une parcelle de terrain située avenue  
Parmentier 2 et Bovenberg - Fixation des conditions de vente - Désaffectation du  
domaine public**

LE CONSEIL,

Vu la parcelle de terrain faisant partie du domaine public, d'une superficie de 290,19 m<sup>2</sup>, 2<sup>ème</sup> division, section C, domaine public non cadastré jouxtant les parcelles n<sup>os</sup> 52R3 et 52S3, située à l'angle de l'avenue Parmentier 2 et longeant le Bovenberg à 1150 Bruxelles ;

Considérant que M. Julien DE DOBBELEER, avenue Emile De Beco 121, 1050 Bruxelles, a fait savoir à la commune qu'il souhaitait acquérir, soit à son nom, soit au nom d'une société avec laquelle il collabore, ladite parcelle nécessaire à la réalisation de son projet immobilier qui a pour objet la construction d'un immeuble avenue Parmentier avec notamment un accès carrossable vers un parking en sous-sol par le Bovenberg ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17.07.2014 marquant accord sur le procès-verbal de mesurage de ladite parcelle dressé en date du 20.03.2014 par la S.P.R.L. ABSYS Bureau d'études, rue des Condruzes 10, 4560 Clavier, et marquant un accord de principe de vendre de gré à gré ladite parcelle à M. Julien DE DOBBELEER ou à une société collaboratrice, sous réserve de la désaffectation du domaine public pour la parcelle de terrain concernée ;

Vu les rapports d'évaluation du Comité d'acquisition d'immeubles de la Région de Bruxelles-Capitale du 27.10.2014 et de l'expert GRILLET, expert financier externe, du 19.12.2014 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.01.2015 décidant notamment de fixer à 375.000,00 EUR le prix de cession de ladite parcelle ;

Considérant que la société N.V. MIDEL, Langestraat 53, 9620 Zottegem, B.C.E. 0463.831.630, a pris contact avec la commune par email du 28.04.2015 pour lui faire

savoir qu'elle était intéressée par l'achat de la parcelle de terrain telle que décrite ci-dessus en vue de réaliser le projet immobilier précité en collaboration avec M. Julien DE DOBBELEER ;

Vu l'offre d'achat du 26.05.2015 de la N.V. MIDEL par laquelle celle-ci fait offre ferme d'acquérir ladite parcelle de terrain pour un prix hors frais de 375.000,00 EUR ; que ladite offre est valable pendant une durée de quatre mois ;

Considérant que la recette sera inscrite au service extraordinaire du budget de l'exercice 2016 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

1. de désaffecter du domaine public en vue de son aliénation la parcelle de terrain d'une superficie de 290,19 m<sup>2</sup>, 2<sup>ème</sup> division, section C, domaine public non cadastré jouxtant les parcelles n<sup>os</sup> 52R3 et 52S3, située à l'angle de l'avenue Parmentier 2 et longeant le Bovenberg à 1150 Bruxelles, telle que reprise au procès-verbal de mesurage dressé en date du 20.03.2014 par la S.P.R.L. ABSYS Bureau d'études, rue des Condruzes 10, 4560 Clavier ;
2. de vendre de gré à gré, pour un prix hors frais de 375.000,00 EUR, à la N.V. MIDEL, Langestraat 53, 9620 Zottegem, B.C.E. 0463.831.630, représentée par M. Philip MISEREZ, président, et Mme Caroline DE L'AUVRE, administrateur, la parcelle de terrain précitée ;
3. de fixer les conditions principales de vente suivantes :
  - le bien est vendu quitte et libre de toutes charges hypothécaires qui pourraient le grever ;
  - le bien est vendu dans l'état où il se trouve, bien connu de l'acquéreur, sans garantie d'absence de vice apparent ou de vice caché, sans garantie de contenance, avec toutes les servitudes (dont impétrants) et mitoyenneté qui le grèvent ;
  - l'acquéreur respectera les dispositions légales relatives à la présence d'impétrants sur la parcelle ;
  - tous les frais liés à la cession sont à charge de l'acquéreur ; l'acquéreur procédera à ses frais au réaménagement de la parcelle en voirie, laquelle sera ensuite rétrocédée à la commune ;
  - le transfert de propriété et des risques ainsi que la jouissance du bien ont lieu le jour de la signature de l'acte authentique ;
4. d'inscrire la recette au service extraordinaire du budget de l'exercice 2016 et d'affecter celle-ci au Fonds de Réserves Extraordinaires (F.R.E.) Produit de vente de Propriétés ;
5. de désigner le Notaire Catherine GILLARDIN, boulevard de Waterloo 16, 1000 Bruxelles, en vue d'instrumenter la vente avec le notaire de l'acquéreur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - Gemeente-eigendommen - Verkoop van een perceel gelegen Parmentierlaan 2**

## **en Bovenberg - Bepaling van de verkoopvoorwaarden - Bestemmingswijziging van het openbaar domein**

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op het perceel dat deel uitmaakt van het openbaar domein, met een oppervlakte van 290,19 m<sup>2</sup>, 2de divisie, sectie C, niet-gekadastraerd openbaar domein grenzend aan de percelen nr. 52R3 en 52S3, gelegen op de hoek van de Parmentierlaan 2 en aan de rand van de Bovenberg te 1150 Brussel ;

Overwegende dat Dhr. Julien DE DOBBELEER, Emile De Becolaan 121, 1050 Brussel, aan de gemeente heeft laten weten dat hij wenst over te gaan tot de aankoop, hetzij in zijn naam, hetzij in naam van de maatschappij met wie hij samenwerkt, van het genoemd perceel, noodzakelijk voor de uitvoering van zijn immobiëlenproject met het oog op de oprichting van een gebouw Parmentierlaan met name een berijdbare toegang naar de ondergrondse parking via de Bovenberg ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 17.07.2014 die akkoord gaat met het proces-verbaal van opmeting van genoemd perceel opgemaakt op datum van 20.03.2014 door de B.V.B.A. "ABSYS Bureau d'études", rue des Condruzes 10, 4560 Clavier, en akkoord gaat met een principeakkoord om in der minne aan Dhr. Julien DE DOBBELEER of aan de samenwerkende maatschappij, genoemd perceel te verkopen, onder voorbehoud van de bestemmingswijziging van het openbaar domein voor het betroffen perceel ;

Gelet op de schattingsverslagen van het Aankoopcomité van gebouwen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27.10.2014 en van de expert GRILLET, financieel extern expert, van 19.12.2014 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.01.2015 waarbij met name besloten werd de prijs van de overdracht van genoemd perceel op 375.000,00 EUR te bepalen ;

Overwegende dat de N.V. MIDEL, Langestraat 53, 9620 Zottegem, K.B.O. 0463.831.630, op 28.04.2015 per email contact opgenomen heeft met de gemeente om deze te laten weten dat zij geïnteresseerd is voor de aankoop van het perceel zoals hierboven beschreven met het vooruitzicht om het genoemde immobiëlenproject uit te voeren in samenwerking met Dhr. Julien DE DOBBELEER ;

Gelet op het aanbod van 26.05.2015 van de N.V. MIDEL waarin deze een bod indient om genoemd perceel voor de prijs zonder kosten van 375.000,00 EUR aan te kopen ; dat genoemd bod geldig is gedurende een periode van vier maand ;

Overwegende dat de ontvangst zal ingeschreven worden op de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

**BESLUIT :**

1. in het vooruitzicht van de verkoop van het perceel met een oppervlakte van 290,19 m<sup>2</sup>, 2de divisie, sectie C, niet-gekadastraerd openbaar domein grenzend aan de percelen nrs 52R3 en 52S3, gelegen op de hoek van de Parmentierlaan 2 en aan de rand van de Bovenberg te 1150 Brussel, zoals opgenomen in het proces-verbaal van opmeting opgesteld op datum van 20.03.2014 door de B.V.B.A. "ABSYS Bureau d'études", rue des Condruzes 10, 4560 Clavier, de bestemming te wijzigen ;

2. in der minne aan de N.V. MIDEL, Langestraat 53, 9620 Zottegem, K.B.O. 0463.831.630, vertegenwoordigd door Dhr. Philip MISEREZ, voorzitter, en Mw. Caroline DE L'AUVRE, beheerder, het genoemde perceel, te verkopen voor de prijs zonder kosten van 375.000,00 EUR ;
3. de verkoopsvoorwaarden als volgt te bepalen :
  - het goed wordt verkocht vrij van alle hypothecaire lasten waarmee het zou kunnen belast zijn ;
  - het goed wordt verkocht in de staat waarin het zich bevindt, goed gekend door de koper, zonder garantie van afwezigheid van een zichtbaar of verborgen gebreker, zonder garantie van inhoud, met alle erfdiensbaarheid (verzoeker) en mandeligheid erop belast ;
  - de koper eerbiedt de wettelijke bepalingen betreffende de aanwezigheid van verzoekers op het perceel ;
  - alle kosten verbonden aan de overdracht zijn ten laste van de koper ; de koper zal, op zijn kosten, overgaan tot de herinrichting van het perceel in wegenis, welk vervolgens aan de gemeente zal overdragen worden ;
  - de overdracht van het eigendom en de risico's evenals het genot van het goed hebben plaats op de dag van de ondertekening van de authentieke akte ;
4. de ontvangst in te schrijven in de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 en deze te bestemmen voor het Buitengewone Reservefonds (B.R.F.) Opbrengst Verkoop Eigendommen ;
5. de Notaris Catherine GILLARDIN, Waterloolaan 16, 1000 Brussel, aan te stellen met het vooruitzicht om de akte op te maken met de notaris van de koper.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0023 **CC - Propriétés communales - Terrain de football situé rue Kelle 31 - Convention d'occupation - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Considérant que la commune est propriétaire d'un terrain de football situé rue Kelle 31, 1150 Bruxelles ;

Considérant que l'A.S.B.L. FOOTBALL CLUB SAINT-MICHEL, dont le siège social est établi rue du Collège Saint-Michel 10, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0416.336.767, représentée par M. Christian PONCELET et M. Philippe SAMYN, exerce ses activités sportives sur ledit terrain ;

Considérant que la commune a réalisé d'importants travaux de construction de nouveaux vestiaires ;

Considérant que la commune a la volonté d'harmoniser les modalités d'utilisation des terrains de sport et des vestiaires dont elle est propriétaire ;

Considérant qu'il convient par conséquent d'adopter une convention d'occupation qui vise à fixer les modalités d'utilisation du terrain de football, de ses abords et des vestiaires ;

DECIDE d'approuver la convention d'occupation du terrain de football situé rue Kelle 31, 1150 Bruxelles, conclue entre la commune et l'A.S.B.L. FOOTBALL CLUB SAINT-MICHEL, dont le siège social est établi rue du Collège Saint-Michel 10, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0416.336.767, ci-annexée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **GR - Gemeente-eigendommen - Voetbalterrein gelegen Kellestraat 31 - Bezettingsovereenkomst - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd bij federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van een voetbalveld gelegen Kellestraat 31, 1150 Brussel ;

Overwegende dat de V.Z.W. FOOTBALL CLUB SAINT-MICHEL, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Sint-Michielscollegestraat 10, 1150 Brussel, K.B.O. 0416.336.767, vertegenwoordigd door Dhr. Christian PONCELET en Dhr. Philippe SAMYN, zijn sportieve activiteiten uitvoert op genoemd veld ;

Overwegende dat de gemeente belangrijke werken heeft uitgevoerd door de bouw van nieuwe kleedkamers ;

Overwegende dat de gemeente de gebruiksmodaliteiten van de sportvelden en kleedkamers, waarvan zij eigenaar is, wenst te harmoniseren ;

Overwegende dat er bijgevolg een bezettingsovereenkomst dient goedgekeurd te worden met de bedoeling om de gebruiksmodaliteiten van het voetbalveld, de omgeving en de kleedkamers te bepalen ;

BESLUIT de bezettingsovereenkomst van het voetbalveld gelegen Kellestraat 31, 1150 Brussel, tussen de gemeente en de V.Z.W. FOOTBALL CLUB SAINT-MICHEL, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Sint-Michielscollegestraat 10, 1150 Brussel, B.C.O. 0416.336.767, hierbijgevoegd, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

### **TIC - Informatique - ICT - Informatica**

22.09.2015/A/0024 **CC - Informatique - Maintenance du logiciel Saphir - Convention de concession, de licence, d'exploitation et de maintenance de logiciel informatique et d'exécution de**

## services - Approbation - Exercices 2014 et suivants

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.11.2014 portant attribution du marché n° 2014.115/P6//2014.O/INF.SV-SVV relatif à la fourniture, l'installation, la formation des agents communaux, les droits d'usage et la maintenance légale d'un logiciel de gestion de la population, de l'état civil et du cimetière à la S.A. CIVADIS, rue Bois de Néverlée 12, 5020 Namur, B.C.E. 0861.023.666, attribution par procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1°, f) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;

Vu, dans le cadre dudit marché, la proposition de convention de concession, de licence, d'exploitation et de maintenance de logiciel informatique et d'exécution de services à conclure entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la S.A. CIVADIS, proposition de convention décrivant le déroulement et les conditions dans lesquelles la commune de Woluwe-Saint-Pierre peut au besoin recourir à certaines prestations de services de support informatique ;

DECIDE d'approuver la convention de concession, de licence, d'exploitation et de maintenance de logiciel informatique et d'exécution de services à conclure entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la S.A. CIVADIS, rue Bois de Néverlée 12, 5020 Namur, B.C.E. 0861.023.666, convention décrivant le déroulement et les conditions dans lesquelles la commune de Woluwe-Saint-Pierre peut au besoin recourir à certaines prestations de services de support informatique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **GR - Informatica - Onderhoud van de software Saphir - Overeenkomst van concessie, van licentie, van uitbating en van onderhoud van informatica software en van dienstprestaties - Goedkeuring - Dienstjaren 2014 en volgenden**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.11.2014 waarbij besloten werd de opdracht nr. 2014.115/P6//2014.O/INF.SV.SVV betreffende de levering, de installatie, de vorming van de gemeenteambtenaren, de gebruiksrechten en het wettelijk onderhoud van een software voor het beheer van de bevolking, van de burgerlijke stand en van de begraafplaats toe te kennen aan de N.V. CIVADIS, rue Bois de Néverlée 12, 5020 Namur, K.B.O. 0861.023.666, toekenning via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van het artikel 26, § 1, 1°, f) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd ;

Gelet, in het kader van deze opdracht, op het voorstel van overeenkomst van concessie, van licentie, van uitbating en van onderhoud van informatica software en van dienstprestaties te sluiten tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de N.V. CIVADIS, voorstel van overeenkomst dat de manier en de voorwaarden onder dewelke de gemeente Sint-Pieters-Woluwe een beroep kan doen op sommige dienstverleningen van IT-support ;

BESLUIT de overeenkomst van concessie, van licentie, van uitbating en van onderhoud van informatica software en van dienstprestaties te sluiten tussen de

gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de N.V. CIVADIS, rue Bois de Néverlée 12, 5020 Namur, K.B.O. 0861.023.666, voorstel van overeenkomst dat de manier en de voorwaarden onder dewelke de gemeente Sint-Pieters-Woluwe een beroep kan doen op sommige dienstverleningen van IT-support, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## Culture francophone - Franstalige cultuur

### 22.09.2015/A/0025 CC - Culture - Subsidies en faveur d'associations culturelles - Répartition des subsides - Exercice 2015

LE CONSEIL,

Considérant que les crédits nécessaires à l'attribution de subsides en faveur d'associations culturelles sont inscrits à l'article de dépenses 7620/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2015 ;

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires desdits subsides ;

DECIDE de répartir comme suit un crédit d'un montant de 5.000,00 EUR inscrit à l'article de dépenses 7620/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2015 :

- un crédit de 1.240,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. ATELIERS MALOU (Plateau 96), rue du Duc 96, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0420.426.704 ;
- un crédit de 450,00 EUR en faveur de l'Association de fait LATITUDE 5050, avenue des Eperviers 113/3, 1150 Bruxelles ;
- un crédit de 220,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. ORGANUM NOVUM, rue Jean-Baptiste Colyns 30, 1050 Bruxelles, B.C.E. 0452.931.008 ;
- un crédit de 1.000,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. ARTS & PUBLICS, rue de l'Ermitage 84, 1050 Bruxelles, B.C.E. 0845.440.023 ;
- un crédit de 480,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. BRUSSELS INTERNATIONAL BALLET, rue François Gay 83A, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0875.511.112 ;
- un crédit de 500,00 EUR en faveur de l'Association de fait CERCLE ROYAL D'ART, avenue de la Faisanderie 62, 1150 Bruxelles ;
- un crédit de 250,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. C'EST PAS DROLE, Drève de Nivelles 174/35, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0563.661.654 ;
- un crédit de 360,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. HETRE URBAIN, rue au Bois 565, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0871.491.847;
- un crédit de 500,00 EUR en faveur de l'Association de fait LES COPAINS D'ABORD, rue des Salanganes 4, 1428 Lillois.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **GR - Cultuur - Subsidies ten gunste van culturele verenigingen - Verdeling van de subsidies - Dienstjaar 2015**

DE RAAD,

Overwegende dat de nodige kredieten voor de toekenning van subsidies ten gunste van culturele verenigingen ingeschreven zijn op het uitgavenartikel 7620/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de naam van de te subsidiëren verenigingen moet specificeren ;

BESLUIT een krediet van een bedrag van 5.000,00 EUR ingeschreven op het uitgavenartikel 7620/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 als volgt te verdelen :

- een krediet van 1.240,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "ATELIERS MALOU", Hertogstraat 96, 1150 Brussel, K.B.O. 0420.426.704 ;
- een krediet van 450,00 EUR ten gunste van de Feitelijke vereniging "LATITUDE 5050", Sperwerlaan 113/3, 1150 Brussel ;
- een krediet van 220,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "ORGANUM NOVUM", Jean-Baptiste Colynsstraat 30, 1050 Brussel, K.B.O. 0452.931.008 ;
- een krediet van 1.000,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "ARTS & PUBLICS", Kluisstraat 84, 1050 Brussel, K.B.O. 0845.440.023 ;
- een krediet van 480,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "BRUSSELS INTERNATIONAL BALLET", François Gaystraat 83A, 1150 Brussel, K.B.O. 0875.511.112 ;
- een krediet van 500,00 EUR ten gunste van de Feitelijke vereniging "CERCLE ROYAL D'ART", Fazantenparklaan 62, 1150 Brussel ;
- een krediet van 250,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "C'EST PAS DROLE", Nijvelse dreef 174/35, 1150 Brussel, K.B.O. 0563.661.654 ;
- een krediet van 360,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "HETRE URBAIN", Bosstraat 565, 1150 Brussel, K.B.O.0871.491.847 ;
- een krediet van 500,00 EUR ten gunste van de Feitelijke vereniging "LES COPAINS D'ABORD", Salanganesstraat 4, 1428 Lillois.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## **Budget - Comptabilité - Begroting - Boekhouding**



22.09.2015/A/0026 **CC - Budget de l'exercice 2015 - Modifications 1 et 2 - Caractère exécutoire - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 16.12.2014 arrétant le budget communal de l'exercice 2015, devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur le budget communal de l'exercice 2015 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26.05.2015 arrétant les modifications 1 et 2 du budget communal de l'exercice 2015 ;

Vu la lettre du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 05.08.2015 informant l'administration communale du fait que la délibération du 26.05.2015 est devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur les modifications 1 et 2 du budget communal de l'exercice 2015 ;

PREND ACTE de la lettre du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 05.08.2015 informant l'administration communale du fait que la délibération du Conseil communal du 26.05.2015 est devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur les modifications 1 et 2 du budget communal de l'exercice 2015.

Le Conseil prend acte.

30 votants : 20 votes positifs, 10 votes négatifs.

*Non : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Sophie Liègeois.*

---

**GR - Begroting van het dienstjaar 2015 - Wijzigingen 1 en 2 - Uitvoerbaarheid - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 16.12.2014 tot vaststelling van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2015 uitvoerbaar geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichthoudende overheid beschikt om te beslissen over de gemeentebegroting van het dienstjaar 2015 ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26.05.2015 tot vaststelling van de wijzigingen 1 en 2 van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2015 ;

Gelet op de brief van de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 05.08.2015 waarbij aan het gemeentebestuur meegedeeld wordt dat de beraadslaging van 26.05.2015 uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichthoudende overheid beschikt om te beslissen over de wijzigingen 1 en 2 van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2015 ;

NEEMT AKTE van de brief van de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 05.08.2015 waarbij aan het gemeentebestuur meegedeeld wordt dat de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26.05.2015 uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichthoudende overheid beschikt om te beslissen over de wijzigingen 1 en 2 van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2015.

De Raad neemt akte.

30 stemmers : 20 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

*Nee : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Sophie Liègeois.*

---

22.09.2015/A/0027 **CC - Budget de l'exercice 2015 - Modifications 3 et 4**

LE CONSEIL,

Vu la circulaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16.07.2014 relative à l'élaboration des budgets de l'exercice 2015 et des plans pluriannuels de gestion des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 16.12.2014 arrêtant le budget communal de l'exercice 2015 ;

Vu la lettre du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10.02.2015 informant l'administration communale du fait que la délibération précitée du 16.12.2014 est devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur le budget communal de l'exercice 2015 ;

Vu la délibération du Conseil communal 26.05.2015 arrêtant les modifications 1 et 2 du budget de l'exercice 2015 ;

Vu la lettre du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 01.09.2015 informant l'administration communale du fait que la délibération précitée du 26.05.2015 est devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur les modifications 1 et 2 du budget de l'exercice 2015 ;

Considérant la nécessité de modifier le budget de l'exercice 2015 dans le but de permettre également l'inscription, tant en recettes qu'en dépenses, des crédits relatifs aux diverses opérations particulières, dont les principales sont les suivantes :

**Service ordinaire - Recettes**

-	Subsides reçus de l'Autorité supérieure pour diverses entités sportives (R+=D+) :	65.600,00 €
-	Club Wolu Parc : produits et récupérations divers :	49.986,49 €
-	Récupération de traitements payés indûment :	16.157,23 €

• **Service ordinaire - Dépenses**

-	Diverses adaptations budgétaires - Traitement du personnel communal suite à la réorganisation de l'organigramme de l'administration communale (D+=D-)	0,00 €
-	Diverses entités sportives - Subside aux associations sportives (D+= R+) :	65.600,00 €
-	Emploi : Contribution pour "Les printemps de l'Emploi" dans les frais de fonctionnement des autres Pouvoirs Publics (avec subside de l'autorité supérieure) :	38.394,33 €

-	Club Wolu Parc - Fuite d'eau - Supplément de factures Hyrdobru :	20.000 €
-	Etude financière pour A.S.B.L. culturelle communale :	4.000 €

• Service extraordinaire - Recettes

-	Subsides en capital de l'Autorité Supérieure pour travaux hydrauliques et voirie : place Dumon et alentours (R+=D+) :	3.611.358,02 €
-	Dédommagement supplémentaire à percevoir de l'assurance pour les travaux de l'Auberge des Maïeurs :	275.693,56 €
-	Subsides en capital supplémentaire de l'Autorité Supérieure pour la réfection des terrains du "Club Wolu Parc" :	120.000,00 €
-	Subsides en capital de l'Autorité Supérieure pour investissements spécifiques - Rénovation du petit terrain de football dans une aire de jeu - Rue du Bémel :	75.000,00 €

**Service extraordinaire - Dépenses**

• Dépenses principales :

-	Prélèvement pour le fonds de subside - Réaménagement de la Place Dumon et alentours :	3.611.358,02 €
-	Prélèvement pour le Fonds de Réserve Extraordinaire pour les travaux de l'Auberge des Maïeurs :	575.693,56 €
-	Club Wolu Parc - Réfection des terrains - Complément :	200.000,00 €
-	Plaine de jeux - Rénovation du petit terrain de football dans une aire de jeu - Rue du Bémel :	100.000,00 €
-	Plaine de jeux - Installation de toilettes sèches :	50.000,00 €

• Dépenses effectuées en application de l'article 249 de la nouvelle loi communale :

-	Crèches communales - Placement de climatiseurs :	2.246,97 €
-	Prévention et sécurité - Minibus communal - Pièces nécessaires à la mise en conformité de la géométrie de direction	6.500,00 €

Considérant qu'au niveau du service extraordinaire, l'ensemble des modifications de crédits a pu être budgété sur fonds propres et sans recours à l'emprunt ;

Considérant la nécessité d'apporter également d'autres modifications mineures aux services ordinaire et extraordinaire du budget précité ;

Vu l'arrêté royal du 02.08.1990, tel que modifié, portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment les articles 1-3°, 12, 15 et 16 ;

Considérant le compte budgétaire de l'exercice 2014 arrêté par le Conseil communal du 26.05.2015 préalablement à l'intégration de ses résultats dans le budget de l'exercice 2015 conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté royal du 02.08.1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu, plus précisément, les dispositions de l'article 15 de l'arrêté royal précité soumettant les modifications budgétaires aux mêmes procédures que celles applicables au budget, ainsi que les dispositions contenues à l'article 16 rendant obligatoire l'inscription, dans les modifications budgétaires, des crédits nécessaires pour couvrir les dépenses effectuées en vertu de l'article 249 de la nouvelle loi communale et celles effectuées par prélèvement d'office, ainsi que des crédits budgétaires afférents à des recettes imprévues ;

Vu l'avis favorable rendu en date du 09.09.2015 par la Commission instituée par lesdits articles 12 et 15 de l'arrêté royal du 02.08.1990 relativement auxdites modifications budgétaires ;

Vu le projet de modifications budgétaires 3 et 4 de l'exercice 2015 établi par le Collège des Bourgmestre et Echevins du 10.09.2015 ;

DECIDE de modifier les services ordinaire et extraordinaire du budget de la commune pour l'exercice 2015 et d'arrêter les nouveaux résultats aux montants figurant aux tableaux ci-après :

**SERVICE ORDINAIRE - RECAPITULATIF DES RECETTES ET DEPENSES**

<b><u>RECETTES</u></b>	
- Prestations	4.756.679,32 €
- Transferts	67.309.515,91 €
- Dette	2.356.382,15 €
- Prélèvements	219.945,00 €
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>74.642.522,38 €</b>
<b><u>DEPENSES</u></b>	
- Personnel	44.794.632,10 €
- Fonctionnement	6.425.707,44 €
- Transferts	18.433.716,17 €
- Dette	3.518.334,42 €
- Prélèvements	50.000,00 €
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>73.222.390,13 €</b>
<b>RESULTAT EXERCICE PROPRE</b>	<b>1.420.132,25 €</b>
RESULTAT EXERCICES ANTERIEURS	10.460.130,44 €
RESULTATS PRELEVEMENTS GENERAUX	- 3.061.573,78 €
<b>RESULTAT GENERAL</b>	<b>8.818.688,91 €</b>

**SERVICE EXTRAORDINAIRE - RECAPITULATIF DES RECETTES ET  
DEPENSES**

<b><u>RECETTES</u></b>	
- Transferts	7.645.422,58 €
- Investissements	3.904.575,00 €
- Dette	5.213.400,00 €
- Prélèvements	15.062.376,98 €
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>31.825.774,56 €</b>

<b>DEPENSES</b>	
- Transferts	1.153.654,01 €
- Investissements	14.105.824,99 €
- Dette	0,00 €
- Prélèvements	8.166.626,58 €
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>23.425.105,58 €</b>
<b>RESULTAT EXERCICE EXTRAORDINAIRE PROPRE</b>	<b>8.399.668,98 €</b>
RESULTAT EXERCICES ANTERIEURS	- 5.733.553,88 €
PRELEVEMENTS	0,00 €
<b>RESULTAT GENERAL</b>	<b>2.666.115,10 €</b>

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 20 votes positifs, 10 votes négatifs.

*Non : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Sophie Liègeois.*

#### **GR - Begroting van het dienstjaar 2015 - Wijzigingen 3 en 4**

DE RAAD,

Gelet op de omzendbrief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16.07.2014 betreffende de opstelling van de begrotingen van het dienstjaar 2015 en de beheersplannen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 16.12.2014 tot vaststelling van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2015 ;

Gelet op de brief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10.02.2015 waarbij aan het gemeentebestuur meegedeeld wordt dat de voornoemde beraadslaging van 16.12.2014 uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichhoudende overheid beschikt om te beslissen over de gemeentebegroting van het dienstjaar 2015 ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26.05.2015 tot vaststelling van de begrotingswijzigingen 1 en 2 van het dienstjaar 2015 uitvoerbaar geworden bij het verstrijken van de termijn waarover de voogdijoverheid beschikt om te beslissen ;

Gelet op de brief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10.02.2015 waarbij aan het gemeentebestuur meegedeeld wordt dat de voornoemde beraadslaging van 16.12.2014 uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichhoudende overheid beschikt om te beslissen over de gemeentebegroting van het dienstjaar 2015 ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2015 dient gewijzigd te worden teneinde, in ontvangsten en in uitgaven, begrotingskredieten met betrekking tot diverse bijzondere verrichtingen te kunnen inschrijven, waaronder voornamelijk :

#### **Gewone dienst - Ontvangsten**

- Toelagen van de Hogere Overheid voor diverse sportieve entiteiten (O+=U+) :	65.600,00 €
---	-------------

-	Club Wolu Park : producten en diverse terugvorderingen :	49.986,49 €
-	Terugvordering van onverschuldigd betaalde wedden :	16.157,23 €

- Gewone dienst - Uitgaven

-	Diverse begrotingsaanpassingen - Wedde van het gemeentepersoneel ten gevolge van de reorganisatie van het organigram van het gemeentebestuur (U+=U-) :	0,00 €
-	Diverse sportieve entiteiten - Toelage aan sportieve verenigingen (U+=O+) :	65.600,00 €
-	Tewerkstelling : Bijdrage voor "Les printemps de l'Emploi" in de uitvoeringskosten voor andere Overheidsinstellingen (met toelage van de Hogere Overheid) :	38.394,33 €
-	Club Wolu Park - Waterlek - Supplement facturen Hydrobru :	20.000 €
-	Financiële analyse voor de gemeentelijke culturele V.Z.W. :	4.000 €

- Buitengewone dienst - Ontvangsten

-	Kapitaaltoelagen van de Hogere Overheid voor hydraulische werken en wegen : Dumonplein en omgeving (O+=U+) :	3.611.358,02 €
-	Bijkomende vergoeding te verkrijgen van de verzekering voor de werken aan "l'Auberge des Maïeurs" :	275.693,56 €
-	Toelagen in aanvullend kapitaal van de Hogere Overheid voor de herstelling van de Club Wolu Park terreinen :	120.000,00 €
-	Kapitaaltoelagen van de Hogere Overheid voor specifieke investeringen : Vernieuwing van het kleine voetbalveld in een speelplein - Bemelstraat :	75.000,00 €

**Buitengewone dienst - Uitgaven**

- Voornaamste uitgaven

-	Voorheffing voor het toelagenfonds - Herinrichting van het Dumonplein en omgeving :	3.611.358,02 €
-	Voorheffing voor het Buitengewoon Reservefonds voor de werken van "Auberge des Maïeurs" :	575.693,56 €
-	Club Wolu Park - Herstelling van de terreinen - Aanvulling :	200.000,00 €
-	Speelplein - Vernieuwing van het kleine voetbalveld in een speelplein - Bemelstraat :	100.000,00 €
-	Speelplein - Installatie van droge toiletten :	50.000,00 €

- Uitgaven verricht in toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet :

-	Gemeentelijke kinderdagverblijven - Plaatsing airconditioners :	2.246,97 €
---	---	------------

Preventie en veiligheid - Gemeentelijke minibus - Noodzakelijke onderstukken voor in overeenstemming van de stuurmeetrie :	6.500,00 €
--	------------

Overwegende dat, op het niveau van de buitengewone dienst, het geheel van de kredietwijzigingen kon begroot worden met eigen middelen en zonder lening ;

Overwegende dat het nodig is nog andere minder belangrijke wijzigingen aan de gewone en de buitengewone dienst van voornoemde begroting aan te brengen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 02.08.1990, zoals gewijzigd, houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, met name de artikels 1-3°, 12, 15 en 16 ;

Overwegende de begrotingsrekening van het dienstjaar 2014 vastgesteld door de Gemeenteraad van 26.05.2015 vooraleer haar resultaten in de begroting van het dienstjaar 2014 werden opgenomen, overeenkomstig de beschikkingen van het artikel 9 van het koninklijk besluit van 02.08.1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ;

Gelet, in het bijzonder, op de bepalingen van artikel 15 van voornoemd koninklijk besluit waarbij de begrotingswijzigingen aan dezelfde procedures worden onderworpen als deze toepasselijk voor de begroting, evenals de bepalingen vervat in artikel 16 waarbij de inschrijving in de begrotingswijzigingen van de begrotingskredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van krachtens artikel 249 van de nieuwe gemeentewet verrichte uitgaven, maar ook de ambtshalve opgenomen uitgaven, evenals de begrotingskredieten die betrekking hebben op onvoorziene ontvangsten, verplicht wordt gemaakt ;

Gelet op het gunstig advies door de Commissie op datum van 09.09.2015 uitgebracht, ingesteld door de eerder vernoemde artikels 12 en 15 van het koninklijk besluit van 02.08.1990 met betrekking tot de voornoemde begrotingswijzigingen ;

Gelet op het ontwerp van begrotingswijzigingen 3 en 4 van het dienstjaar 2015 opgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen van 10.09.2015 ;

BESLUIT de gewone en de buitengewone dienst van de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2015 te wijzigen en de nieuwe resultaten vast te stellen op de bedragen hernomen in de hiernavolgende tabellen :

**GEWONE DIENST - SAMENVATTENDE TABEL VAN DE ONTVANGSTEN EN  
UITGAVEN**

<b>ONTVANGSTEN</b>	
- Prestaties	4.756.679,32 €
- Overdrachten	67.309.515,91 €
- Schuld	2.356.382,15 €
- Overboekingen	219.945,00 €
<b>TOTAAL DER ONTVANGSTEN</b>	<b>74.642.522,38 €</b>
<b>UITGAVEN</b>	
- Personeel	44.794.632,10 €
- Werkingskosten	6.425.707,44 €
- Overdrachten	18.433.716,17 €
- Schuld	3.518.334,42 €
- Overboekingen	50.000,00 €

<b>TOTAAL DER UITGAVEN</b>	<b>73.222.390,13 €</b>
<b>RESULTAAT GEWONE DIENST EIGEN DIENSTJAAR</b>	<b>1.420.132,25 €</b>
RESULTAAT VORIGE DIENSTJAREN	10.460.130,44 €
OVERBOEKINGEN	- 3.061.573,78 €
<b>ALGEMEEN RESULTAAT</b>	<b>8.818.688,91 €</b>

**BUITENGEWONE DIENST - SAMENVATTENDE TABEL VAN DE  
ONTVANGSTEN EN UITGAVEN**

<b>ONTVANGSTEN</b>	
- Overdrachten	7.645.422,58 €
- Investerings	3.904.575,00 €
- Schuld	5.213.400,00 €
- Overboekings	15.062.376,98 €
<b>TOTAAL DER ONTVANGSTEN</b>	<b>31.825.774,56 €</b>
<b>UITGAVEN</b>	
- Overdrachten	1.153.654,01 €
- Investerings	14.105.824,99 €
- Schuld	0,00 €
- Overboekings	8.166.626,58 €
<b>TOTAAL DER UITGAVEN</b>	<b>23.426.105,58 €</b>
<b>RESULTAAT GEWONE DIENST EIGEN DIENSTJAAR</b>	<b>8.399.668,98 €</b>
RESULTAAT VORIGE DIENSTJAREN	- 5.733.553,88 €
OVERBOEKINGEN	0,00 €
<b>ALGEMEEN RESULTAAT</b>	<b>2.666.115,10 €</b>

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 20 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

*Nee : Jean-Claude Laes, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Sophie Liègeois.*

## Taxes - Belastingen

22.09.2015/A/0028 **CC - Fiscalité locale - Ordonnance du 19.07.2007 du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale visant à associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale - Avenant au contrat 2013-2014 à conclure entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Approbation**



LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 19.07.2007 du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale visant à associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé pour les exercices 2007 à 2012 de compenser à 100 % la suppression de la taxe sur la force motrice et sur les machines de bureau et d'octroyer par ailleurs une subvention supplémentaire pour associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé pour les exercices 2013 à 2014 de continuer à compenser à 100 % la suppression de la taxe sur la force motrice et sur les machines de bureau et à octroyer par ailleurs une subvention supplémentaire pour associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé pour l'exercice 2015 de continuer à compenser à 100 % la suppression de la taxe sur la force motrice et sur les machines de bureau et à octroyer par ailleurs une subvention supplémentaire pour associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que cette subvention ne sera accordée aux communes qu'après introduction d'un dossier de candidature auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et conclusion d'un avenant au contrat 2013-2014 avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le dossier de candidature complété en vue de la conclusion dudit avenant au contrat 2013-2014 ;

DECIDE d'approuver l'avenant au contrat 2013-2014 en matière de subvention au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale, avenant ci-annexé et à conclure entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre et permettant, pour l'exercice 2015, l'octroi de la subvention prévue dans le cadre de l'ordonnance du 19.07.2007 du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale visant à associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - Lokale fiscaliteit - Ordonnantie van 19.07.2007 van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Aanhangsel van de overeenkomst 2013-2014 te sluiten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 19.07.2007 van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beslist heeft voor de dienstjaren 2007 tot 2012 de schorsing van de belasting betreffende de drijfkracht en de bureaumachines voor 100 % te compenseren en bovendien een bijkomende toelage toe te kennen om de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beslist heeft voor de dienstjaren 2013 tot 2015 de schorsing van de belasting betreffende de drijfkracht en de bureaumachines voor 100 % verder te compenseren en bovendien een bijkomende toelage toe te kennen om de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beslist heeft voor het dienstjaar 2015 de schorsing van de belasting betreffende de drijfkracht en de bureaumachines voor 100 % verder te compenseren en bovendien een bijkomende toelage toe te kennen om de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat deze toelage slechts na het indienen van een kandidatuur dossier bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en na het sluiten van een aanhangsel van de overeenkomst 2013-2014 met de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal toegekend worden ;

Gelet op het kandidatuur dossier ingevuld met het oog op het sluiten van desbetreffende aanvulling van de overeenkomst 2013-2014 ;

BESLUIT het aanhangsel van de overeenkomst 2013-2014 inzake de toelage aan de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren, de hierbij gevoegde aanvulling en te sluiten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, waardoor de toekenning van de toelage voorzien in het kader van de ordonnantie van 19.07.2007 van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mogelijk voor het dienstjaar 2015 wordt gemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## **Budget - Comptabilité - Begroting - Boekhouding**

22.09.2015/A/0029 **CC - A.S.B.L. CREEMPLOI - Exercice d'activité 2014 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.05.2015 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2015 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. CREEMPLOI ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.12.2013 désignant la S.P.R.L. K.P.M.G., avenue du Bourget 40, 1030 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2014, 2015 et 2016 ;

Vu le rapport établi en date du 03.07.2015 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2014 dont le total du bilan s'élève à 134.879,61 EUR et dont le compte d'exploitation générale se clôture par un résultat positif de 15.438,39 EUR donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CREEMPLOI pour l'exercice d'activité 2014 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2015 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2014 de l'A.S.B.L. CREEMPLOI :

1.	compte d'exploitation générale 2014 :	
	a. charges	198.993,30 EUR
	b. produits	214.431,69 EUR
	c. résultat positif	15.438,39 EUR
2.-	bilan 2014 :	
	actif-passif	134.879,61 EUR

Le Conseil prend acte.

30 votants : 30 votes positifs.

## **GR - V.Z.W. "CREEMPLOI" - Dienstjaar 2014 - Boukhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de V.Z.W. 's en groeperingen genietende van gemeente toelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.05.2015 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het jaar 2015 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal V.Z.W.'s en groeperingen genietende van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "CREEMPLOI" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.12.2013 die de B.V.B.A. K.P.M.G., Bourgetlaan 40, 1030 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2014, 2015 en 2016 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 03.07.2015 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de balans met een totaal van 134.879,61 EUR en de algemene exploitatierekening met een batig saldo van 15.438,39 EUR afgesloten per 31.12.2014 een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de inkomsten en uitgaven van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. "CREEMPLOI" voor het dienstjaar 2014 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van in het rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2015 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2014 van de V.Z.W. "CREEMPLOI" :

1. algemene exploitatierekening 2014 :
  - a. lasten 198.993,30 EUR
  - b. opbrengsten 214.431,69 EUR
  - c. batig saldo 15.438,39 EUR
2. balans 2014:
  - actief-passief 134.879,61 EUR

De Raad neemt akte.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0030 **CC - A.S.B.L. MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU - Exercice d'activité 2014 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU pour l'exercice d'activité 2014 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2015 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2014 de l'A.S.B.L. MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU :

1. compte d'exploitation générale 2014 :
  - a. charges 9.726,92 EUR

b. produits	10.500,20 EUR
c. résultat positif	773,28 EUR
2. bilan 2014 :	
actif-passif	18.820,11 EUR

Le Conseil prend acte.

30 votants : 30 votes positifs.

**GR - V.Z.W. "MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU" - Dienstjaar 2014 -  
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de V.Z.W. 's en groeperingen genietende van gemeente toelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU" voor het dienstjaar 2014 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van in het rubriek vermeld dienstjaar kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2015 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken van het in dienstjaar voorgelegd door deze vereniging kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2014 van de V.Z.W. "MUSIQUE AU CHANT D'OISEAU" :

1. algemene exploitatierekening 2014 :	
a. lasten	9.726,92 EUR
b. opbrengsten	10.500,20 EUR
c. batig saldo	773,28 EUR
2. balans 2014 :	

De Raad neemt akte.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0031 **CC - A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2014 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.05.2015 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2015 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.12.2013 désignant la S.P.R.L. K.P.M.G., avenue du Bourget 40, 1030 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2014, 2015 et 2016 ;

Vu le rapport établi en date du 03.06.2015 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2014 dont le total du bilan s'élève à 336.172,28 EUR et dont le compte d'exploitation générale se clôture par un résultat positif de 86.136,14 EUR donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2014 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts

déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2015 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2014 de l'A.S.B.L. PREVENTION-ANIMATIONS-JEUNESSE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

1.	compte d'exploitation générale 2014:	
	a. charges	893.062,68 EUR
	b. produits	979.198,82 EUR
	c. résultat positif	86.136,14 EUR
2.	bilan 2014 :	
	actif-passif	336.172,28 EUR

Le Conseil prend acte.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE  
- Dienstjaar 2014 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de V.Z.W. 's en groeperingen genietende van gemeente toelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.05.2015 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het jaar 2015 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal V.Z.W.'s en groeperingen genietende van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.12.2013 die de B.V.B.A. K.P.M.G., Bourgetlaan 40, 1030 Brussel, als



dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2014, 2015 en 2016 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 03.06.2015 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de balans met een totaal van 336.172,28 EUR en de algemene exploitatierekening met een batig saldo van 86.136,14 EUR afgesloten per 31.12.2014 een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de inkomsten en uitgaven van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE voor het dienstjaar 2014 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2015 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2014 van de V.Z.W. PREVENTIE-ANIMATIES-JEUGD VAN SINT-PIETERS-WOLUWE :

1.	algemene exploitatierekening 2014 :	
	a. lasten	893.062,68 EUR
	b. opbrengsten	979.198,82 EUR
	c. batig saldo	86.136,14 EUR
2.	balans 2014 :	
	actief-passief	336.172,28 EUR

De Raad neemt akte.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0032 **CC - A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES - Exercice d'activité 2014 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions

d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.05.2015 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2015 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.12.2013 désignant la S.P.R.L. K.P.M.G., avenue du Bourget 40, 1030 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2014, 2015 et 2016 ;

Vu le rapport établi en date du 18.06.2015 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2014 dont le total du bilan s'élève à 37.498,03 EUR et dont le compte d'exploitation générale se clôture par résultat positif de 6.793,05 EUR donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES pour l'exercice d'activité 2014 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2015 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2014 de l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES :

1. compte d'exploitation générale 2014 :

a. charges	143.845,45 EUR
b. produits	150.638,50 EUR
c. résultat positif	6.793,05 EUR

2. bilan 2014 :

actif-passif	37.498,03 EUR
--------------	---------------

Le Conseil prend acte.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN - Dienstjaar 2014 - Boekhoudkundige**

## stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de V.Z.W. 's en groeperingen genietende van gemeente toelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.05.2015 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het jaar 2015 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal V.Z.W.'s en groeperingen genietende van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.12.2013 die de B.V.B.A. K.P.M.G., Bourgetlaan 40, 1030 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2014, 2015 en 2016 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 18.06.2015 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de balans met een totaal van 37.498,03 EUR en de algemene exploitatierekening met een batig saldo van 6.793,05 EUR afgesloten per 31.12.2014 een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de inkomsten en uitgaven van de voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN voor het dienstjaar 2014 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermelde dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2015 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar

2014 van de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN :

1. algemene exploitatierekening 2014 :	
a. lasten	143.845,45 EUR
b. opbrengsten	150.638,50 EUR
c. batig saldo	6.793,05 EUR
2. balans 2014 :	
actief-passief	37.498,03 EUR

De Raad neemt akte.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## **Economie - Animation - Economie - Animatie**

### **22.09.2015/A/0033 CC - A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS - Exercice d'activité 2014 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant des subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.05.2015 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2015 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.12.2013 désignant la S.P.R.L. K.P.M.G., avenue du Bourget 40, 1030 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2014, 2015 et 2016 ;

Vu le rapport établi en date du 02.07.2015 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2014 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS pour l'exercice d'activité 2014 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2015 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2014 de l'A.S.B.L. WOLU-ANIMATIONS :

1.	compte d'exploitation générale 2014 :	
	a. charges	172.835,70 EUR
	b. produits	175.463,00 EUR
	c. résultat positif	2.627,30 EUR
2.	bilan 2014 :	
	actif-passif	204.392,03 EUR

Le Conseil prend acte.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **GR - V.Z.W. WOLU-ANIMATIES - Dienstjaar 2014 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de V.Z.W.'s en groeperingen genietende van gemeetetoelagen en/of



d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.05.2015 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2015 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.12.2013 désignant la S.P.R.L. K.P.M.G., avenue du Bourget 40, 1030 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2014, 2015 et 2016 ;

Vu le rapport établi en date du 28.08.2015 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2014 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC pour l'exercice d'activité 2014 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2015 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2014 de l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC :

1. compte d'exploitation générale 2014 :	
a. charges	274.071,67 EUR
b. produits	297.491,23 EUR
c. résultat positif	23.419,56 EUR
2. bilan 2014 :	
actif-passif	163.585,87 EUR

Le Conseil prend acte.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - V.Z.W. WOLUGRAFIC - Dienstjaar 2014 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de V.Z.W.'s en groeperingen genietende van gemeente toelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgerneester en Schepenen van 13.05.2015 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het jaar 2015 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal V.Z.W.'s en groeperingen genietende van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. WOLUGRAFIC ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.12.2013 die de B.V.B.A. K.P.M.G., Bourgetlaan 40, 1030 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2014, 2015 en 2016 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 28.08.2015 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten per 31.12.2014 een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de inkomsten en uitgaven van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. WOLUGRAFIC voor het dienstjaar 2014 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermelde dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2015 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2014 van de V.Z.W. WOLUGRAFIC :

1. algemene exploitatierekening 2014 :



a. lasten	274.071,67 EUR
b. opbrengsten	297.491,23 EUR
c. batig saldo	23.419,56 EUR
2. balans 2014 :	
actief-passief	163.585,87 EUR

De Raad neemt akte.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## Budget - Comptabilité - Begroting - Boekhouding

### 22.09.2015/A/0035 CC - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Assomption - Compte de l'exercice 2014

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Considérant que l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert fait parvenir pour avis le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Assomption, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 16.03.2015 ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend également sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Assomption est présenté avec un solde positif d'un montant de 4.732,31 EUR, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du compte de l'exercice 2014 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Assomption, dont la balance se présente comme suit :

<b>RECETTES :</b>	ordinaires	35.645,35	
	extraordinaires	<u>0</u>	35.645,35
<b>DEPENSES :</b>	ordinaires	30.913,04	
	extraordinaires	<u>0</u>	<u>30.913,04</u>
<b>SOLDE :</b>			+ 4.732,31

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

### GR - Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart - Rekening van het dienstjaar

**2014**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe de rekening van het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart voor advies overgemaakt heeft, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 16.03.2015 ;

Overwegende dat deze parochie zich ook over het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe uitstrekt ;

Overwegende dat de rekening van het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart met een batig saldo ten bedrage van 4.732,31 EUR voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de rekening van het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart, die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN :</u>	gewone	35.645,35	
	buitengewone	<u>0</u>	35.645,35
<u>UITGAVEN :</u>	gewone	30.913,04	
	buitengewone	<u>0</u>	<u>30.913,04</u>
<u>SALDO :</u>			+4.732,31

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0036 **CC - Fabrique de l'Eglise Saint-Henri - Compte de l'exercice 2014**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Considérant que l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert fait parvenir pour avis le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Henri, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 26.01.2015 ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend également sur le territoire

de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Henri est présenté avec un solde positif d'un montant de 14.753,27 EUR ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du compte de l'exercice 2014 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Henri, dont la balance se présente comme suit :

<b><u>RECETTES :</u></b>	ordinaires	74.255,21	
	extraordinaires	<u>158.643,82</u>	232.899,03
<b><u>DEPENSES :</u></b>	ordinaires	29.202,86	
	extraordinaires	<u>188.942,90</u>	<u>218.145,76</u>
<b><u>SOLDE :</u></b>			+ 14.753,27

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **GR - Sint-Hendrikerkfabriek - Rekening van het dienstjaar 2014**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensden, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe de rekening van het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Sint-Hendrik voor advies overgemaakt heeft, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 26.01.2015 ;

Overwegende dat deze parochie zich over het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe uitstrekt ;

Overwegende dat de rekening van het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Sint-Hendrik met een batig saldo ten bedrage van 14.753,27 EUR voorgesteld wordt ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de rekening van het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek Sint-Hendrik, die als volgt voorgesteld wordt :

<b><u>ONTVANGSTEN :</u></b>	gewone	74.255,21	
	buitengewone	<u>158.63,82</u>	232.899,03
<b><u>UITGAVEN :</u></b>	gewone	29.202,86	
	buitengewone	<u>188.942,90</u>	<u>218.145,76</u>
<b><u>SALDO :</u></b>			+ 14.753,27

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Considérant que l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert fait parvenir pour avis le budget de l'exercice 2015 de l'Eglise Protestante Evangélique de Bruxelles Woluwe ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend également sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que le budget de l'exercice 2015 de l'Eglise Protestante Evangélique de Bruxelles Woluwe est présenté en boni de 70,00 EUR, sans intervention financière des communes concernées ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2015 de l'Eglise Protestante Evangélique de Bruxelles Woluwe, dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES :</u>	ordinaires	13.700,00	
	extraordinaires	<u>0,00</u>	13.700,00
<u>DEPENSES :</u>	ordinaires	13.630,00	
	extraordinaires	<u>0,00</u>	<u>13.630,00</u>
<u>SOLDE :</u>			70,00

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **GR - Protestante Evangelische Kerk van Brussel-Woluwe - Begroting van het dienstjaar 2015**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 255 en 256 ;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe de begroting van het dienstjaar 2015 van de Protestante Evangelische Kerk van Brussel Woluwe voor advies overgemaakt heeft ;

Overwegende dat deze parochie zich ook over het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe uitstrekt ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2015 van de Protestantse Evangelische Kerk van Brussel Woluwe met een batig saldo van 70,00 EUR voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de betrokken gemeenten ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2015 van de Protestantse Evangelische Kerk van Brussel Woluwe, die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN :</u>	gewone	13.700,00	
	buitengewone	<u>0,00</u>	13.700,00
<u>UITGAVEN :</u>	gewone	13.630,00	
	buitengewone	<u>0,00</u>	<u>13.630,00</u>
<u>SALDO :</u>			70,00

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0038 **CC - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces - Budget de l'exercice 2016**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Vu le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 23.06.2015 ;

Considérant que le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces, dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES :</u>	ordinaires	63.300,00	
	extraordinaires	<u>0,00</u>	63.300,00
<u>DEPENSES :</u>	ordinaires	63.300,00	
	extraordinaires	<u>0,00</u>	<u>63.300,00</u>
<u>SOLDE :</u>			0,00

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade - Begroting van het dienstjaar 2016**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensden, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade, door de Kerkraad op 23.06.2015 vastgesteld ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade in evenwicht voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade, die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN :</u>	gewone	63.300,00	
	buitengewone	<u>0,00</u>	63.300,00
<u>UITGAVEN :</u>	gewone	63.300,00	
	buitengewone	<u>0,00</u>	<u>63.300,00</u>
<u>SALDO :</u>			0,00

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0039 **CC - Fabrique de l'Eglise Saint-Paul - Budget de l'exercice 2016**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Vu le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 30.06.2015 ;

Considérant que le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul est présenté en déficit, avec, au service extraordinaire, une intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre d'un montant de 15.000,00 EUR ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul, dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES :</u>	ordinaires	61.200,00	
	extraordinaires	<u>16.000,00</u>	77.200,00

<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	80.975,00	
	extraordinaires	<u>29.033,27</u>	<u>110.008,27</u>
<u>SOLDE</u> :			-32.808,27

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

### **GR - Kerkfabriek Sint Paulus - Begroting van het dienstjaar 2016**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Paulus, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 30.06.2014 ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Paulus met een tekort voorgesteld wordt, met, op de buitengewone dienst, een geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ten bedrage van 15.000,00 EUR ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Paulus, die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	61.200,00	
	buitengewone	<u>16.000,00</u>	77.200,00
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	80.975,00	
	buitengewone	<u>29.033,27</u>	<u>110.008,27</u>
<u>SALDO</u> :			-32.808,27

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

### **22.09.2015/A/0040 CC - Fabrique de l'Eglise Sainte-Alix - Budget de l'exercice 2016**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Vu le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alix, arrêté par le

Conseil de Fabrique en date du 01.07.2015 ;

Considérant que le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alix est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2016 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alix, dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	83.431,75	
	extraordinaires	<u>105.600,14</u>	189.031,89
<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	103.031,89	
	extraordinaires	<u>86.000,00</u>	<u>189.031,89</u>
<u>SOLDE</u> :			0,00

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **GR - Kerkfabriek Sint-Aleidis - Begroting van het dienstjaar 2016**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Aleidis, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 01.07.2015 ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Aleidis in evenwicht voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Aleidis, die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	83.431,75	
	buitengewone	<u>105.600,14</u>	189.031,89
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	103.031,89	
	buitengewone	<u>86.000,00</u>	<u>189.031,89</u>
<u>SALDO</u> :			0,00

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## **Taxes - Belastingen**



LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif aux marchés, voté par le Conseil communal en séance du 17.09.2013, devenu obligatoire en date du 23.09.2013, applicable pour la période du 01.10.2013 au 31.12.2015 ;

Vu le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public, voté par le Conseil communal en séance du 17.09.2013, devenu obligatoire en date du 23.09.2013, applicable à partir du 23.09.2013 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Considérant que, pour des raisons de sécurité, la S.C.R.L. SIBELGA a dû remplacer deux armoires électriques nécessaires pour alimenter les marchands ambulants du marché de Stockel ;

Considérant que chacune de ces deux armoires électriques ne dispose plus que d'un compteur unique et non de compteurs individuels pour chaque marchand ambulant comme c'était le cas auparavant, impliquant dès lors la reprise des deux compteurs par la Commune ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer ses dépenses ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux marchés :

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.10.2015 au 31.12.2016, une redevance communale sur l'occupation d'un emplacement sur les marchés publics en plein air.

Article 2.-

- pour les marchés des mardi, mercredi et vendredi 3,50 EUR par mètre courant avec un minimum de 7,00 EUR ;
- pour les marchés du samedi 5,00 EUR par mètre courant avec un minimum de 10,00 EUR ;
- pour les marchés du jeudi 1,50 EUR par mètre courant avec un minimum de 3,00 EUR auxquels s'ajoutent les droits d'électricité.

La profondeur des échoppes ou des étals est limitée à 3,00 mètres.

Article 3.-

Les marchands des marchés du mardi, mercredi, vendredi et samedi faisant usage des infrastructures communales relatives à l'électricité s'acquitteront de la redevance forfaitaire suivante :

- pour les petits consommateurs (éclairage, balance, ...) 2,00 EUR par jour par marché ;
- pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôtissoire, ...) 4,00 EUR par jour par marché.

Article 4.-

En cas de paiement anticipé pour une période d'un trimestre, le tarif journalier de la redevance est fixé comme suit :

- pour les marchés des mardi, mercredi et vendredi 2,50 EUR par mètre courant pour les 15 premiers mètres ;  
1,50 EUR par mètre courant supplémentaire.
- pour les marchés du samedi 3,50 EUR par mètre courant pour les 15 premiers mètres ;  
2,50 EUR par mètre courant supplémentaire.

L'abonnement trimestriel est calculé sur base de 12 semaines.

Article 5.-

Toute fraction de mètre est comptée pour une unité.

Article 6.-

Les marchands bénéficiant d'un abonnement trimestriel et faisant usage des infrastructures communales relatives à l'électricité s'acquitteront de la redevance forfaitaire suivante :

- pour les petits consommateurs (éclairage, balance, ...) 24,00 EUR par trimestre par marché ;
- pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôtissoire, ...) 48,00 EUR par trimestre par marché.

Article 7.-

La redevance est due par les marchands qui ont obtenu l'autorisation de s'installer sur les marchés publics en plein air.

Article 8.-

Les marchands sont tenus de respecter la réglementation de police en matière d'organisation des marchés.

Article 9.-

Les occupants doivent en tout temps pouvoir fournir l'autorisation d'occuper un emplacement sur le marché ainsi que la preuve du paiement du droit de place par la production, soit des tickets de marché en cas de paiement journalier, soit de la carte d'abonnement en cas de paiement trimestriel anticipé.

Article 10.-

Tout participant qui, exceptionnellement, occupe une surface supérieure à celle pour laquelle il a obtenu une autorisation, voit le montant de la redevance majoré du droit calculé au tarif journalier par mètre courant supplémentaire. Il est tenu de payer ce supplément immédiatement.

Article 11.-

La redevance journalière est payable entre les mains du placier et sur présentation de la part du participant de l'autorisation mentionnant la surface d'occupation.

Article 12.-

L'abonnement trimestriel est payable par anticipation, soit entre les mains du receveur communal ou de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet, soit par virement postal ou bancaire au moins 8 jours avant le début du trimestre pour lequel le paiement est effectué. L'abonnement est établi dès réception du paiement et remis à l'intéressé, soit personnellement, soit par les soins du placier.

A défaut de paiement de l'abonnement dans le délai prévu ci-dessus, l'exclusion du

marché peut être prononcée conformément au règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public.

Article 13.-

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**GR - Retributiereglement betreffende de markten - Wijziging - Verlenging**

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement betreffende de markten, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 17.09.2013, verbindend geworden op datum van 23.09.2013, toepasselijk voor de periode van 01.10.2013 tot 31.12.2015 ;

Gelet op het reglement betreffende de rondtrekkende activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 17.09.2013, verbindend geworden op datum van 23.09.2013, toepasselijk vanaf 23.08.2013 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Overwegende dat, om veiligheidsredenen, de C.V.B.A. SIBELGA twee elektriciteitskasten heeft moeten vervangen die voor de ambulante handelaars van de markt van Stokkel van stroom moeten voorzien ;

Overwegende dat beide elektriciteitskasten elk nog slechts met één enkele elektriciteitsmeter zullen uitgerust zijn en niet met individuele tellers voor elke ambulante handelaar zoals voorheen, wat de overname van beide elektriciteitsmeters door de Gemeente met zich meebrengt ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet innen om haar uitgaven te verzekeren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende de markten als volgt te wijzigen en te verlengen :

Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 01.10.2015 tot 31.12.2016, een gemeenteretributie geheven op de inname van een plaats op de openluchtmarkten.

Artikel 2.-

Het dagelijkse tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- voor de markten van dinsdag, woensdag en vrijdag 3,50 EUR per strekkende meter met een minimum van 7,00 EUR ;
- voor de markten van zaterdag 5,00 EUR per strekkende meter met een minimum van 10,00 EUR ;
- voor de markten van donderdag 1,50 EUR per strekkende meter met een minimum van 3,00 EUR waar de elektriciteitskosten bijgevoegd worden.

De diepte van de kramen of de stalletjes wordt beperkt tot 3,00 meter.

#### Artikel 3.-

De handelaars van de markten van dinsdag, woensdag, vrijdag en zaterdag die gebruik maken van gemeentelijke infrastructuur betreffende de elektriciteit zullen de volgende forfaitaire retributie moeten betalen :

- voor de kleine verbruikers (verlichting, weegschaal, ...) 2,00 EUR per dag per markt ;
- voor de grote verbruikers (koeltoonbank, koelkast, elektrische grill, ...) 4,00 EUR per dag per markt.

#### Artikel 4.-

In geval van vervroegde betaling voor een periode van een kwartaal, wordt het dagelijkse tarief van de retributie als volgt vastgesteld :

- voor de markten van dinsdag, woensdag en vrijdag 2,50 EUR per strekkende meter voor de eerste 15 meter ;  
1,50 EUR per bijkomende strekkende meter.
- voor de markten van zaterdag 3,50 EUR per strekkende meter voor de eerste 15 meter ;  
2,50 EUR per bijkomende strekkende meter.

Het driemaandelijks abonnement wordt op basis van 12 weken berekend.

#### Artikel 5.-

Elke fractie van een meter telt voor één eenheid.

#### Artikel 6.-

De handelaars die een driemaandelijks abonnement heeft en die gebruik maken van gemeentelijke infrastructuur betreffende de elektriciteit zullen de volgende forfaitaire retributie moeten betalen :

- voor de kleine verbruikers (verlichting, weegschaal, ...) 24,00 EUR per kwartaal per markt;
- voor de grote verbruikers (koeltoonbank, koelkast, elektrische grill, ...) 48,00 EUR per kwartaal per markt.

#### Artikel 7.-

De retributie is verschuldigd door de handelaars die de toelating verkregen hebben zich op de openbare openluchtmarkten te vestigen.

#### Artikel 8.-

De handelaars zijn verplicht de politiereglementering betreffende de organisatie van markten te eerbiedigen.

#### Artikel 9.-

De toelating om een marktplaats te bezetten moet op ieder ogenblik kunnen getoond worden, alsook het bewijs van betaling van plaatsrecht, hetzij door marktbiljetten in geval van dagelijkse betaling, hetzij door de abonnementkaart in geval van vervroegde driemaandelijks betaling.

#### Artikel 10.-

Voor elke deelnemer die, uitzonderlijk, een grotere oppervlakte inneemt dan die waarvoor hij een toelating verkregen heeft, wordt het bedrag van de retributie verhoogd met het recht berekend volgens het dagelijkse tarief per aanvullende strekkende meter. Hij is verplicht dit bedrag onmiddellijk te betalen.

Artikel 11.-

De dagelijkse retributie is betaalbaar in handen van de marktmeester en op vertoon vanwege de deelnemer, van de toelating die de bezette oppervlakte vermeldt.

Artikel 12.-

Het driemaandelijks abonnement is vervroegd betaalbaar, hetzij in handen van de gemeenteontvanger of van zijn beambten of ontvangers die hiervoor aangesteld werden, hetzij per post- of bankoverschrijving ten minste 8 dagen vóór het begin van het kwartaal waarvoor betaald wordt. Het abonnement wordt onmiddellijk na ontvangst van de betaling opgemaakt en aan de belanghebbende afgegeven, hetzij persoonlijk, hetzij door de marktmeester.

Ingeval het abonnement niet wordt betaald in de hierboven voorziene termijn, kan de uitsluiting uitgesproken worden in overeenkomst met het reglement betreffende de rondtrekkende activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein.

Artikel 13.-

Bij gebrek aan betaling wordt de invordering van de retributie verdergezet langs elke gerechtelijke weg.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## **Culture néerlandophone - Nederlandstalige cultuur**

22.09.2015/A/0042 **CC - Politique culturelle néerlandophone - Politique culturelle locale - Subsidies en faveur des associations socio-culturelles - Répartition des subsides - Exercice 2015**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **GR - Nederlandstalig Cultuurbeleid - Lokaal Cultuurbeleid - Subsidies ten gunste van sociaal-culturele verenigingen - Verdeling van de subsidies - Dienstjaar 2015**

DE RAAD,

Overwegende dat de nodige kredieten voor de toekenning van subsidies ten gunste van sociaal-culturele verenigingen ingeschreven zijn op het uitgavenartikel 7620/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de naam van de te subsidiëren verenigingen moet specificeren ;

BESLUIT een krediet van een bedrag van 2.500,00 EUR ingeschreven op het uitgavenartikel 7620/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 als volgt te verdelen :

- een krediet van 312,50 EUR ten gunste van de Feitelijke vereniging "KWB KELLE-MOOIBOS", Verbrande Dreef 5, 1150 Brussel ;

- een krediet van 312,50 EUR ten gunste van de Feitelijke vereniging "FRET EN VERZET", Stuyvenberg 17, 1150 Brussel ;
- een krediet van 312,50 EUR ten gunste van de Feitelijke vereniging "FEMMA Sint-Pieter", Kleine Kerkstraat 18, 1150 Brussel ;
- een krediet van 312,50 EUR ten gunste van de Feitelijke vereniging "WOLU-WANDELCLUB", Atlantische Oceaanaan 91, 1150 Brussel ;
- een krediet van 312,50 EUR ten gunste van de Feitelijke vereniging "ACADEMIEKOOR RE BECARRE", Henri Vandermaelenstraat 61, 1150 Brussel ;
- een krediet van 312,50 EUR ten gunste van de Feitelijke vereniging "WILLEMSFONDS WOLUWE", Prekelindenlaan 4, 1200 Brussel ;
- een krediet van 312,50 EUR ten gunste van de Feitelijke vereniging "BIERGILDE HET LINDEKE", Paepedelle 40, 1160 Brussel ;
- een krediet van 312,50 EUR ten gunste van de Feitelijke vereniging "DAVIDSFONDS SINT-PIETERS-WOLUWE, Invalidenlaan 243, 1160 Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Philippe van Cranem quitte la séance / verlaat de zitting*

## **Secrétariat - Secretariaat**

22.09.2015/A/0043 **CC - Interpellation - "Situation du centre d'accueil de Fedasil situé rue des Palmiers"(M. Georges DALLEMAGNE)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Situation du centre d'accueil de Fedasil situé rue des Palmiers"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. G. DALLEMAGNE, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. G. DALLEMAGNE, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

Monsieur le Bourgmestre,

Début juin, le presse faisait part des mesures décidées au niveau de la politique de l'Asile et de la Migration en vue de réaliser les économies budgétaires prévues pour 2016, de l'ordre de 20 Mio€.

Cela s'est concrétisé dans notre commune par l'annonce du fait que le centre d'accueil Fedasil de la rue des Palmiers serait vidé sans être explicitement fermé et ce pour une période indéterminée.

On sait combien l'intégration de ce centre dans ce quartier résidentiel n'a pas été facile pour ses riverains. Un équilibre fragile, dépendant des bonnes volontés en place et d'un intense travail de la direction du centre, a cependant été trouvé ces dernières années.

L'annonce assez floue d'une sorte de fermeture du centre et avec elle, d'une grande incertitude quant à son avenir, a généré une grande inquiétude chez les riverains de ce quartier ainsi qu'un espoir que le bâtiment qui abrite le centre voie son affectation modifiée vers une occupation correspondant mieux à sa localisation.

Début août, "machine arrière toute !". Le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration annonce la création en urgence de 2.500 places d'accueil compte tenu de l'afflux massif de demandeurs d'asile constaté en juillet et faisant suite à la terrible guerre qui sévit dans certains pays du Proche-Orient. On apprend dans la foulée que le centre de la rue des Palmiers sera mis à contribution.

Ce scénario n'est pas du tout celui envisagé par les riverains qui n'auront même pas connu une période de "vide" du centre avant qu'il ne reprenne du service. Je souhaiterais partager vos éventuelles informations sur les questions suivantes :

1. Avez-vous bien connaissance de l'évolution de la situation de ce centre ?
  2. Avez-vous eu des contacts avec Fedasil ou le secrétaire d'État à ce sujet ?  
Le cas échéant, qu'ont-ils donné ? Le centre poursuivra-t-il l'activité menée jusqu'ici ou changera-t-il au contraire de fonction ou de public ?
  3. Quelles mesures avez-vous prises ou comptez-vous prendre en vue de garantir la quiétude des riverains ?
  4. Avez-vous déjà eu des contacts avec les riverains ? ;"
2. la réponse qui lui est donnée par M. B. CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**GR - Interpellatie - "Toestand van het onthaalcentrum Fedasil gelegen Palmboomstraat""(Dhr. Georges DALLEMAGNE)**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

**22.09.2015/A/0044 CC - Interpellation - "Intervention dans le cadre de l'interpellation de M. Georges Dallemagne au sujet des migrants" (M. Michel VANDERCAM)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Intervention dans le cadre de l'interpellation de M. Georges Dallemagne au sujet des migrants"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. M. VANDERCAM, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. M. VANDERCAM, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"La commune de Woluwe-Saint-Pierre a, sur son territoire, le Centre d'accueil de migrants FEDASIL, rue des Palmiers.

La compétence liée à l'accueil des immigrés est gérée par l'Etat fédéral. Le Centre FEDASIL rue des Palmiers existe depuis de nombreuses années et grâce à une gestion sans cesse adaptée, s'est finalement intégré de manière harmonieuse dans le quartier.

C'est donc avec une certaine surprise qu'au cours du mois de juin nous avons appris que ce Centre FEDASIL allait être fermé fin juin pour des raisons d'économie. Force est de constater que le gouvernement fédéral, sans doute marqué par la politique de son partenaire NVA n'a pas voulu anticiper le processus migratoire en augmentation sous nos yeux depuis des mois, résultat des conflits armés syrien, irakien, kurde, même ukrainien ! pour lequel l'Occident ne peut nier totalement une responsabilité. Peut-être même ce gouvernement fédéral, où siège pourtant le MR, a-t-il placé volontairement notre pays dans une faible capacité d'accueil, pour décourager les venues. Et en procédant aux fermetures, ce qui laissait penser qu'on en avait fini avec les migrations, visait-il un choc dans la population surprise par le retour de ce problème réglé ! Et quand surgit ce choc, quand on le laisse gonfler, on sait que racisme et idées courtes abondent rapidement, regardez nos voisins hongrois... Triste manque de prévoyance, de vigilance !

Les FDF dénoncent au minimum une incompétence en matière de politique étrangère et d'accueil des migrants et au maximum cette façon de faire qui stimule peur, haine et racisme.

Je remercie la commune d'avoir très rapidement, en l'occurrence dès le début septembre, réagi pour que dans le cadre de ses compétences elle puisse se mettre au service de réfugiés de guerre.

Les FDF veulent aussi féliciter la population. Une grande partie de celle-ci a très vite compris que cet afflux de réfugiés, comme en a témoigné le directeur du Centre FEDASIL rue des Palmiers, Monsieur Bluck, est majoritairement le fait de Syriens et Irakiens qui pour la majorité exerçaient dans leur pays d'origine une activité professionnelle de bon niveau. Ces fuyards d'un islam radicalisé ont un savoir-faire intellectuel comme manuel, ils ont un niveau d'éducation et de culture qui favoriseront leur intégration, même temporaire. Ils méritent donc notre respect, notre accueil, toute autre réaction doit être condamnée. Et combattue.

Comme pouvoir local, nous sommes dans l'obligation d'œuvrer de manière pratique et concrète. Dans cette perspective, je pense essentiel, par exemple, que l'e-site de la commune ouvre une page qui reprenne des informations sur l'aide que la population peut apporter. J'insiste pour que ce site soit régulièrement actualisé. Le Wolu Mag peut aussi devenir un outil pour initier, coordonner les aides reçues et les aides attendues.

Notre commune mène des jumelages et partenariats, entre autres dans la région troublée du Nord-Kivu en République démocratique du Congo. Ces actions se font grâce au moteur communal mais aussi en collaboration avec des



Wolusampétruens. On ressent qu'au-delà du seul flux économique ou matériel généré par ces jumelages, c'est une véritable relation de confiance et d'amitié autour d'un meilleur avenir qui se tisse. Mettons-nous dans une dynamique similaire avec des régions de Syrie en ayant cette fois comme projet l'accueil de leurs réfugiés chez nous.

En pratique et tout de suite, c'est la mise en œuvre de la logistique de l'accueil des primo-arrivants qui doit se faire. Et plus tard, si ce conflit s'éteint et rend leur terre à tous ceux qui ont dû sauver leur vie, il sera temps de réaliser des jumelages concrets avec leurs localités.

Avec cette approche, je pose plusieurs questions au Collège :

- la commune a-t-elle été saisie, directement ou via le C.P.A.S. pour répondre à des besoins de logement des réfugiés ?
  - la commune a-t-elle été saisie de demandes d'accueil d'enfants à scolariser ?
  - y-a-t-il une concertation entre la commune et la Région et une concertation entre les communes pour mettre en place un processus d'accueil des primo-arrivants ?
  - y-a-t-il une démarche d'ensemble "Commune-C.P.A.S." pour répondre aux différents besoins des migrants ?
  - quelles sont les relations existant entre l'Etat fédéral et la Commune pour que notre pouvoir local puisse s'insérer de manière harmonieuse et efficace dans la politique d'accueil dans son ensemble ?" ;
2. la réponse qui lui est donnée par M. B. CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**GR - Interpellatie - "Tussenkomst in het kader van de interpellatie van Dhr. Georges Dallemagne met betrekking tot de migranten"(Dhr. Michel VANDERCAM)**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0045 **CC - Interpellation - "Crise des réfugiés : prise de responsabilité de Woluwe Saint-Pierre en matière d'accueil"(Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Crise des réfugiés/ prise de responsabilité de Woluwe Saint-Pierre en matière d'accueil"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme C. VAINSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme C. VAINSEL, conseiller communal, dont résumé ci-

après établi par l'intéressée :

Monsieur le Bourgmestre,

"Peu d'entre nous auront échappé aux images douloureuses parues dans les medias ces dernières semaines, et évoquant les drames des candidats réfugiés aux portes de l'Europe.

Nous sommes de fait confrontés une crise politique, humanitaire et éthique sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale, l'Europe devant statuer sur l'accueil massif de femmes, d'hommes et d'enfants, qui ont aujourd'hui tout perdu.

Mon propos ici n'est pas de gloser sur la politique européenne ou fédérale en la matière, -même si l'on peut largement déplorer au niveau national l'organisation erratique de l'accueil des réfugiés comme le manque de positionnement clair sur l'ensemble des enjeux nationaux et internationaux propres à cette crise.

**Non, je voudrais plutôt évoquer ici le rôle et la responsabilité de Woluwé Saint-Pierre, comme autorité locale habilitée à prendre position dans le débat et à adopter des mesures concrètes en matière d'accueil des réfugiés.**

Beaucoup de nos concitoyens se sont d'ores et déjà solidarisés, en déposant leurs effets à l'antenne Fedasil située sur notre commune, au 80, rue des Palmiers, mais également via la Maison communale de Woluwé Saint-Pierre. Je salue à cet égard votre initiative visant à encourager et à centraliser ces dons qui s'avèrent plus que jamais indispensables aujourd'hui.

Par ailleurs, en tant que pouvoir public nous avons la possibilité d'accueillir sur le territoire de la commune un petit nombre de familles réfugiées. Nous savons déjà en effet que sur les 120.000 réfugiés qui devraient être accueillis en Europe d'ici la fin de l'année, plus de 4.500 personnes devraient l'être en Belgique. L'idée n'est pas de vouloir tout résoudre à l'échelon local, mais de contribuer à l'accueil des familles de réfugiés dans une mesure raisonnable et proportionnée à nos moyens, en mobilisant nos ressources, notamment via le CPAS et la Société d'Habitations sociales, et en recensant les logements disponibles, qu'ils soient publics ou privés.

Corrélativement, devraient aussi être organisées l'alphabétisation des adultes, de même que la scolarisation des enfants.

Ma question est dès lors la suivante : avez-vous l'intention Monsieur le Bourgmestre, d'organiser l'accueil de quelques familles de réfugiés, en fonction de nos possibilités d'accueil, sur le territoire de la commune ?

Le cas échéant, quelles mesures concrètes comptez-vous prendre en la matière ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. B. CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**GR - Interpellatie - "Vluchtelingen crisis : verantwoordingsplicht van Sint-Pieters-Woluwe inzake onthaal"(Mw. Cécile VAINSEL)**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0046 **CC - Interpellation - "Accueil des réfugiés"(Mme Anne Charlotte d'URSEL, M. Aymeric de LAMOTTE et M. Aurélien DE BAUW)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "L'accueil des réfugiés"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme A.-C. d'URSEL, M. A. de LAMOTTE et M. A. DE BAUW, conseillers communaux ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme A.-C. d'URSEL, M. A. de LAMOTTE et M. A. DE BAUW, conseillers communaux, dont résumé ci-après établi par Mme A.-C. d'URSEL et M. A. de LAMOTTE :

Monsieur le Bourgmestre,

"Le 6 août dernier, le gouvernement fédéral a décidé de créer 2.500 places d'accueil supplémentaires pour demandeurs d'asile. Cette décision a entraîné une série de mesures, dont la réouverture du centre Fedasil à Woluwe-Saint-Pierre, initialement prévue pour la mi-septembre. L'accompagnement est temporairement assuré par une équipe de volontaires de Fedasil. "Le recrutement de nouveaux membres du personnel (30 personnes au total) est en cours. Ils seront mis à la tâche dès que possible".

Le centre Fedasil de Woluwe-Saint-Pierre accueille actuellement une centaine de personnes essentiellement des Syriens et des Irakiens. Parmi eux, 20 familles.

Que fait aujourd'hui la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour accueillir au mieux ces réfugiés ?

Qu'est-il prévu au niveau des services communaux ? Au niveau de la police ? Du C.P.A.S. ? Des écoles ? Du quartier ?

De nombreuses offres de matériel ou de services bénévoles affluent de la part de la population" ;

2. la réponse qui leur est donnée par M. B. CEREXHE, bourgmestre ;
3. de même que l'intervention de Mme A. BERTRAND, conseiller communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**GR - Interpellatie - "Onthaal van de vluchtelingen"(Mw. Anne Charlotte d'URSEL, Dhr. Aymeric de LAMOTTE en Dhr. Aurélien DE BAUW)**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

22.09.2015/A/0047 **CC - Interpellation - "Accès au Wifi dans l'hôtel communal"(Mme Anne Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Accès à Wifi dans l'hôtel communal"", inscrit à de l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme A.-C. d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme A.-C. d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Mon interpellation fait suite à de nombreuses visites que j'ai effectuées cet été auprès des services population-état civil où j'ai passé, comme de nombreux habitants, plusieurs heures à attendre mon tour au guichet. Autre problème qui fera l'objet d'une autre interpellation.

J'ai alors tenté de me connecter à wifi sans succès. J'avais demandé à l'échevin de l'informatique, lors d'un conseil en commission, au début de l'année 2015, les clefs pour avoir accès à internet. Il m'avait dit à l'époque qu'il allait faire le nécessaire dans les semaines qui suivaient.

Plus de 6 mois ont passé. Qu'en est-il aujourd'hui de l'accès à wifi dans l'hôtel communal ?

Il existe bien un poste d'accès dans la maison qui s'appelle wspguest mais à quoi sert-il exactement ?

Actuellement, les habitants n'ont pas le droit de s'y connecter. Pourquoi n'y a-t-il pas moyen d'afficher dans le hall d'accueil des différents services le login et le mot de passe ce qui permettrait à chacun de recevoir ses mails, travailler à distance ou se divertir ? Cela fait partie aujourd'hui de la qualité de l'accueil offert aux citoyens.

Il me revient aussi que le personnel communal a un accès limité ou rendu difficile au wifi. Le mot de passe change d'ailleurs tout le temps.

Quelles en sont les raisons ? D'ordre technologique, financier, organisationnel ?

Qui peut y avoir accès à wifi ?" ;
2. la réponse qui lui est donnée par M. C. DE BEUKELAER, échevin.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**GR - Interpellatie - "Toegang tot wifi in het Gemeentehuis"(Mw. Anne Charlotte d'URSEL)**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Levée de la séance à 22:30  
Opheffing van de zitting om 22:30

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Georges Mathot

Francis Delpérée